

SOMMAIRE

Chapitre un « Capacités d'un collectif citoyen à inscrire ses pratiques et ses propositions sociales dans la durée »

4

Les fondamentaux: 1998-2004

2007-2009 :Se fonder sur des acquis consolidés et se saisir des opportunités fait progresser l'expertise citoyenne. Le dialogue fonctionne commeun levier pour l'action

2010-2012 : Des Pactes Locaux vers les P'actes Européens » : Les étapes internes d'un processus citoyen de changement d'échelle

2012-2014 : Le développement s'engage dans le prolongement direct de ces avancées

Juillet-Octobre 2013: 5èmerencontre de Globalisation des solidarités: Manila'13

CHAPITRE DEUX « VINGT ANS DE RELATIONS PARTENARIALES AVEC LA FONDATION POUR LE PROGRÈS DE L'HOMME »

32

1995-2002 La rencontre et l'installation des relations : du bas vers le haut

2003 – 2006 : Confrontés aux dangers de notre dépendance financière

2007 - 2009 : Les relations partenariales sont renouées sur une convergence des priorités

À partir de 2010, La FPH introduit systématiquement ses propres utilités dans les engagements qu'elle demande à ses partenaires .Deux conventions biannuelles sont signées avec la FPH; la seconde est prolongée d'un an en 2014

De 2012 à 2014 : La réussite de la candidature Grundtvig assure l'autonomie de la conduite d'action des Pactes Européens pour trois ans, dans le respect de ses engagements. 2015, dernière convention accompagne la sortie du partenariat

CHAPITRE TROIS « COMMENT LE PARTENAIRE S'EST ORGANISÉ POUR RÉALISER CETTE TRANSITION TRANSMISSION »

45

En 2014 : la candidature ERASMUS ne nous permet pas d'inscrire nos avancées et nos propositions sociales dans le prolongement de nos acquis.

Fin 2014 : Etat des lieux du réseau pour dégager les voies de la transition

Novembre 2014 : Quelles prestations, quelles cibles pour quels objectifs visés?

L'AG 2014 en juin à Paris fait le bilan et tient un 2ème Séminaire de travail .

L'Assemblée générale valide la clôture de l'association des P'actes Européens

CHAPITRE QUATRE « PROPOSITION DE MISE EN DÉBAT ET PARTAGE ÉLARGI D'UN BILAN TOURNÉ VERS L'AVENIR, LES POTENTIELS D'UNE CITOYENNETÉ ACTIVE POUR UNE MONDIALITÉ À VISAGE HUMAIN »

54

Annexes

60

Chapitre 1

1 | Les fondamentaux : 1998-2004

Qui sommes nous?

Dans le contexte des débats sur la loi cadre contre l'exclusion, promise par le candidat à la présidentielle, Jacques Chirac, en 1995, le collectif national des Pactes Locaux résulte de la volonté de la FPH de produire une intelligence collective et une mise en réseau. Parti d'un diagnostic partagé, nourri d'une cinquantaine d'expériences locales, le Collectif se constitue en 1998. Il réunit des personnes volontaires, à l'intersection de plusieurs réseaux, collèges d'acteurs, territoires dans lesquels les uns et les autres sont des parties prenantes actives. Grâce à la diversité de ces implications, en trois ans d'échanges, ses fondateurs ont cheminé informellement, hors des visions partielles, des procédures et des urgences.

Notre éthique

Nous avons la volonté de répondre aux besoins de cohésion sociale, d'anticipation de l'exclusion et aux aspirations d'une société civile qui désire exercer une meilleure maîtrise sur les choix qui engagent son avenir. C'est une chance de vivre une époque où ces idées cherchent leurs traductions concrètes. En 2001 : Engagés pour faire vivre le collectif, nous signons une Convention pluriannuelle d'objectifs avec la Délégation Interministérielle à l'économie sociale et à l'innovation sociale (DIES).

Nous élaborons ce qui fait référence pour nous et formalisons une grille d'analyse du « pacte local ». Il caractérise une variété de formes de partenariats locaux et de coopérations, partageant suffisamment de caractéristiques pour porter des propositions structurantes et des actions ensemble. Leurs principes communs sont : des valeurs partagées de solidarité, convivialité et lien social ; une importance essentielle accordée à l'action concrète ; une origine concertée et un engagement contractualisé ; un ancrage territorial (répondre aux besoins d'un territoire ouvert, relié et connu) ; une volonté de cohérence entre acteurs, actions et échelons territoriaux ; un appui sur la présence de capacités à mettre en synergie des compétences pour agir ; une démarche participative; des coopérations s'articulant avec les politiques locales.

Notre existence s'inscrit donc, délibérément et politiquement, dans une approche transversale d'ancrage territorial et de participation démocratique, comme moteur des solutions.

Notre fonctionnement collectif

Notre collectif ne souhaite pas devenir une institution. Il veut faire vivre un espace d'intelligence collective. Cette approche n'est pas usuelle, aussi la formalisons-nous en 2003 dans une charte. « Elle caractérise les liens vivants, fédérateurs et féconds entre les acteurs qui partagent une philosophie de l'action, fondée sur la réciprocité dans l'échange. Elle se nourrit de l'effectivité des relations qui existent entre les personnes impliquées, entre les groupes déjà coopérants et entre le local et le global. Nous faisons réseau autour de valeurs communes, d'un objectif commun, d'un plan d'action et d'un calendrier partagé. Sans structure juridique, ou partage du pouvoir formel, nous ne traçons pas de limite entre intérieur et extérieur, pour favoriser la participation de chacun en fonction de ses disponibilités et de ses centres d'intérêt ».

« Chaque Pacte Local agit en toute autonomie pour développer ses possibilités, tant sur le plan local qu'aux autres échelons des relations qu'il est amené à entretenir dans le cadre de son action » « Les membres du Collectif national s'obligent à faire circuler l'information relative à l'objet de la démarche, à contribuer à la réflexion, à concourir pour leur part à l'action commune et à promouvoir une éthique de

communication par la valeur d'exemple de cette façon de faire ». « Le Collectif national, en tant qu'entité, est un acteur indirect des systèmes d'actions qui se reconnaissent dans la notion de Pacte Local dans les territoires. Il remplit cependant un rôle fondamental de soutien, de courroie de transmission, de facilitateur : cohérence, cohésion, valeur ajoutée dans le sens du développement durable, apport de méthodes, techniques et outils ».

Le rôles spécifique du secrétariat de coordination (version 2 de la charte 2003)

« Il assume un rôle logistique, incitatif et organisateur primordial pour le fonctionnement du Collectif national. Il intervient comme activateur.

Pratiquement, il prépare les réunions, assure leur bon déroulement, la rédaction et la circulation des comptes rendus.

En termes d'incitation, il veille au respect du principe de réactivité des membres, qui porte obligation d'une réponse en retour à une question, dans un délai d'une semaine.

En termes de fonction logistique et organisatrice, il prend en charge les évènements de communication lourds (exemple : Journée Nationale). Pour renforcer sa capacité, l'équipe de coordination peut faire appel au Collectif national, voire à des personnalités extérieures partageant les mêmes sensibilités.

Il a en charge le budget du Collectif national, une fois les objectifs budgétaires agréés collectivement à l'occasion des réunions du comité de pilotage. Il assure la responsabilité de type comptable en suivant les règles de la comptabilité associative.

Il a en charge l'articulation avec les autres chantiers de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire. Il veille, en liaison avec les chantiers adéquats, à l'interpellation et la recherche de partenariats élargissant l'influence du Collectif national dans son rôle de promotion de la démarche Pacte local ».

La méthodologie cible « le comment » des solutions

Nous partageons la conviction de Pierre Calame que le territoire constitue la brique de base de la gouvernance du futur. Si le pacte local n'a pas la réponse à lui seul, il est à la base de l'édifice pour des solutions viables et pérennes aux problèmes de nos sociétés. Elles n'y sont pas préparées. Comment coopérer quand les sujets sont variés, les cultures ou les échelles différentes, les logiques spécifiques, les attentes diverses, voire conflictuelles, les formats et les contenus variables?

Voyager pour apprendre est un principe vieux comme le monde. Notre action s'en est inspirée pour transformer la diversité en atout. Ce point d'entrée nous a permis, dès la fin des années 90, d'expérimenter par nous-mêmes, en nous rendant sur place en équipe, et de dégager des questions communes à partir de cas concrets, discutées ensuite à la FPH, lieu d'accueil de nos rencontres pendant des années.

Un de nos points forts est une méthode peu usitée de veille et de capitalisation conjointe avec les acteurs locaux. Elle pose en principe fondamental la parité entre l'invité et l'invitant et une façon d'observer, bienveillante et critique, qui ne soit ni évaluation, ni jugement, ni posture externe. Un membre d'un pacte local est un « pair », lui-même impliqué dans une action, locale ou plus large, dont le regard, sans complaisance, a pour unique objet un retour aux « accueillants » : utile pour prendre du recul par des observations réitérées, pour grandir, améliorer, voire repartir. Les « pairs » se rencontrent aussi pour rapporter de l'expérience ou des idées dans leur champ de pratiques, se forger une expérience comparative, s'inspirer en confiance de l'expérience des autres.

Enseignements de la participation citoyenne d'acteurs-vecteurs de transformation sociale

Apprendre les uns des autres, c'est agir en sorte que le pouvoir ne se partage pas entre nous, mais qu'il se créée ensemble. La dynamique est utile à chacun. La fonction permanente de coordination,

financée grâce aux moyens de la FPH, a permis d'assurer une continuité et une efficacité de l'engagement personnel réalisé par ses membres. Ensemble, ils ont dégagé les premiers éléments de la plus-value qualitative du Pacte Local, en filigrane des « Brèves » », des Journées Nationales, des participations aux activités de réseaux « voisins » ou « cousins », de diverses contributions écrites et d'interpellations publiques.

La mutualisation de l'expérience a généré des capacités collectives et de la notoriété.

Notre première sortie en délégation a lieu en 2002, sur la suggestion de Pierre Calame, à l'occasion du premier Forum Social Européen « contre la guerre, le racisme et le néo-libéralisme », en référence spécifique au plan de George W. Bush pour l'Irak. La FPH y vient en nombre. Nous y coanimons un atelier avec Emmaüs International. Superbe expérience dont nous tirons une réflexion et un récit de voyage qui figurera dans le Journal annuel des Pactes Locaux.

La seconde opportunité, l'année suivante, provient à nouveau de Pierre Calame. En avril 2003, il est invité à Lyon pour le module initial de la session annuelle de formationde l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (INTEFP). Le thème de l'année est « Territoires, *initiatives et dialogue social »*. Il me propose de l'accompagner. Pierre y développe son approche du « retour du territoire, comme recherche de cohérence ». Indisponible pour participer au cycle entier, je le remplace et découvre la pertinence du cycle de rencontres comme processus pour apprécier par soi-même la diversité des approches et définir ses propres positions. Elle partage cette opportunité avec Marie-France Dubois qui participe à trois rencontres. Ce cycle l'emmène au Brésil, en Catalogne. Il crée l'occasion d'introduire une journée de découverte des initiatives de la Haute Vallée de l'Aude dans la session organisée à l'initiative du DDTEFP de l'Aude.

Elle retient la pertinence de la charte des auditeurs comme un acquis de méthode pour la suite. Certains de ses éléments concernant les façons d'être sont réintroduits dans la culture des Pactes Locaux : « Sans renoncer à tes convictions, à ta pensée ou à ta philosophie, le temps de la session tu abandonneras tout jeu de rôle lié à tes fonctions ou à tes responsabilités institutionnelles. Ton écoute sera aussi critique qu'active. Toujours tu veilleras à respecter les divergences de l'autre et à tenter de comprendre ce qui les justifie. Tes lunettes hexagonales tu enlèveras pour observer et comprendre les systèmes sociaux livrés à ton analyse ; avec courtoisie tu aborderas tes interlocuteurs étrangers en prenant soin de ne pas les heurter par des questions ou des réactions qui se référent en permanence au système français pris comme modèle ».

En clôture de la session INTEFP, France Joubert organise un« Carrefour international de l'innovation sociale et territoriale » au Futuroscope de Poitiers. Associés à sa préparation, nous produisons notre première communication externe, tenons un stand, produisons 12 fiches d'expériences qui prendrons place dans la publication d'un livre ; nous participons aux ateliers et réalisons notre première évaluation et une capitalisation collective « façon pacte ».

Autre maillage dont Poitiers crée l'occasion : l'invitation d'Européens et de Québécois à Poitiers : membres de l'association européenne Delos-Constellation, dont Martine est une des fondatrices en 1995, et d'Euronetz basée à Berlin, avec qui l'association PARI dans l'Aude a coopéré. Poitiers crée l'opportunité de réunir une Assemblée générale extraordinaire de Delos. Plutôt que laisser vivre une organisation qui n'a pas d'activités effectives, ils décident sa dissolution « pour conserver le meilleur de ce qui les a réunis et poursuivre par d'autres voies le projet politique de transformation fondé sur les ressources des territoires ».

À trois, Yvon Poirier (Québec), Francisco Botelho (Portugal) et Martine décident de lancer une Newsletter mensuelle et multilingue FR/EN. Le Bulletin International de Développement Local Durable sort son premier numéro en novembre 2003. « Nous croyons important de rassembler

les informations sur ce qui se passe pour continuer à faire vivre un espace public entre les acteurs du développement local durable et créer des occasions de rencontres. Notre engagement est temporaire, car sans apport d'informations utiles à l'action que vous mettriez au pot commun, nous ne pourrions pas continuer bien longtemps ». Un enseignement est retiré de cet épisode pour la suite. Accepter de fermer une porte de son plein gré, contribue à ouvrir une fenêtre sur de nouvelles perspectives.

En France, le Collectif des Pactes Locaux a ouvert un espace national de débat, permanent sur la question de la cohésion sociale, et, plus largement, sur les processus de coopérations locales et leurs effets. Nous faisons réseau, à partir des guestions communes que nous avons identifiées et d'un diagnostic que nous partageons, pour éviter que trop d'initiatives s'épuisent et se perdent en route, pour décloisonner et proposer comment mieux vivre ensemble en accompagnant la promotion des processus qui produisent des dynamiques locales et préfigurent des solutions de plus grande portée.

Quantitativement, entre 1998 et 2004, Le Collectif a accueilli plus de cent personnes, pour un temps ou pour longtemps, à des degrés d'implication variables. Par cercles successifs, depuis l'implication directe jusqu'aux manifestations d'intérêt, le Collectif touchait en 2004 plus d'un millier de personnes et leurs réseaux.

Cette façon d'être et de faire a progressivement constitué « un réseau de personnes, ouvert, en relation en Europe et dans le Monde, qui inventent comment vivre ensemble. Faire pacte, c'est peut-être, simplement, se déclarer capables, collectivement, de s'organiser pour trouver des réponses aux besoins que l'on rencontre. C'est ensuite, s'engager dans l'action. Finalement, les Pactes Locaux préfigurent une forme de travail collectif pour la société actuelle et future ». (Cahier de propositions « 1+1=3 »2004)

L'énergétique de l'engagement

Dans les fonctionnements en réseau, invoqués de partout, trop peu d'attention est consacrée à la façon dont s'inventent les interrelations entre l'individuel et le collectif. La participation n'est pas toujours dictée par une logique «utilitaire» consistant à prendre sans rien apporter en retour. L'implication volontaire est bien souvent une intention de partage qui combine l'utilité pour soi-même, dans une recherche légitime d'un développement personnel, avec un engagement dans la vie collective comme voie d'accomplissement. L'approche « entre pairs », comme l'ensemble de la production des Pactes Locaux, n'aurait pas pu se faire sans un temps volontairement consacré par la plupart des membres du collectif. Cette forme d'engagement est en dernier ressort ce qui justifie la présence et le temps que les membres lui ont consacré aux Pactes Locaux, plutôt qu'à d'autres espaces où ils avaient de très bonnes raisons de militer activement (thématiques, collèges professionnels, sensibilités politiques...).

Notre Collectif est bien conscient qu'il ne peut pas parvenir, seul, aux résultats de grande envergure qu'il espère, pas plus qu'il n'est « le dépositaire » des idées ou des intentions qu'il s'applique à mettre en œuvre. Il ne faut pas confondre utilité avec identification, fusion, adhésion exclusive, voire allégeance. Pour celles et ceux des membres qui sont en phase avec la façon d'être et avec les priorités de ce Collectif ouvert, une participation active y trouve son compte car elle contribue à l'augmentation de leur pouvoir d'action et crée des opportunités sur leur chemin. Ensemble, ils ont produit un capital social, tout à la fois immatériel et tangible.

Enseignements tirés de cette étape constitutive des relations partenariales avec la FPH

Le premier est que « l'intérêt, l'assiduité et la durée des relations sont des ingrédients indispensables pour consolider des utopies concrètes. Celle par exemple d'une coopération apprenante, non hiérarchique, ouverte et librement consentie » (Cahier de propositions 2004 «1+1= 3 »). L'inventivité des personnes,

leur mise en relation et l'effet d'engrenage de leurs énergies produisent des inventions sociales, des connaissances utiles à l'action et des rapprochements pour l'organisation d'actions communes.

Le second enseignement est que sans un appui pour entreprendre cette démarche, elle n'aurait pas été possible. Nous avons été bénéficiaires de la philosophie du financement de la FPH à cette étape de son propre développement : « La fondation conçoit et construit ses partenariats dans la durée pour contribuer à des changements systémiques qui impliquent un engagement et un investissement sur le long terme. Elle accepte de financer leurs dépenses structurelles pour leur permettre de se consacrer à la réflexion et à l'action. Elle fonde son évaluation sur leur capacité à se relier, à faire des propositions et à les porter, et non sur le suivi et la justification de leurs dépenses » (Carnet de bord).

Le parcours des Pactes Locaux, associant la volonté de ses membres actifs à celle de la FPH permetil d'affirmer que « si on sait organiser la société civile, personne ne peut rien lui refuser » comme le disaient Paul Fuchs ou France Joubert? C'est la vision optimiste de ce que « notre façon » modeste au « Grand Œuvre » apporte à la mesure d'un temps long dont nous ne verrons pas les résultats. « Prendre le tournant de l'apprentissage des coopérations, c'est affirmer le caractère relationnel de l'économie moderne et attribuer une valeur positive à la densité et à la qualité de la coopération entre acteurs. Cela revient à changer de curseur » (Veltz, P. 2004, Des lieux et des liens).

Pour conclure, cette étape a construit un socle robuste qui nous permettra de nous adapter à un contexte de plus en plus mouvant. Nous y trouvons la ressource pour réagir quand nous prenons conscience des risques de notre dépendance financière (les formes de cette première transition sont développées dans le Volet 2 des relations partenariales avec la FPH).

La vitalité et la détermination du Collectif réussiront à produire « l'effet boule de neige » d'une croissance en qualité et d'une extension de nos activités.

2 | 2007-2009 : Se fonder sur des acquis consolidés ET SE SAISIR DES OPPORTUNITÉS FAIT PROGRESSER L'EXPERTISF CITOYENNE. LE DIALOGUE FONCTIONNE COMME UN LEVIER POUR L'ACTION

Le préambule de la 4^{ème} rencontre «Globalisation des solidarités» du RIPESS accueillie en Europe, affirme qu' «une autre économie existe et que les innovations de l'économie sociale et solidaire font mieux que témoigner, elles préfigurent un autre monde possible». Les Pactes Locaux, partageant cette conviction, s'associent à la préparation européenne de la rencontre et organisent un atelier n°7, transversal, croisant « l'approche territoriale avec la participation démocratique de cette autre économie ». Entre l'automne 2007 et avril 2009, ils expérimentent un dispositif itinérant de capitalisation pour assembler les acquis de réalisations qui apportent déjà des réponses consolidées, des outils transposables, des méthodes avérées à des problèmes clé d'aujourd'hui. Quelles sont les conditions de leurs succès et les facteurs qui les entravent ? Comment les rendre mieux visibles dans leur diversité et en tirer des enseignements de portée générale ? Tel est l'objectif recherché par ce dispositif.

Comment s'organiser pour réaliser un objectif qui change la dimension des engagements?

Le lancement d'une plateforme modifie la donne en augmentant le volume d'activité de l'association. La situation est mise en discussion et donne lieu à une Assemblée Générale Extraordinaire le 26 mars 2008. Géraldine veut être relevée de la présidence. Elle introduit le débat par un diagnostic du réseau : le faible nombre de membres, mais 2 nouveaux « compagnons» ; la qualité des personnes et la belle surface relationnelle de leurs réseaux. Un noyau actif utilise actuellement cet espace de mise en commun dans l'objectif de franchir une étape, comme démultiplicateur d'impact de leurs avancées. Il se serre les coudes pour bouger les lignes par « une posture offensive ». Il sait pouvoir compter sur des relations interpersonnelles éprouvées dans la durée pour s'essayer à ce changement de cap. Pour le moment, son fonctionnement tient aux conventions avec la FPH sur un partage de finalités et sur des objectifs précis, dans la mesure où ils convergent avec l'action de la FPH. Les Pactes Locaux génèrent de l'activité en grande part bénévole. Une partie rencontre une rémunération. Quelques prestations ont été réalisées, mais restent marginales. Les fonctions statutaires de bureau ont du mal à tourner. Il faut faire exister la place sociale et économique de cette économie de l'immatériel et du relationnel. « Trop de bénévolat, c'est jouer contre son camp ». L'AG doit décider d'une orientation générale, d'une stratégie, d'une programmation et mettre en place un dispositif de transition à durée déterminée, comme façon concrète d'anticiper les formes et l'aspect juridique d'une organisation viable dans le calendrier du changement d'échelles ».

Décisions de l'AGE

L'événement « Lux'09 » constitue à la fois une opportunité et une étape (ou une épreuve) pour le collectif. La question statutaire à l'ordre du jour est de déterminer quel est le mode d'organisation adéquat pour pouvoir intégrer une dimension économique dans son fonctionnement. Un contrat moral est passé entre eux : la priorité est de se mettre en situation de réussir la transition. Ils font le tour de toutes les possibilités disponibles et légales et débouchent sur la décision suivante :un Bureau de 3 personnes dirige l'association : France Joubert président, Jean-Pierre Pellegrin trésorier, Judith Hitchman secrétaire. Martine devient « déléguée générale » pour pouvoir être salariée d'une part et son interface avec l'extérieur d'autre part, avec une priorité d'affectation des moyens. Les moyens complémentaires (2/3 du budget) sont recherchés activement. Un 2ème budget prévisionnel est établi avec des priorités et des pondérations dans les affectations. Chacun des membres actifs rémunérables travaille sur une commande des Pactes Locaux auprès de sa structure qui le désigne pour la réaliser. Le fonctionnement demeure collectif et repose sur des mandats personnalisés et validés. C'est un dispositif de transition et un engagement sur des objectifs partagés qui les associent pour atteindre les résultats qu'ils se sont donnés pour une séquence de temps qui couvre 2008 - 2009. Chacun sera amené à redéfinir sa position ensuite, en fonction des résultats, sur des indicateurs tels que : l'ancrage d'antennes régionales ; la consolidation du projet ; la diffusion des idées ; les alliances qui élargissent l'audience à la dimension européenne. Si les résultats sont au rendez-vous, nous définirons quelle organisation est capable de faire bouger les statuts. Jean-Pierre Pellegrin rédige la modification des statuts et la soumettra pour validation par vote électronique.

La façon d'être « Pacte local » est transposée afin d'installer un dialogue ouvert sur la prospective

Sans renoncer à ses convictions, les jeux de rôle liés aux fonctions institutionnelles de chacun sont mis au vestiaire le temps du voyage. L'écoute et l'observation sont bienveillantes, critiques et contributives. Sur une voie encore mal balisée, le dialogue recherche une meilleure compréhension mutuelle des logiques d'action des uns et des autres.

Pour mieux se comprendre, ces rencontres réunissent des volontaires engagés par leurs activités, leurs

mandats, leurs responsabilités, dans le fonctionnement d'une économie territoriale ouverte, que ce soit dans le secteur marchand, le service public, le tiers secteur, ou l'entraide bénévole. Ceux qui partagent cette approche sont encore peu nombreux : élus, entrepreneurs, habitants, syndicalistes, administrations, associations, chercheurs. Quelles complémentarités et comment installer des coopérations dans les différents cas de figure où elles se présentent : englobées/englobantes, obligées/volontaires, routinières/de qualité, inexistantes/bien que souhaitables.

La préparation des rencontres régionales répond à un même cahier des charges

- Les accueillants ont l'initiative de la thématique et des invitations : emploi et territoire ; tourisme et territoire ; tiers secteur ; revitalisation d'un quartier urbain ; solidarités entre rural / urbain.
- Le territoire qui accueille est à géométrie variable : bassin de vie, d'emploi, acteur collectif, réseau territorialisé, territoire de projet intercommunal, Pays, Agglomération, Agenda 21, Parc naturel, réseaux sociaux, etc. En fait, c'est toute configuration qui réunit un collectif dans un territoire, autour d'une guestion commune et d'une envie de dialogue et d'ouverture pour mieux agir.
- Les Pactes Locaux remplissent une fonction d'interface. Un de ses membres actifs travaille en équipe avec le référent local de la rencontre qui peut compter sur l'appui technique de l'association.
- Une délégation extérieure d'une dizaine de personnes est constituée d'un commun accord, pour apporter une expertise d'usage et/ou une bonne connaissance sur le thème de la rencontre.
- Un contrat définit l'entente entre les parties prenantes sur les objectifs : liste des invitants et des invités de la délégation, calendrier, contenus, logistique, coût de la rencontre et répartition des frais, restitution, diffusion.
- 5 mêmes guestions s'appliquent aux thématiques des rencontres :« Quelle économie l'action a-t-elle ou peut-elle générer ? Comment l'action a t-elle augmenté la prise de pouvoir et la responsabilité dans les solutions mises en oeuvre? Quelles articulations l'action a-t-elle utilisées ou produites pour réussir des percées ? Qu'est ce qui a permis à certaines dynamiques d'obtenir une pérennité et d'engendrer sur un territoire des modes de faire durables ; et guelles leçons pour les multiplier à l'avenir? Cette grille de lecture constitue le fil conducteur de la capitalisation.
- Son contenu et son format d'animation sont ordonnés en 3 séguences : j'illustre /je débats / je propose. L'expérience acquise en pratiquant est le point de départ et le support du débat. Ainsi orientés, les échanges favorisent la compréhension du comment les réponses ont été apportées ou imaginées ; les débats sont plus fructueux, car la perspective est d'en tirer des enseignements utiles pour des stratégies de changement depuis le local et le territorial jusqu'au national, l'Europe et l'international.

L'installation d'une plateforme pour changer d'échelle du local à l'Europe, animée par les **Pactes**

Sa finalité est de construire les conditions de rapprochements sur un socle de valeurs, à traduire le plus largement possible dans les faits. Aussi, est-elle conçue pour expérimenter un processus d'organisation prenant de l'ampleur d'étape en étape. Ses principales caractéristiques sont :

- Des règles de fonctionnement et d'ouverture qui prévoient d'accueillir toute personne volontaire, sous condition d'engagement à contribuer activement.
- Une alternance entre rencontres régionales et rencontres intermédiaires, dites « hors sol », pour analyser, accueillir de nouveaux participants et aller vers des propositions de normes, d'usages et de comportements, à vocation de droit commun.
- Le programme d'activité et le calendrier sont communiqués dès le départ, pour tenir le cap

Dès le lancement, la perspective d'un « après Lux'09 » a été annoncée pour nourrir une proposition européenne « vers le haut », mais aussi un retour-terrain aux accueillants trop souvent oubliés dans la remise en jeu des avancées auxquelles leurs témoignages ont contribués!

Sa taille modeste a favorisé son pouvoir de convocation. Elle a expérimenté des processus de convergence en se rendant utile et faisant sens pour chacun.

Un état d'avancement, lors d'une rencontre « hors sol » 7 mois avant le Forum Lux'09 acte des questions récurrentes et des voies de progrès, dans le franchissement d'échelles du local au global. Premier point : L'ouverture de nouveaux espaces publics, neutres, pluriels et autonomes est un point commun aux percées réalisées dans les trois premiers exemples :

Le prototype du centre de ressources des groupements d'employeurs (CRGE) du Poitou-Charentes (référent France Joubert) a pris la forme d'une association paritaire à présidence tournante dans les années 90. Il existe maintenant de tels centres dans une dizaine de régions françaises et plusieurs pays d'Europe. Un centre européen a ouvert en février 2008, pour outiller et promouvoir leur montée en généralité dans l'Europe à 25.

La Rencontre territoriale d'Auvergne (référent Alain Laurent, Jean-Claude Mairal, Conseil Régional a réalisé une percée dans la même direction, en créant l'occasion de dialoguer entre les différents acteurs du secteur (voyagistes, hébergeurs, transporteurs, gestionnaires de produits touristiques, pouvoirs publics et producteurs de biens et services non touristiques) en amont de la rédaction du document officiel d'orientation stratégique de l'Aide Publique au Développement de la France en matière de tourisme responsable moteur de développement territorial. Lespremiers effets directs se traduisent dans les termes de ce document qui facilitera l'évolution des relations de coopération, nationale ou décentralisée, dans une approche plus interculturelle, plus ouverte et plus durable de la guestion du tourisme articulé au territoire dans les PMA et PED partenaires de la coopération française.

Le réseau Objectif Plein Emploi, intimement associé avec l'Institut de Recherche Européen pour l'Économie Solidaire (INEES) qui accueille « Lux'09 », montre qu'il est possible de transformer l'économie à partir des engagements citoyens et que pour traduire la solidarité en pratique, il faut articuler l'expérimentation concrète de nouvelles organisations horizontales en réseau, la réflexion à partir de l'action, avec une réflexion prospective et théorique. Elle est indispensable pour adosser l'action et l'éthique afin de restaurer la fonction créatrice d'un imaginaire réformateur.

Deuxième point : Reconsidérer l'exercice de la démocratie en fonction des différentes échelles, dans une approche territoriale sera le point commun aux deux dernières rencontres.

Le constat est que la démocratie ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. La proximité des lieux de vie est l'espace d'apprentissage et de vérification des procédures démocratiques pour le plus grand nombre. Comment s'y prendre pour qu'elle soit authentique, autonome, prise en compte de façon effective? Les trois précédentes étapes ont identifié un chaînon manquant, aux interfaces entre la démocratie locale et les échelons décisionnels supérieurs, Région, Etat et au-delà. La «traçabilité» des arbitrages démocratiques d'une décision politique, de bas en haut et de haut en bas, est impossible à reconstituer. La participation reste limitée à l'exercice de mandats formels centrés sur la défense de positions. Comment refléter la réalité des acteurs sociaux émergents ? Ne pas capter la vitalité des forces vives pour «nourrir» le système, mais pour le transformer en profondeur? Comment sortir de cette ornière qui décourage la participation et susciter la confiance des citoyens éveillés qui veulent comprendre et contribuer à leur mesure au changement de cap de la gouvernance démocratique, ou tout simplement mieux vivre ensemble et avec la planète?

Ces premiers enseignements sont remis en discussion et consacrés à la place de la participation citoyenne dans la construction de territoires-acteurs

Les 18 et 19 novembre 2008 en lle-de-France : Comment la participation active de Franciliens aux projets de services collectifs, locaux et régionaux, peut contribuer à lacohésion sociale et au bien-être de tous ? (référentes: Christine Bourdel du Collectif EQUITESS, Laurence Hugues du Conseil régional d'Ile de France et Gérard Logié de l'ADELS).

Les 9 et 10 janvier 2009 en Nord Pas-de-Calais : Effets de la métropolisation et risque de paupérisation des territoires adjacents : les enjeux de la solidarité entre les territoires et l'économie associée. (référents : Bruno Deffontaines et Mireille Charonnat, président et vie-présidente du conseil de développement du Pays de Saint-Omer).

L'Atelier 7 « Ancrage territorial et participation démocratique » atteint ses objectifs

Il est organisé en 3 séquences : « illustrer et débattre vu des Nord.s » le premier jour ; « vu des Sud.s"» le second » ; pour « croiser les regards » le troisième jour, afin de dégager des convergences entre acteurs, à tous niveaux de responsabilité. Ce mode d'organisation de l'atelier a permis d'acter des propositions qui font consensus.

Résultats quantitatifs

- Près de 300 personnes ont participé à tout ou partie du parcours, présentant les activités et les réalisations de 30 structures, entités ou organismes associatifs, institutionnels, ou privés.
- 85 personnes se sont inscrites à l'Atelier 7. Environ 40 sont présentes venant d'Europe, Géorgie, Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Madagascar, Québec, Chili, Malaisie et Philippines.
- Les questionnaires d'évaluation restitués en fin d'atelier augmentent la liste de 21 personnes intéressées par les suites.
- Le dossier du participant contient les conclusions générales de la démarche, 20 fiches d'illustration produites par les intervenants et «invités contributeurs» de l'Atelier 7.
- Les formes de la continuation seront à préciser après Lux'09, puis à réunir.

Résultats qualitatifs

- La démarche a obtenu des appuis diversifiés: Financement de la Caisse des Dépôts et Consignations ; soutien de l'exécutif des 5 régions accueillantes ; du CG 94 et du Pays de Saint Omer.
- Par sa présence active au Comité de pilotage de « Lux'09, elle s'est ouverte sur l'Europe comme elle s'y était engagée, et elle est devenue plus attractive pour les acteurs et les réseaux de territoires en France (ADELS, UNADEL, Terre de Liens, APFP, Club Partenaires pour Agir)
- Les capitalisations réalisées par Alain Laurent ont produit diverses sortes de contenus : un compte-rendu après chaque étape régionale, des synthèses intermédiaires jusqu'à un document final de proposition de 7 pages placé sous l'enseigne : « L'expérience forme et prend forme du local à l'Europe, en passant par Luxembourg ».
- Martine a tenu « un Journalier de la plateforme pour outiller les connaissances concernant la capacitation citoyenne et la fabrique des fonctionnement collectifs en réseaux.

Quelques témoignages de pertinence

Apprendre par soi-même : « Le fait de pouvoir observer des personnes en action dans un projet, les entendre présenterle projet sur place, vaudra toujours mieux que la présentation elle-même. Ce qui nous intéresse ultimement c'est de rapporter chez soi dans nos contextes, nos atmosphères et nos cultures dont nous connaissons les particularités locales, une expérience vue ailleurs, mais adaptable chez nous ». Jacques Fiset, Québec (Etape Aude)

<u>À quoi ça sert</u> : « À la construction collective des outils pour travailler ensemble sur les mêmes

sujets» France Joubert, (Etape Poitou-Charentes)

S'exposer pour raconter, avec des principes qui encadrent, permet de catalyser des années de réflexions et d'actions ; et valide ou prépare, une action publique transversale, interinstitutionnelle » Alain Laurent, TER RES-Territoires Responsables (Etape Auvergne).

Enseignements de portée générale ... sur les conditions favorables aux inventions sociales :

- L'origine : ce sont souvent des échanges fondés sur la confiance et l'expérience de promoteurs d'expériences territoriales.
- L'entrée : partir des réalités permet de comparer et consolider des enseignements intelligibles, sans gommer les singularités, mais, tout au contraire, en les valorisant.
- La durée : indispensable, même si tous les obstacles ne sont pas abolis par la réussite de cycles d'innovation d'une échelle de temps de l'ordre d'une génération.
- Les échelles : pour passer du prototype à la petite série, le dialogue entre acteurs et théoriciens est indispensable pour imaginer un avenir désirable et inscrire les avancées dans une prospective et une stratégie de changement systémique.
- L'acteur collectif : la mise en commun de « portefeuilles de relations » a permis la combinaison de participations de personnalités de niveaux de responsabilité, de sensibilités, et de centres d'intérêt fort différents. Sans renoncer à leurs convictions et à leur éthique, leur volonté tenace d'accompagner les mutations les met aujourd'hui en situation de s'accorder pour proposer des voies de progrès.
- La condition : pour passer d'un système de compétences séparées à un système de responsabilités partagées et transposer des acquis singuliers dans des modes de faire durables, il faut concrétiser une subsidiarité active, c'est-à-dire une approche qui « autorise » plus qu'elle n'étouffe l'ingéniosité par une logique gestionnaire.
- Les outils : ce sont par exemple l'organisation du débat public pour inscrire une question nouvelle dans l'espace public ; la négociation et/ou la loi quand elles facilitent l'émergence et la généralisation de l'innovation, sans les dénaturer par les arcanes des procédures d'application, des mandats clairs et transparents, et enfin, une expérimentation sociale à des échelles permettant la comparaison et le passage au *mainstreaming*.

...et pour remettre l'économie dans le bon sens

- 1- « Mieux vaut partir des acteurs de terrain et de la réalité concrète, des besoins, des aspirations et des ressources humaines d'inventivité, plutôt que de partir des institutions, des logiques de pouvoir et des visions fragmentées et orientées ».
- 2- « Déclarer que l'autre économie est une économie de la coresponsabilité : quelle est ma responsabilité dans l'économie, la société, la culture et la nature ? et comment je peux relier ces grands domaines entre eux et avec ma vie personnelle? »

Concernant le bilan européen de la dynamique internationale de « Globalisation de la solidarité»

Le format d'organisation du Forum « Lux'09 » est à cheval entre les références du Forum social mondial (débats idéologiques, motions) et celles d'un Forum d'élaboration inventif de propositions en partant de la base. Cette ambivalence n'a pas permis de tirer tous les bénéfices d'une capitalisation qui se proposait de construire et partager les enseignements d'une méthode structurante et fédératrice que tous les ateliers devaient appliquer: illustrer/débattre/proposer pour remettre l'économie dans le bon sens. La feuille de route de « cette économie qui existe déjà » qu'affirmait le préambule,a perdu une occasion de s'affirmer à une nouvelle échelle en Europe.

L'intérêt d'avoir opté -et tenu bon- sur l'entrée transversale de « l'ancrage territorial et de la participation démocratique », au-delà du concept de « l'économie solidaire », a permis de mettre le curseur sur les conditions de son inscription dans l'économie générale... pour la transformer.

Une 6^{ème} étape, inespérée, ouvre la démarche de l'Atelier 7 sur l'international

Comme prévu par la convention adjacente de 2008 avec la FPH, le BASE Sud-Audois reçoit, du 18 au 22 avril 2009, une délégation internationale dans l'Aude, en amont de « Lux'09 » : Jacques Fiset, directeur du CLD de la ville de Québec ; Denison Jayasooria chercheur et acteur en Malaisie ; Yvon Poirier (RDCEC, Québec); Ben Quiñones (Asia Alliance for Solidarity Economy, Philippines), Patricia Tamini (ONTB, Burkina Faso). Avec la participation de membres des Pactes Locaux : Alain Laurent, Judith Hitchman ; des acteurs locaux et des membres du BASE Sud Audois, plus particulièrement Martina, Peter Wollny pour faciliter la compréhension avec nos invités anglophones.

Source d'inspiration, ce dialogue fonctionne comme un levier pour l'action

Les échanges cristallisent la compréhension mutuelle de ce dont il est question. Ben Quiñones a le sentiment d'avoir compris ce que nous appelons « l'ancrage territorial ». En Asie on parlerait de développement intégré. Il définit les processus de ce qu'il nomme un « Voyage apprenant (Learning Journey) » tel qu'il le pratique lui-même :

1er niveau « à la base » : l'enracinement des projets concrets avec des catalyseurs, porteparole tels le BASE Sud Audois, ou un élu local qui traduit la culture des lieux dans un concept (« Pays cathare ») et des objectifs qui font sens pour les acteurs de l'économie locale et les habitants.

2^{ème} niveau «intermédiaire» : des études de cas pour obtenir un effet de collection.

3^{ème} niveau : celui de la réflexion dans un groupe non académique pour discuter, car il faut comprendre ce qu'on a appris pour porter des propositions ensemble.

Pour « se faire des catalyseurs d'une méthode pour apprendre » il faut aussi se tenir informé : ce n'est pas dupliquer, c'est s'inspirer, comparer ; ce n'est pas « importer », c'est comprendre la situation réelle. « Denison et moi, le soir à Alet-les-Bains, on parle longtemps avant de dormir. On a fait des rêves ensemble. Il faudrait une « retraite » de réflexion à partir de tout ça, sur 2 ou 3 jours, pour passer à l'étape des propositions à Lux'09, et pour s'en servir en Asie ».

Ben Quiñones qui assure, avec Denison, la tête de pont de l'organisation de la 5ème rencontre du RIPESS en Asie, annonce en plénière de conclusion de « Lux'09 » vouloir infléchir le format d'organisation de la rencontre Globalisation de la solidarité de Manila'13, en y introduisant l'approche territoriale comme un pilier pour construire la place de l'économie solidaire dans l'économie générale.

Son analyse est la suivante : « Les territoires sont un acteur incontournable de l'organisation des solidarités. Comme cette façon de penser n'est pas encore usuelle, la méthode adoptée est une politique de la preuve. C'est un préalable pour convaincre de la capacité de l'économie solidaire à devenir une composante durable et alternative au capitalisme néolibéral, dans l'économie générale, pour porter ensemble des stratégies de changement, à la mesure des défis d'une mondialisation plus responsable.

- « Quand le focus est placé sur la filière, comme approche (commerce équitable, monnaie sociale, finances sociales, consommation éthique, souveraineté alimentaire, etc.), l'économie solidaire traite les contraintes de territoire comme un paramètre parmi d'autres. Ceci correspond à la forme actuelle d'organisation des réunions internationales du RIPESS ».
- « L'ancrage territorial apparaît dès lors que l'on regarde la réalité de l'économie solidaire dans une approche territoriale, du local au global. Un avantage important de cette approche est de fournir

une vision réaliste de son niveau de développement dans les localités, les pays et les continents. Elle permet d'examiner de manière plus rigoureuse ses différentes dimensions et facettes, à leur stade actuel de développement, dans une localité donnée. Ceci améliore la vision des aspects thématiques (ou filières) à renforcer, en vue de stimuler l'Economie Solidaire comme une économie alternative dans une localité donnée.

« Plus important encore, l'ancrage territorial aiguise l'accent sur le rôle de la gouvernance dans la promotion de l'Economie Solidaire comme alternative économique, dans le cadre du processus de globalisation ».

Il annonce son intention de rester en relation avec les Pactes Locaux pour le Forum asiatique de l'économie solidaire (ASEF) qui aura lieu à Tokyo, en novembre 2009. Il associe cette perspective avec la recherche de financements européens. L'association Pactes Locaux accepte la responsabilité de mettre en œuvre ce consensus de l'Atelier 7, en vue de la 5^{ème} rencontre du RIPESS. Elle se tiendra en 2013 à Manille aux Philippines. Une rencontre de Ben Quiñones avec Pierre Calame et Martine décide de sa participation au Forum de Tokyo. Yvon Poirier y est invité directement par Ben.

Une coopération est installée avec Françoise Wautiez, animatrice de la base de données ALOE

(Alliance pour une Economie, Responsable, Plurielle et Solidaire), financée par la FPH, pour la mise en place d'un forum internet en trois langues, dès le mois de juillet 2009. Yvon s'associe à son animation. Suivi par 150 personnes, il reçoit 30 contributions illustratives et théoriques. La synthèse, validée dans le cadre des échanges, dégage deux conclusions principales et sert de support à leur présentation publique à Tokyo.

Un consensus sur la définition du territoire dans la mondialité :

- « Le terme a des significations différentes, selon les cultures et les langues. Pour nous le territoire, c'est un système d'action à base géographique où s'organisent des relations sociales, culturelles, économiques :
- entre des habitants qui partagent des patrimoines, un vécu et les destinées d'un même espace hérité et en devenir (natifs, adoptifs, migrants, visiteurs...);
- entre des organisations aux fonctionnalités multiples (entreprises, collectivités, états, réseaux, d'entraide, filières etc....);
- entre ces personnes et ces organisations avec un environnement biogéographique donné,
- entre toutes ces composantes et des ensembles plus vastes (macro) ou plus petits (micro)

Ces relations territoriales (dont les bases «locales» peuvent être différentes selon la nature de la relation interpersonnelle considérée) sont nécessairement ouvertes sur l'extérieur. Car, dans le monde d'aujourd'hui, les interdépendances se sont multipliées. La résolution de problèmes aussi concrets que l'habitat, l'alimentation, l'aménagement, les infrastructures, les services, l'emploi, l'usage raisonné des ressources naturelles, la répartition des moyens disponibles doivent tenir compte

- des contraintes et des atouts d'une production et d'une distribution des biens et des services mondialisées ;
- des insuffisances actuelles de la gouvernance internationale pour gérer, de façon équitable et efficace, les ressources naturelles et culturelles (biens communs planétaires, valeurs partagées) et les flux de toute nature de façon appropriée à la diversité des situation (métropoles surpeuplées, écosystèmes, territoires fragilisés, etc.);
- et des nouvelles articulations et formes d'organisation (institutionnelles, économiques, sociales mais aussi transversales, financières, fiscales, techniques etc.) que la gouvernance territoriale doit créer ».

« L'affirmation que la vision globale de l'économie solidaire concourt à « la grande transition » avec d'autres courants de pensée et d'action, pour un développement soutenable ou durable.

Leur finalité commune est de « remettre l'économie dans le bon sens et à sa juste place : servir les finalités du vivre ensemble aux mêmes lieux, dans un monde aux ressources limitées, à partager de façon équitable, délibérée et démocratique, afin d'être un monde vivable pour tous ».

En novembre 2009, La dimension pratique à travers le partage d'expériences et d'études de cas a été la contribution la plus importante de la réunion de Tokyo », écrit Denison Jayasooria dans le bilan de la rencontre. « À long terme, nous devons élaborer un cadre pour la documentation, l'analyse et les leçons apprises. L'Alliance asiatique s'écarte de l'approche qui consiste à organiser des rencontres tous les deux ans, pour s'orienter plutôt vers un projet régional qui se concentre sur le développement d'un processus de voyage apprenant au niveau de la communauté locale, ou d'un district local, ou d'une zone géographique, en intégrant la gouvernance locale et la démocratie, l'empowerment des citoyens locaux, le développement local. Il s'agit d'une approche globale, plutôt que fragmentaire. La co-opération avec les Pactes Locaux sur ce point est inscrite dans les suites".

Leurs relations se prolongeront, de fait, jusqu'en 2013 dans le cadre de la préparation de la rencontre de Globalisation des solidarités » de Manille. Les Pactes, devenus Européens, auront le mandat du RIPESS Europe pour préparer et animer l'atelier 2 qui donne la parole aux « expériences de l'économie solidaire dans les territoires », venant de tous les continents.



3 | 2010-2012- Des Pactes Locaux vers les P'actes Européens: Les étapes internes d'un processus citoyen de CHANGEMENT D'ÉCHELLE

La dynamique Lux'09 a produit un appel d'air qui renforce la confiance dans l'expertise par l'usage.

L'association est au rendez-vous d'un certain nombre de grands débats sociaux, quand elle engage cette nouvelle boucle d'apprentissage. La démarche apprenante des Pactes Locaux est un outil approprié. Il contribue à la coconstruction d'une vision partagée - sur le territoire - et à propos du territoire !« Faire plateforme (objectif des Pactes Locaux), c'est aussi faire sens, intérêt commun, et réseau pour chacun. La notion d'ancrage territorial y est centrale. Elle permet la transversalité (environnement, social, culture, finance, gouvernance) et l'implication de toutes les composantes de la population, surtout les exclus.

1er étape : Janvier 2010 : comment relancer la dynamique issue de Lux'09?

L'AG Ordinaire des Pactes Locaux met la situation à plat. Les échanges débouchent sur « une finalité énoncée comme un processus d'autonomisation, éclairé par un dialogue qui fait circuler des informations élaborées. Si l'on réussit à le formuler sans en perdre la substantifique moelle, on tient une compétence partagée. On peut enfoncer un coin, car la place existe pour une expertise pacte local au service des territoires/habitants qui peut s'adresser aux prochains « conseillers territoriaux » (Alain Laurent).

Un tableau dit « le Qui-Quoi 2010 » concrétise les activités et les engagements de chacun » Quatre niveaux sont distingués :

Le fonctionnement associatif au service du projet collectif

France, en tant que Président : « Devenir partenaire dans le projet FPH et réussir l'ancrage du projet de chacun sur son propre terrain. Comment : Il y consacrera le temps qu'il faut. Intéressé à recevoir les informations sur ce qui se passe, pour voir comment ça avance. Appliquera son temps à faire évoluer les outils nécessaires et la nouvelle manière de travailler ensemble. « Énoncer, pas dénoncer », car cette crise est aussi notre crise, on a à assumer notre part de responsabilité dans la recherche de solutions ». Jean-Pierre Pellegrin accepte d'être trésorier, Bruno Racine Secrétaire.

Martine, déléguée générale, en tandem avec FJ, « remplira son mandat avec l'objectif d'augmenter le nombre des territoires et des partenaires associés contribuant au projet collectif ; s'associera aux activités des membres et aux ouvertures. Elle y consacrera le temps qu'il faut pour mener à bien la transition actuelle (avec les moyens du chômage), puis, si possible, un mi-temps rémunéré »

Des chantiers d'approfondissement : animés par ceux qui les ont proposés lors de la Journée Porte-Voix: Ex: Peter avec Géraldine et Abilio Machado: « Les TIC comme vecteur de la démocratie et des initiatives dans les projets collectifs de territoire ».

Concrétiser un processus d'autonomisation par l'installation de relations directes entre membres :

Exemple : Géraldine avec Paul Fuchs dans le Haut-Nyonsais autour du développement des services à la personne, en y menant une enquête approfondie de territoire; Judith par des traductions, interprétations, aide au transfert de la méthodologie du voyage apprenant vers l'Asie; Roger Winterhalter « intéressé par le fait d'activer la thématique des monnaies complémentaires, invite un membre des PL à s'y associer pour collaborer dans une activité en commun ». Etc....

Suivi des relations partenariales au nom du collectif (FPH, ADELS, APFP, UNADEL, RIPESS Europe) par tel des membres qui souhaite s'en charger à la condition de restituer « des informations élaborées » aux membres au Collectif. Comment : participations croisées aux activités; suivi OBC d'un événement ; « Brèves » à diffuser de participation à un collogue ; opportunités de moyens,etc....

20 novembre 2010 : cette même année, une de leur démarche collective permet d'inscrire les Pactes Locaux dans l'agenda européen de « l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Tourné en positif ils préconisent « la promotion d'une économie territoriale coopérante, afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale : Vers des P'Actes européens ». Un collectif européen se met en place, constitué à partir de leurs réseaux sociaux élargis, pour organiser cet évènement accueilli par le Comité des Régions européennes.La séance est ouverte par Luc Van den Brande, Ex-Président du Comité des Régions. Elle est clôturée par Marjorie Jouen, secrétaire particulière de Mercedès Bresso, présidente en exercice du Comité des Régions. Elle réunit 60 participants. 20 excusés sont intéressés par les suites. En finançant des frais de déplacements pour des intervenants internationaux, la FPH crée l'occasion d'une rencontre élargie entre membres du RIPESS international. Elle favorisera la reprise de relations avec Matthieu Calame, nouveau directeur de la FPH.

La rencontre est introduite par France Joubert « particulièrement heureux de voir que nous serons tous réunis pour une cause que nous défendons depuis longtemps, une cause dont les solutions se trouvent au niveau local, mais qui doit oser inclure une dimension mondiale. Nous avons agi les uns et les autres, à des niveaux de gouvernance différents et en complémentarité, pour que chacun soit acteur de son développement. Nous avons engrangé de fortes expériences et des réussites : le territoire, le dialogue social, les coopérations économique et sociales innovantes, le « voyage apprenant » en région et en Europe ... et surtout le respect mutuel, la confiance, la persévérance. Ces relations ont progressivement forgé des réponses réelles et significatives à la crise : elles font référence et nous légitiment un peu plus les uns les autres.

Aussi éloignés, géographiquement et parfois culturellement les uns des autres, nous avons réussi à faire un pas de plus dans la démarche de reconstruction d'un pacte économique et social à la hauteur des enjeux. En particulier nous avons tenu bon sur l'impérieuse nécessité de faire du citoyen la pierre angulaire de la réponse à ses besoins, bâtisseur et co-responsable de son avenir. Cela demande de la part des structures et des institutions une profonde remise en question. En tant que société civile organisée, nous sommes là pour en parler, trouver des réponses et des solutions. Comme le disent très bien les Québécois 'la solidarité c'est les yeux dans les yeux'. C'est dans la démarche et en restant dans la démarche que nous progresserons, exigeants dans notre travail en commun, toujours à la recherche de nouveaux liens, de nouveaux partenariats ».

2ème étape, dès février 2011 : l'un des résultats importants est que la préparation de l'événement européen a renouvelé la composition d'un collectif qui s'ouvre sur l'Europe.

Même si les acquis des Pactes Locaux y sont réintroduits comme une façon d'être et de faire « entre pairs », une différenciation se marque entre le noyau français des Pactes Locaux et ce collectif européen. Comment fonctionner, gagner de l'influence et faire progresser nos objectifs? Les membres disponibles se rencontrent pour se mettre en ordre de marche, une première fois à Mulhouse, puis dans le cadre d'un Voyage apprenant accueilli par l'Associação In Loco au Portugal, à São Brás de Alportel. L'essentiel du temps est consacré au partage d'expérience. ½ journée est réservée aux suites du lancement des P'actes Européens.

Composition et fonctions du collectif fondateur

- « Le Collectif est composé de ceux qui ont préparé la journée du 20 novembre 2010.
- Il se porte garant de l'engagement de la démarche, de sa continuité, de sa transparence, de son ouverture.
- Il définit les priorités du programme d'action 2011-2012.
- Il invite à se joindre, coordonne l'animation, supervise la réalisation des actions prévues.
- Il détermine ses formes d'organisation, chemin faisant, pour s'affirmer à la 5me rencontre du RIPESS en Asie et pour continuer d'exister après.
- Il donne le mandat de "faire" à tel ou tel de ses membres qui en a la disponibilité, dans des formes préalablement explicitées et mises d'accord » (Extrait du Compte-rendu).
- **Objectif final**: La (re) construction d'une économie territoriale coopérante.
- Jalons de moyen-terme : Nous poursuivons un objectif à 2013, dans la continuation de ce qui a réussi pour Lux'09 : « partir des pratiques du terrain pour construire »

Comment ? La mise en commun de l'expérience acquise constitue la richesse de ce collectif.

- « C'est leur bien commun. Ils veulent le faire fructifier ensemble par une contribution active.
- la réalisation de cycles de Voyages Apprenants est le processus, expérimenté avec succès entre 2007 et 2010 à l'échelle européenne, pour valoriser, transmettre et diffuser leurs acquis.
- devenir un interlocuteur collectif indépendant de la société civile pour dialoguer et proposer comment apporter des réponses concrètes aux problèmes essentiels qui se posent au quotidien dans une perspective d'ouverture et d'articulation solidaire entre les territoires. Ils visent des parlementaires européens et nationaux ; des représentants des gouvernements régionaux et locaux et des institutions européennes en capacité de définir et porter des politiques ouvrant de nouvelles possibilités d'action ; et les acteurs sociaux, eux-mêmes engagés dans la construction d'une économie territoriale coopérante, capables de faire circuler les acquis des P'ACTES, de faire parvenir aux P'ACTES des contributions pertinentes et de favoriser les articulations requises pour des actions en commun ».

Les principes généraux de la participation

- « La participation repose sur la **contribution active** de personnes volontaires pour partager leur expérience de la restructuration d'une économie territoriale coopérante.
- Le Collectif veille à obtenir une présence effective d'une **diversité** de membres de différents collèges, cultures et pays d'Europe et à l'entretien de relations de citoyenneté intercontinentale.
- Les ressources mises en commun sont de différentes natures : connaissance issue de l'expérience (ou expertise d'usage), disponibilité de temps, réseaux et relations, influence et notoriété, contributions au financement, accès à des équipements....
- Chacun participe aux travaux **en son nom personnel**. Le fait d'avoir le mandat d'une institution ne crée pas de différence dans le statut de la participation.
- Ils constituent un réseau de partenaires égaux, non subordonnés, qui agissent au service de leurs objectifs. Ils **acceptent les divergences** de points de vue et cherchent à les positiver pour servir l'amélioration explicite qu'ils se donnent d'atteindre.
- Ses membres se mettent d'accord sur les étapes de construction et les modalités de sa **gouvernance interne**. Il produit ses contenus lors de ses rencontres, et suit la mise en forme des contenus sur la liste de discussion ».

Il se donnent un calendrier commun pour 2011-2012

8 au 10 Septembre 2011 : Barcelone, congrès fondateur du RIPESS Europe : Priscila et Martine se chargent de la préparation de l'atelier des P'ACTES avec Judith

17 au 20 octobre, 1er FIESS, Montréal : Un dossier a été déposé en commun par le CERGE et les P'actes : Thème : « Relayer et organiser un développement local durable au service d'une économie territoriale coopérante ». Neuf exemples sont réunis provenant de six pays : Allemagne, Autriche, France, Italie, Luxembourg, Portugal. Les organisateurs peuvent les choisir soit individuellement, soit ensemble pour « faire délégation » dans l'atelier « Territoires et développement local ». Le format collectif n'est pas retenu, mais 6 exemples le sont, ce qui assure la prise en charge de leur participation.

1^{er} au 4 nov. 2011: participation à la rencontre intermédiaire du Forum asiatique à Kuala Lumpur.

Juin 2012 Rio+20 : C'est une priorité du calendrier auguel plusieurs de nos membres sont à même de développer des propositions. Cette perspective est intégrée au Comité Rio+20 français. C'est une priorité transversale à laquelle la FPH souhaite que ses partenaires contribuent.

Avril 2011 : 3ème étape - L'Assemblée générale ordinaire des Pactes Locaux pose les questions sensibles et les renvoie à une AG Extraordinaire :

France : L'AG de janvier 2010 a été un moment extrêmement important de clarification et d'expression. Le fonctionnement de notre réseau a la prétention de faire fonctionner une économie adaptée aux droits fondamentaux. Il faudra se poser explicitement la question des interdépendances entre les projets des personnes (pour gagner leur vie) et ce que chacun apporte volontairement à une structure dont il ne maîtrise pas tous les effets. Adhérents compétents d'un collectif d'acteurs vers l'acteur collectif, comment on fait ? Dissoudre ou changer de nom ?

Judith : Nous nous sommes donnés les moyens d'une cohérence qui a résonné avec d'autres en Europe et au-delà. Il faut maintenant envisager de convertir les Pactes Locaux en P'ACTES parce que c'est une dynamique propre à un collectif différent de celui qui réunit les Pactes Locaux. Ce n'est pas forcément dissoudre, mais changer la nomenclature en préfecture.

Peter: « Demain les P'ACTES et les Pactes Locaux ? » La question reste en suspens. C'est la « façon pacte » qui a rendu possible la dynamique des P'actes et c'est avec cette base, et dans ce sens que j'ai envie de partager un chemin avec vous.

9-10 sept 2011 : Entre la 3^{ème} et la 4^{ème} étape, une délégation composé de France, Martine, Peter, et Priscila se rend à Barcelone pour la cofondation du RIPESS Europe

Du fait de l'horizontalité de nos relations : de territoire à territoire, ou d'organisation à organisation, nous sommes classés comme « membre transversal ». Nous avons proposé et préparé un atelier: « Développement local, économie solidaire, souveraineté alimentaire, pacte local : guelles convergences existent pour produire collectivement? ». Maria Priscila Soares anime et sera notre déléguée (et la seule femme) au Comité d'organisation du RIPESS-Europe. France est remplaçant. Une feuille de route est validée en plénière :

« Pour préfigurer notre travail à l'avenir, la démarche a cherché à créer des liens entre les personnes et les organisations en capitalisant les ressources en présence et mobilisant tous et toutes vers l'action. 20 personnes participent, parmi lesquelles 3 venus du Maroc, de la Tunisie et de l'Egypte. Cette démarche a permis d'établir une boite à outils commune : outils, compétences et savoir-faire ont été recensés et de manifester leur intention de continuer à travailler ensemble. La méthodologie usuelle du réseau P'ACTES servira à promouvoir l'organisation de 3 voyages apprenants pendant l'année de 2012 : au Maroc, pour en faire bénéficier les partenaires associés à l'Institut Pan-Africain pour le Développement, qui siège à Salé; en Midi-Pyrénées, ayant comme organisation accueillante ADEPES (Association pour le Développement et la Promotion de l'Économie Solidaire); en Espagne (Castille-Léon, Catalogne) ou en Roumanie.

Tous les participants ont accepté le défi de s'engager dans la recherche de moyens de financement des voyages à entamer. L'évaluation à conduire pendant 2012 permettra de réorienter le chemin et de définir les activités pour 2013.

Les discussions en plénière ont porté sur les transversalités, mises à l'ordre du jour de Manille en retenant l'ancrage territorial comme un pilier en soi de l'Economie solidaire. Cette décision s'est traduite par la décision de créer d'un collège de membres régionaux et interrégionaux dans les statuts, auquel nous sommes associés ».

1er déc 2011 : 4ème étape : COPIL réuni à Alet-les-Bains.

Plusieurs membres européens sont invités à Toulouse, au Forum régional ESS, sur invitation de l'ADEPES qui met le RIPESS Europe à l'honneur. Des Catalans sont présents. Cette opportunité traduit le partenariat croisé qui relie P'actes et ADEPES. Il permet un partage des coûts de déplacement et l'installation d'un espace/temps de dialogue entre nous fort utile.

Les décisions débouchent sur une synthèse consensuelle : le noyau fondateur est composé des membres du Collectif constitué pour leur lancement. Ce n'est pas une création ex nihilo. Il reprend les enseignements des Pactes Locaux (1998 à 2009) pour les transposer à une nouvelle échelle.

Le mode d'organisation est à adapter à la dimension européenne. Le socle continue de reposer sur des pactes locaux. L'intitulé devient P'ACTES Européens et affiche un ancrage continental en Europe, dans un processus de citoyenneté intercontinentale d'organisation territoriale des solidarités.

11 janvier 2012 : 5ème étape : les statuts sont modifiés en AGE à Paris.

Ce moment est l'aboutissement d'un travail interne de presque deux ans sur la nouvelle dimension à donner à ce collectif. Il se transforme en « P'Actes Européens » en français, et European P'ACTS en anglais. Ils ajoutent la phrase suivante en sous-titre : "Du local au global: Construisons l'Europe". Le changement de nom est voté par 6 des 7 membres votants.

France : « Maintenant sortis du bois, Les P'Actes Européens sont dans la plaine, sans pour autant bomber le torse! Avançant en conscience et avec une éthique pour accomplir ses finalités. Concernant son développement, il faut diversifier les relations, au-delà de notre financeur principal qui est dans une logique de concentration de moyens. Ils poursuivront leurs travaux jusqu'à Manille 2013. C'est son mandat de président de les y conduire ».

L'après-midi du 11 Janvier : Matthieu Calame accueille les membres européens qui se réunissent pour la préparation d'un projet Grundtvig « Partenariats éducatifs ». Des organisations de 7 pays y sont associés : Allemagne, Ecosse, France, Luxembourg, Italie, Portugal. Oliver Moore, Irlandais fait le voyage exprès pour rejoindre le partenariat. L'acronyme du projet est « PACTES » : Plateforme d'Apprentissage et de Coopération vers des Territoires Européens Solidaires.

23 mars 2012 : 6ème étape. Nous prendrons notre envol à Berlin où se tient l'Assemblée générale fondatrice de l'Association, pour faire mieux connaissance, avant les résultats de la candidature.

France : « Notre nouvelle organisation sort doucement de son cocon avec la force de la vie. Les rencontres d'Alet les Bains et de Paris ont confirmé notre détermination, nos engagements, les liens et les valeurs qui nous unissent. En même temps que nous finaliserons le fonctionnement de notre association, nous nous préparerons à conduire ensemble un programme européen. J'ai une pensée particulière pour les deux animatrices, Priscila et Martine, qui l'ont mis en forme et ont finalement produit un très beau et bon programme. Je suis admiratif de ce que vous avez fait les uns et les autres, de manière désintéressée et très responsable pour ce projet. Merci Heike…et merci à tous ceux qui nous accueillent à Berlin. Cette première rencontre est essentielle, nous y avons mis plus que nos moyens «normaux». C'est notre Voyage Apprenant à nous. Si nous sommes tous et toutes concernés et impliqués dans sa réussite, ce sera, pour Heike et son équipe le meilleur des remerciements ».

Un nouveau cycle commence, culturellement ouvert sur l'Europe et sur les approches anglophones de l'économie sociale et solidaire. En septembre 2012, la réponse à la candidature Grundtvig est positive pour la France qui la coordonne, l'Allemagne, l'Ecosse, l'Italie, le Luxembourg. L'Irlande et le Portugal sont sur liste d'attente. Le Portugal n'est pas repêché ; l'Irlande avec une diminution de moitié du nombre des « mobilités » (Personnes apprenantes financées).

La convention 2012-2013, renouvelée avec la FPH, permet de financer ce que le programme Grundtvig ne prend pas en charge : à savoir le travail de coordination ; un interprétariat de qualité essentiel pour se comprendre, et des frais de déplacement, notamment pour intégrer Priscila. Le premier Voyage Apprenant du cycle a lieu en Poitou-Charentes en octobre 2012.

Au terme de la transition 2010/2011, le renforcement du réseau, traduit sa vitalité. Somme toute, un petit réseau dynamique qui entretient la marche en marchant.

Le Lancement des P'actes Européens a ouvert un espace de dialogue en tant que société civile organisée, engagée dans la construction de l'avenir à différents niveaux. Le format d'organisation de l'événement a traduit leur philosophie de l'action : partir des réalisations concrètes pour dégager des enseignements utiles pour l'action, pour imaginer et installer des solutions plus réalistes que lorsqu'elles sont pensées « hors sol ».

2011 : 2^{ème} Cahier de propositions : 7 ans après «1+1+3 » de 2004, « Faire P'acte » fait le point de leurs avancées, dans les pratiques ; les réflexions ; l'inscription dans le mouvement social.

En 2012 : Un collectif renouvelé et augmenté

7 membres européens de 6 pays : TechNet et le Réseau allemand de l'économie solidaire (2 Allemagne); CBS Network (Ecosse); OPE (Luxembourg); Cloughjordan (Irlande): Coop.Sesterzo (Italie), In Loco (Portugal).

14 membres français : leur nombre est en augmentation :

6 acteurs de longue date : CRGE ; BASE Sud-Audois (Aude) ; ADEPES (Toulouse) ;MCM ; Judith Hitchman ; Jean-Pierre Pellegrin. D'autres membres, pris par des nécessités d'emploi, ou ne voyant pas de retour de cette transformation pour leurs propres champs d'activités s'éloignent dans un mouvement de désaffection sans rupture, quelques-uns avec une certaine amertume.

4 nouvelles adhésions d'acteurs de terrain : La Ruche (Mamers) ; Minga (Poitiers) ; une jeune entreprise sociale (Poitiers); Sol Violette (Toulouse)

4 adhésions avec mandat de représentation dans des organisations d'échelle nationale et au-delà : Gérard Logié (ADELS) ; Jean-Marc Binaud (UNADEL) ; VaiaTuuhia (4D, animationdu Comité français RIO+20); Marc Barny (Terre de Liens Rhône-Alpes).



Quel développement de leur citoyenneté en France

- «Entre ici et Là-bas», les P'actes ont rejoint le Collectif français RIO+20. Ils organisent 3 heures de débats citoyens en duplex, le 6 juin 2012.C'est leur contribution à la journée internationale de soutien au Sommet de la Terre « RIO+20 ». Le projecteur est mis sur l'expertise d'usage, acquise de façon collective dans l'action de terrain, pour préparer l'avenir plutôt que le subir. Le débat est conçu en trois séquences d'une heure, avec des acteurs de 6 régions.
 - 14h à 15h : Les leviers de la gestion locale des ressources, avec deux exemples 15h à 16h : Des leviers pour restructurer une économie territoriale ouverte, qu'elle soit du secteur marchand, service public, tiers-secteur ou entraide volontaire. Avec deux
 - 16 à 17 h ; Local-global indissociables : Quelles régulations avec deux exemples.« S'organiser aux différents paliers pour réussir le contrat démocratique » est accueilli au pavillon officiel du Brésil à Rio-de-Janeiro où des élus de la Région Bretagne et de l'Etat de Rio de Janeiro engagés dans une coopération décentralisée, portent le projet d'instaurer un échelon infra-étatique de gouvernance publique, basé sur des relations horizontales de territoire à territoire. Une petite délégation de jeunes de la ligue de l'enseignement écoutent et enregistrent.
- 2012.7 : Les P'actes sont au Comité de pilotage de la 6ème Université d'été de la Formation continue de Montpellier sur le thème «Territoires, enjeux économiques et sociaux : quel engagement des acteurs ?». Ils coaniment l'Atelier 13 avec la CRES : « Coopération dans les territoires : le rôle des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire ». Ils y ont invité le Labo de l'ESS (Laurent Fraisse), Terre de Liens Languedoc-Roussillon (Valérie Pommet) et La Coop Sesterzo (Italie, David Marchiori).
- 2012 .9 : Participation à l'Université d'été du développement local de l'Unadel et à l'AG du MES, à Marseille en covoiturage ADEPES.

Les P'actes en relations en Europe dans l'espace politique de leur citoyenneté

- Depuis 2007 pour la préparation de la 4ème rencontre « Globalisation des solidarités » : « Lux'09 »
- 2011: Membre fondateur du RIPESS Europe
- 2011-12 : Reçus comme observateurs auprès de la plate-forme de suivi de la stratégie EU-2020 du Comité des Régions européennes.
- 2012 : Réponses à deux de ses enquêtes :sur l'initiative-phare « Plateforme de lutte contre la

- pauvreté » et sur « le nouveau cadre stratégique commun 2014-2020 »
- 2012-11: Participation au 2èmeForum Social Européen, Firenze dans l'Atelier « Pactes Locaux : « Nouvelles alliances entre les communautés, les réseaux de l'économie solidaire et les autorités locales », mis en place par Jason Nardi, de Solidarius Italia. Martine coordonne un compte-rendu publié en trois langues dans le Bulletin international de DLD.
- 2013-1: France Joubert participe à la rencontre du CoCo / RIPESS, à Venise pour se faire son propre jugement. Sa présence contribue à clarifier la situation interne.
- 2013-2 : Invitation par le Comité des Régions comme « porteurs d'intérêts » en tant gu'organisation active sur le terrain, en amont de la réunion officielle prévue le 29 mai 2013. Les expériences de BEST (Berlin) et de Sesterzo (Venise) sont affichées sur de grands panneaux situés dans le couloir du Comité des Régions européennes.

Les P'actes en relations intercontinentales comme citoyens du monde

- 2008-10 : Participation au FITS de Bamako au Mali avec Alain Laurent. Un voyage de 2 jours à Teriya Bugu permet de rencontrer une expérience de tourisme dans le cadre du projet TER-RES, Territoires Responsables, dispositif d'évaluation et de renforcement des démarches territoriales à partir du tourisme.
- depuis 2009 et jusqu'en 2013: Associés à la préparation « en En route vers Manille 2013 », 5ème rencontre de « globalisation des solidarités »
- 2011-3 : P'actes invités au conseil d'administration du RIPESS international à l'invitation de la FPH: C'est la première réunion« face to face » du CA depuis 2008, dans un partenariat avec le Chantier de l'Economie Sociale du Québec. Un processus de travail s'engage dans un calendrier commun, construisant l'agenda international citoyen. Le Communiqué du 6 avril en définit les premiers jalons.
- 2011-10 : Participation du 1ier FIESS de Montréal, en délégation
- 2011-11: Participation ASEF Kuala-Lumpur: Thème: l'entreprise, véhicule pour la transformation socio-économique des communautés. Martine présente une contribution sur «le comment de la reconstruction des cycles de l'économie locale et quelle volonté politique d'avancer dans cette direction ».
- 2012-1: Participation au lancement du Sommet citoyen des Peuples de Porto Allegre, dans la délégation du Collectif RIO+20. Participation aux débats préalables.
- 2013-3 : Forum Social Mondial de Tunis : L'expérience positive du FSE de Firenze décide les P'actes à rejoindre le Comité de préparation. France nous représente dans deux Ateliers: « Organiser la révolution des réseaux de l'économie solidaire et des pactes locaux » coanimé avec Jason Nardi. « L'économie populaire : creuset pour une économie sociale et solidaire créatrice d'emplois et de conditions de travail décentes » dans l'Atelier du RIPESS Amérique du Nord. Nous sommes signataires des déclarations finales.

4 | 2012-2014 : LE DÉVELOPPEMENT S'ENGAGE DANS LE PROLONGEMENT DIRECT DE CES AVANCÉES

Elles s'organisent autour de deux axes : 1) la réalisation du Cycle européen de Voyages apprenants dans le cadre d'un projet européen Grundtvig, entre décembre 2012 et mai 2014 ; 2) la contribution à la préparation de « Manila'13 » jusqu'en 2013

En 2012, le Cycle Grundtvig cycle de formation-action collaboratif crée l'opportunité d'activer des collaborations concrètes entre des Partenaires de 6 pays (Sud, Centre, Nord).

Certains se connaissent déjà. Tous sont engagés dans un travail de terrain autour d'enjeux qui nécessitent de nouvelles approches, notamment pour intégrer les questions environnementale et sociale dans les réponses concrètes aux besoins essentiels des sociétés locales. Leurs intentions ne sont pas seulement réparatrices, elles sont dynamiques, reliées et transformatrices. S'ils coopèrent, c'est dans une perspective critique et constructive de formalisation et de transmission d'acquis concrets et d'enseignements transversaux.

Il porte les objectifs de « Soutenir la diffusion d'inventions sociales pour préparer la constitution d'une boîte à outils européenne de réponses disponibles et transférables ; Promouvoir la formation «entre pairs» au niveau européen en développant le Voyage Apprenant comme méthode pédagogique ; Multiplier le nombre de ceux qui connaissent et utilisent ces outils et méthodes de coopération et exporter ces inventions socioéconomiques dans d'autres contextes géographiques et économiques ».

Il s'applique à diverses thématiques. Extrait du Résumé EST (European Sharing Treasure)

- Le groupement d'employeurs: un outil européen de mutualisation et de sécurisation des parcours professionnels pour les salariés et de plus de sécurité pour les entreprises, reconnu en 2012 comme outil pour l'emploi dans le Paquet Andor www.cerge.com
- L'Ecovillage de Cloughjordan: Sur 22 ha de terres achetés par une Coop, un village se construit, dans le North Tipperary, Irlande. Il expérimente un modèle de régénération rurale durable dans une approche holistique de transition pour construire une communauté durable, www.thevillage. ie; www.cloughjordancommunityfarm.ie
- Organisée en SCOP « Sesterzo », laiterie réhabilitée, devient un lieu d'accueil soutenu par la municipalité de Venise/Mestre. Elle réunit les organisations de l'économie solidaire et promeut les Groupements d'Achats solidaires. www.centraleplip.it
- CBS Network à Edinburgh : plus de 30 ans de pratique de l'entreprise sociale et communautaire, une expertise de l'audit social et de la comptabilité sociale, une académie de l'entreprise sociale, des relations internationales www.cbsnetwork.org.uk
- Maison de la Citoyenneté Mondiale à Mulhouse: Expression des chômeurs, activités théâtrales, entraide concrète, monnaie locale, soutien aux projets, magasin pour rien, alphabétisation, solidarités transnationales avec Fribourg et Bâle www.mcm-web.org/
- Technologie-Netzwerk Berlin e.V. à Berlin a permis de visiter des entreprises sociales de formation, insertion, restauration, agriculture urbaine; et d'évoquer les services à la personne en milieu rural. Ce dernier Voyage Apprenant a expérimenté la méthode de l'audit social pour définir la mission et les principales valeurs des P'actes Européens. La tâche n'a pas été facile car anglophones et francophones emploient des termes différents pour des notions voisines. www.technet-berlin.de ; www.tamen.de

Principaux enseignements et résultats :

Pour dégager les bases d'un consensus et porter des propositions ensemble, il faut d'abord se comprendre. Leurs échanges montrent que des notions essentielles telles que «community», «territoire», «économie sociale, «économie solidaire», «transition», «résilience» sont diversement comprises selon les langues et les contextes. C'est pourquoi, dès sa 2ème rencontre, le Partenariat décide d'approfondir ces notions pour discuter la question: «Quelles formes d'organisations, valeurs, stratégies de l'économie sociale et solidaire, pour quelle transition?». En avril 2013, des «fiches notion» sont produites et diffusées sur un espace Framapad ouvert à cet effet sur leur site. En septembre, un texte commun court et fédérateur les met d'accord, complété d'une liste de questions non résolues.

Apprendre les uns des autres augmente les capacités sociales et professionnelles de chacun. Le Partenariat en a vécules étapes, en se rendant visite successivement les uns les autres. La rencontre installe un espace d'éducation non-formel entre personnes adultes, de niveaux d'expérience variés (responsables, formateurs et apprenants), d'horizons différents: chefs d'entreprises sociales ou PME du secteur marchand, responsables associatifs, syndicalistes, autorités locales et régionales, enseignants et chercheurs, étudiants, chômeurs, retraités et citoyens en général. La formalisation des connaissances est réalisée par le dialogue, pendant les rencontres (20 à 30 personnes). Ce projet leur a permis de voir par eux-mêmes, partager leurs expériences, réfléchir ensemble comment formaliser leurs acquis pour les démultiplier. Une newsletter est produite en français et en anglais par les accueillants après chaque rencontre.

Ils ont aussi abordé des questions non résolues pour faire avancer les transitions nécessaires, à partir de leurs engagements concrets pour documenter, analyser, et proposer des réponses.

La valeur ajoutée européenne est indéniable et tangible : Le projet PACTES a installé de la confiance entre les Partenaires européens, fait progresser la portée générale des enseignements, entretenu une dynamique de pérennisation en produisant et diffusant une ample documentation. Quelques citations, à partir de leurs dires :

- « Le Partenariat a un grand potentiel pour travailler ensemble. Ces nouvelles connexions aideront mon organisation à développer des projets».
- « La méthode du Voyage Apprenant a fait ses preuves de pertinence par rapport aux objectifs du projet PACTES».
 - « Savoir d'expérience en observant» permet d'élargir son analyse au-delà de son propre contexte d'action».« Savoir que ça existe» ouvre de nouvelles possibilités ».
 - « Rapporter chez soi des idées, des façons de faire et pouvoir s'en inspirer est un privilège».
- « Lorsqu'on partage au niveau européen, on pense qu'il y a beaucoup de différences. Les sociologies diffèrent mais les types de problèmes sont les mêmes».
- « De nouvelles communautés existent déjà. Nous avons des problèmes similaires pour avancer ».
- « La connaissance acquise à l'expérience augmente le sentiment de participer à une communauté de projet et le désir de suites concrètes ».

Des voies de progrès ont été identifiées pour mieux approfondir les thèmes traités : d'une part faire toute sa place à la diversité des cultures et des contextes, d'autre part «décortiquer» plus à fond les réponses déjà obtenues « du prototype à la petite série » afin de disposer de références pour envisager comment les démultiplier et les concrétiser dans d'autres contextes. Une meilleure appropriation collective des méthodes collaboratives à distance permettrait de maintenir une continuité de relations et l'installation de temps d'élaboration entre les Voyages Apprenants.



2 ^{ème} VA du cycle Grundtwig - 2013 - Irlande (éco-village de tranisition)

5 | Juillet-Octobre 2013 : 5 EME RENCONTRE DE GLOBALISATION DES SOLIDARITÉS: MANILA'13

De Lux'09 à Manila'13 : Qu'avons-nous appris?

Cette rencontre aux quatre ans est un moment très important pour actualiser nos diagnostics dans un monde toujours plus dur et plus interdépendant, et pour se rendre compte du chemin parcouru. Le thème de « la territorialité » est introduit pour une première fois comme un axe de travail à part entière dans la perspective d'un développement territorialement durable. La transversalité est installée comme une dimension majeure dans l'organisation des solidarités et des solutions. Ce simple constat constitue une avancée très significative. C'est reconnaître que les interactions sont une dimension fondamentale pour qui veut « bâtir l'économie solidaire comme un modèle alternatif de développement ». Car tout se tient!

Préparation de l'atelier n°2 : Les expériences de l'ESS dans les territoires

Yvon Poirier avec le mandat du RIPESS Amérique du nord, Martine, celui du RIPESS Europe, et Françoise Wautiez comme animatrice de *socioeco.org* (qui prend la suite d'ALOE). A eux trois, ils lancent un forum internet en juillet 2013 et font appel à des volontaires d'autres continents pour se joindre à l'équipe. Sans succès. Ils invitent chacun à la participation, « en partant de l'hypothèse que nous sommes tous, à des degrés divers, acteurs et praticiens d'une nouvelle économie dans un contexte territorial singulier, mais vivant et partageant des défis et des valeurs communes ». Ils proposent un calendrier et un mode de validation progressif des résultats du Forum. La synthèse finale sera soumise à la validation de ses participants, puis mise à disposition sur le site du RIPESS comme contribution collective de l'Atelier en amont de Manila'13. L'objectif est de faciliter les discussions de l'Atelier, le 17 octobre, et d'activer la

formalisation de propositions concrètes à introduire le Jour4 dans l'agenda 2014-2017.

Le Forum est conçu en 3 étapes pour organiser les réponses aux 4 questions des organisateurs. Chacune de ces étapes réintroduit les angles d'approche formalisés par Ben Quiñones dans les conclusions et les suites envisagées à la fin du Forum « Lux'09 ».

Etape n° 1 (22 juillet-3 aout) : organiser les solidarités, multiplier les pactes locaux

Angle d'approche : « L'ancrage territorial permet d'examiner de manière plus rigoureuse les différentes dimensions et facettes de l'économie solidaire, à leur stade actuel de développement, dans une localité donnée ».

- 1) Quelles actions / innovations sont entreprises par l'ESS pour lier les producteurs (éthiques) et les consommateurs (éthiques)? Comment doit-on avancer?
- 2) Quelles actions / innovations sont entreprises par l'ESS pour lier la production (éthique) et les finances solidaires / sociales ? Comment doit-on avancer ?

Etape n°2 (12 au 24 aout): Changer l'échelle des solutions

Angle d'approche : « L'ancrage territorial fournit une vision réaliste du niveau de développement de l'économie solidaire dans les localités, les pays, les continents, à la base d'une autre organisation des échanges »

3) Quelles actions / innovations sont entreprises par l'ESS pour créer un marché alternatif pour les produits et services de l'ESS à l'échelle locale, nationale et internationale? Comment doit-on avancer

Etape n°3 (2 au 14 septembre): Vers un nouvel agenda mondial

Angle d'approche : « La territorialité, transversale à tous les thèmes, aiguise l'accent sur la place de l'économie solidaire comme alternative économique et sur une participation démocratique active dans la gouvernance territoriale de l'économique, du social et de l'écologique »

4) Quelles actions / innovations sont entreprises par l'ESS contribuant au développement territorial? Comment doit-on avancer?

Principaux résultats :

- Le Forum ouvert sur le site du RIPESS International a recueilli 60 contributions: 15 en 3 langues (EN /ESP/FR); 13 en 2 langues (EN/FR); 20 (FR seulement); 7 (EN seulement); 1 ESP seulement et 3 associés avec EN ou FR.
- La synthèse reprend les deux principaux constats du Forum internet :
- « La globalisation économique et la mondialisation des échanges sociaux posent des problèmes inédits:
 - Au quotidien, les individus ont perdu la maîtrise des choix qui déterminent leurs existences. Par choix et par nécessité, ils redécouvrent l'entraide directe et la coopération dans un monde dont les ressources sont limitées.
 - À l'échelle mondiale, il n'existe pas encore de force indépendante dans la société pour mettre en place et contrôler le respect de règles communes, démocratiquement validées ».

Pour réussir le changement de cap, il faut combiner deux exigences :

« Réaliser la justice sociale et économique pour tous reste la finalité ultime et la première exigence. Comprendre les interdépendances globales est devenu indispensable pour atteindre cette finalité. Pour changer de cap, il faut donc s'inscrire délibérément dans la transformation des grands enjeux planétaires. La prise du pouvoir d'état n'est pas la recette miracle. Le tandem Etat-Marché fait partie du problème à résoudre ».

L'Atelier n° 2 débouche sur 3 propositions à inscrire dans l'Agenda pour le 6ème Forum

Renforcer l'organisation de « sociétés qui coopèrent au niveau local » ; les relier entre elles pour s'entraider ; atteindre une masse critique capable d'influencer les cadres d'action et les décisions régionales, nationales et globales

S'organiser aux différents paliers, articuler l'horizontal avec le vertical pour préparer les conditions d'une gouvernance territoriale démocratique du social, de l'économique et de l'écologique ; affirmer et augmenter la portée des solutions ; mutualiser et partager des outils et des méthodes transférables.

Progresser dans les 4 ans à venir pour inscrire le projet intercontinental du RIPESS dans l'agenda mondial et « bâtir l'économie sociale solidaire comme un modèle alternatif ».



Manilla'13 - Fraternisation entre les délégations internationales pour la solidarité



Carte de voeux 2006 de l'Alliance Internationale des Habitants, http://www.habitants.org

LES RESULTATS

L'APPRENTISSAGE D'UNE CULTURE DES PROCESSUS, UNE ATTENTION ÉGALE AU «POURQUOI FAIRE» ET AU «COMMENT LE FAIRE» LA PLACE DE LA CONCILIATION DANS DES COOPERATIONS CONFLICTUELLES LA PRODUCTION D'INTELLIGENCE COLLECTIVE L'OUTIL GRILLE

Extrait du cahier de proposition n°1 «1 +1 = 3 » - 2004

Chapitre 2

VINGT ANS DE RELATIONS PARTENARIALES **AVEC LA FONDATION** POUR LE PROGRÈS DE L'HOMME

« La fondation est créée en 1982. Elle adopte une démarche constructiviste qui ne se définit pas par ce qu'elle fait, mais par la manière dont elle y est arrivée. Des projets en tout genre nous parviennent, de plus en plus nombreux. Chaque projet doit contribuer à l'ensemble de l'aventure : « nous construisons un puzzle dont le dessin n'est pas fixé d'avance. Nous mettons la confiance mutuelle et le sens de l'aventure partagée au cœur de la relation partenariale. Nous entreprenons, avec la naissance des Dialogues pour l'Humanité, la mutualisation d'expériences car « chaque expérience enrichit l'humanité ». Et parce que le passé doit nourrir l'avenir, naissent aussi les méthodes de capitalisation de l'expérience. ». (Carnet de bord, 1ère étape de sa construction).

1995-2002 LA RENCONTRE ET L'INSTALLATION DES

RELATIONS: DU BAS VERS LE HAUT

Les relations partenariales s'installent avec la FPH pendant la seconde programmation pluriannuelle de 1990-2002. Elles relèvent du programme thématique LEX : « Lutte contre l'exclusion ». Suite à la promesse d'une « loi cadre contre l'exclusion » du candidat Jacques Chirac à la présidentielle en 1995, la FPH organise huit débats nationaux « Politiques publiques et citoyenneté face aux nouvelles formes d'exclusion » en 1996. Clothilde de Ravignan et Martine Theveniaut, membres fondatrices de l'association audoise PARI (Praticiens de l'Action et de la Réflexion pour l'Insertion), créée en 1994 participent au débat consacré à « Favoriser l'innovation sociale : L'émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux liens entre eux ».

La FPH appuie tout d'abord l'organisation d'événements

En 1996 : La FPH soutient le débat local qu'organise PARI « Insérer dans quoi ? » à Carcassonne en présence d'invités de différentes régions de France.

En 1998 : Après la protestation des chômeurs dans l'hiver 1997, la FPH renouvelle son appui pour l'organisation d'un débat à Montpellier, en présence d'associations de chômeurs de toute la France.

En 1998: Le cap du national est franchi.

La FPH, constatant l'absence de prise en compte de la dimension territoriale dans la nouvelle loi Aubry contre « les exclusions », décide d'organiser un nouveau débat national, avec l'UNIOPSS, l'AEIDL et le CRIDA sur le thème « Des pactes locaux pour l'emploi et contre les exclusions » en juin 1998.

Les espaces de débat entre des praticiens qui agissent à rebours des approches hiérarchiques et sectorielles sont rares. Sur la proposition spontanée de Martine, Pierre Calame lui confie la préparation et l'animation de ce débat et accepte d'y inclure un tour de France préalable d'initiatives dont elle a connaissance, ainsi que d'autres recommandées. Le fait de se rendre sur place produit un effet mobilisateur. Le débat national de juin 1998 permet à un certain nombre d'acteurs de terrain de faire connaissance. Ils produisent un manifeste, signé par 30 personnalités et adressé aux parlementaires issus des urnes, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale. Un certain nombre d'entre eux décide de se constituer en groupe national de réflexion. L'animation nationale de ce collectif, soutenu par la FPH, est confiée à Martine.

Cette approche par étape place la diversité des approches locales au centre de la dynamique. En cela, elle est inaugurale et ouvre un espace permanent d'échanges et d'expression collective sur ces sujets. Ce mouvement itératif entre le local et le national, progressant sur une durée de quatre ans, installe progressivement de la confiance et des références partagées. En y consacrant des moyens dans la durée, ce que son indépendance financière lui permet, la FPH a favorisé cette émergence. Le premier ensemble d'expériences regroupées en 1998 sur les « pactes locaux » est structuré dans le « Dossier à Fenêtres n° 128 » en 2001 : « Des Alliances pour des territoires innovants et solidaires : les pactes locaux pour la cohésion sociale et l'emploi », coordonné par Antonin Prébois et Martine. Il est introduit par la plume alerte du journaliste Bertrand Verfaillie.

Cette même posture, appliquée à divers axes jugés prioritaires par la FPH, lui permettra, avec le temps, de capitaliser un vaste ensemble d'expériences et d'approches originales, et de constituer ainsi un capital immatériel de ressources et de réflexions, au plus près des émergences sociales.

Les étapes ultérieures de cette dynamique traduisent ce que la continuité a permis de réaliser.

Comment fonctionnent les relations partenariales

Les conventions sont préparées dans le cadre de relations personnalisées par un référent de la thématique concernée : Philippe Amouroux, Pierre Calame, puis Matthieu Calame. Ces conventions comportent un descriptif des orientations pluriannuelles qui déterminent à quel programme de la FPH les dépenses sont affectées, un descriptif des activités de ce partenaire et un historique des relations qu'il entretient avec la FPH. Cette pratique originale permet une traçabilité du cheminement partenarial d'une convention à l'autre.

Les relations partenariales sont suivies et encadrées par de jeunes adultes bien formés, immergés dans la vie foisonnante de la FPH avec lesquels se construisent d'excellentes relations de travail. Ce sera d'abord Antonin Prébois, puis Morgane Iserte,

Inscrits dans « une convergence d'objectifs et de désirs », les résultats sont évalués dans une logique de résultats. C'est stimulant et responsabilisant. Cela contribue au sentiment d'être associé à « un grand projet » de transformation sociale et stimule la volonté de se projeter collectivement dans un avenir.

Jusqu'en 2003, les conventions sont annuelles et définissent un plan de travail.

Elles financent l'animation nationale et les frais de rencontres du collectif. Ces années sont celles de la construction de nos outils et de notre « recette de cuisine ». Le « pacte local » est formalisé dans une grille d'analyse qui définit leurs principes communs : des valeurs partagées de solidarité, convivialité et lien social ; une importance essentielle accordée à l'action concrète ; une origine concertée et un engagement contractualisé ; un ancrage territorial pour répondre aux besoins d'un territoire ouvert, relié et connu ; une volonté de cohérence entre acteurs, actions et échelons territoriaux ; la présence de capacités à mettre en synergie des compétences pour agir ; une démarche participative ; des coopérations s'articulant avec les politiques locales.

Trois visites à des innovations sociales les soumettent à l'épreuve d'une observation en équipe. L'objectif est d'établir des corrélations entre le dire (la fiche descriptive) et le faire. Ces premiers voyages apprenants (qui n'en portent pas encore le nom) nous rendent sensibles à ce qui différencie la posture bienveillante et critique d'une observation qui ne juge pas, se différenciant ainsi de l'évaluation externe des « conseilleurs hors sol » qui ne sont pas les payeurs ! Pas si simple ! Des adaptations de la grille sont débattues dans le Collectif, pour qu'elle puisse mieux rendre compte de réalités aussi différentes qu'une Association de services à la personne de Basse Normandie, un Conseil général qui emploie plusieurs milliers de personnes en Meurthe et Moselle et vise la qualité d'un service au public, et un Pôle d'économie solidaire intervenant dans l'agglomération de Dijon.

Nous avons le sentiment de recevoir beaucoup / Nous apportons le meilleur de notre contribution à cette approche constructiviste que nous partageons avec la FPH.

La réciprocité dans l'échange est importante pour l'équilibre des relations partenariales entre « innovateurs » et « doctrinaires », pour le dire dans les termes de Pierre Calame. Plus tard, il nous apprendra que nous l'avons inspiré pour définir la catégorie des biens qui se multiplient en se partageant. Nous en sommes fiers. Oui, le pouvoir d'énonciation des idées est stimulé ou renforcé par les preuves d'efficience que des réalisations concrètes lui apportent. Et réciproquement, ces dernières sont bénéficiaires d'un cadre d'analyse pertinent pour oser affirmer leurs acquis comme des réponses citoyennes, expérimentées face à la crise. « On a besoin que certains lancent la balle très haut au dessus des filets », pour le dire avec les mots de Géraldine Lechevalier.

2003 - 2006 : Confrontés aux dangers de notre DÉPENDANCE FINANCIÈRE

Dès 2003, le choc démocratique d'un changement de majorité, avec un choix entre J. Chirac et JM. Le Pen, a pour conséquence indirecte que la dernière tranche de la convention pluriannuelle d'objectifs que nous avons signée avec la DIES n'est pas versée. Ce choc « démocratique-là » est encore plus rude. Nous découvrons que la signature de l'Etat ne l'engage pas au-delà de la majorité gouvernementale qui l'a apposée! C'est plus qu'inquiétant pour l'avenir.

La FPH accepte, à titre exceptionnel, de verser le solde des conventions passées avec les animateurs des trois groupes thématiques et avec la coordination nationale. Ce geste nous permet d'assurer sereinement la fin des activités engagées, notamment la finalisation d'un cahier de propositions : « Un + Un = 3 » en juillet 2004, coordonné essentiellement par Alain Laurent et largement diffusé.

2002-2003, c'est aussi la fin d'une programmation pluriannuelle après douze ans de travail (1990-2002). La FPH engage une période sabbatique d'évaluation approfondie de ses résultats : stratégie, méthodes, partenariats. Pendant cette période, la FPH ne signe aucune nouvelle convention. En 2002, Martine contribue au bilan par un retour argumenté, élargi aux différentes participations dans lesquelles elle-même, et d'autres membres des Pactes, retrouvent la FPH comme financeur, notamment dans le champ de l'économie solidaire.

La stratégie de la programmation 2003-2010 affirme « une fondation indépendante qui contribue à l'émergence d'une communauté mondiale ». Un ensemble de changements intervient. Les trois axes de priorité sont la Charte des responsabilités humaines ; les Assemblées de citoyens ; les Alliances citoyennes. La stratégie se situe dans trois cycles temporels : la vision (une génération, de 25 à 30 ans) ; des orientations (7 à 10 ans), des stratégies (et des budgets de deux ans). Les Pactes Locaux sont bien loin de ces nouvelles priorités!

Les actions soutenues par la fondation se classent désormais en fonction de 4 dominantes : géographique ; socioprofessionnelle ; thématique ; méthodologique. Ces modes d'entrée sont présents dans chacune des actions engagées. Un vaste renouvellement des outils et des méthodes accompagne cette évolution. Une série d'institutions indépendantes sont créées, en périphérie de la fondation : l'IRG (Institut de Recherche et de débat sur la Gouvernance) ; IRENEES (site ressources sur l'art de la paix). « En cohérence avec ses propositions en matière de gouvernance, une importance beaucoup plus grande sera accordée aux approches territoriales, aux relations qui se noueront entre nos différents partenaires dans une même région du monde ».

Placés dans cette situation, décidés à durer, notre travail ensemble gagne en efficience. Conscients que si nous ne formalisons pas notre propre projet collectif, nous ne survivrons pas, nous engageons un travail de fond entre membres disposés à poursuivre l'aventure, sans garantie. La frugalité des rencontres « en live » est assortie d'un échange d'informations en continu par courriel et de chantiers concrets, suivis à plusieurs. Martine continue la coordination nationale avec les moyens du chômage. Un noyau porteur, constitué de Géraldine Lechevalier, Paul Fuchs et Martine remplit l'équivalent des fonctions d'un Bureau associatif pour assurer la transition de l'informel au formel et gérer le quotidien des activités. D'autres membres fondateurs n'ont pas décroché : Marie-France Dubois, Daniel Gontier, Judith Hitchman, Christiane Joguet, France Joubert, Alain Laurent, Jean-Pierre Pellegrin continuent leurs apports à la démarche collective. L'usage d'une participation à plusieurs du Pôle de Dijon, installée par Pascal Mullard, dès 1998, permet le rapprochement de Christine Dziandzialowski (qui prendra une part très active à la suite du Collectif), Nelly Metge et Sonia Baude, venant toutes trois de Bourgogne.

→ Entre 2004 et 2006 : Le projet collectif se traduit par les décisions suivantes :

Mai 2005 : Le Collectif se constitue en association pour développer ses propres finalités et proposer des prestations qui correspondent aux champs d'expertise de ses membres actifs.

Ils se donnent pour objectif de : « Constituer une offre d'intervention apte à promouvoir, consolider, améliorer, relier toutes les formes de coopération qui se préoccupent d'ancrer le changement dans son environnement territorial et humain, dans les domaines d'intervention suivants : cohésion sociale, développement durable, économie solidaire, dialogue social territorial, démocratie et participation citoyenne).

Ils définissent une stratégie d'ouverture à 5 ans pour :

- a | Clarifier les différences du politique selon qu'il s'agit de l'exercice des fonctions :
- de gestion territoriale, dans le souci d'un intérêt général avec un mandat collectif (élus)
- de participation aux finalités du vivre ensemble : prendre le pouvoir par l'action, élaborer des réponses dans des formes et conditions de mandat à définir (société civile)
- b | Devenir acteur, du discours à la réalité : à quelles conditions devient-on un habitant/acteur et un élu/actif dans le cadre de son mandat, pour le bien commun?
- Le territoire est défini comme un territoire de vie, un système de relations ouvert, un espace pertinent accessible au plus grand nombre, où apprendre à vivre et faire vivre - ensemble et en conscience - la citoyenneté active et la démocratie représentative.
- c | Disposer d'une dizaine de territoires volontaires autour de cette perspective de travail pour échanger, comparer, s'adosser, gagner de l'influence.

Leur programme d'activités comporte trois volets :

- a- Un Pôle ressources englobe la mise en commun des capacités, des expériences et des moyens au service de la promotion d'une approche Pacte Local. L'effet d'exemplarité est visé pour augmenter le nombre d'ancrages /territoires où « la mayonnaise prend ».
- b-La valorisation des relations/réseaux pour se relier et gagner de l'influence en apportant notre contribution à l'effort d'acteurs locaux organisés, expérimentés qui cherchent eux aussi à en gagner; mettre en œuvre un protocole de relations en interaction à la demande de Pierre Calame.
- c- La constitution d'une Plate-Forme pour changer d'échelle .Invitée pour rapprocher les « P'actes Locaux » du Pole (international) Socio-Economie Solidaire soutenu par la FPH, Martine est présente en 2005 à Dakar à la 3^{ème} rencontre de « Globalisation de la solidarité ». Elle y voit l'opportunité d'engager

une ouverture sur le monde. Elle propose aux membres que les Pactes Locaux participent à la préparation de la 4èmerencontre qui sera accueillie en Europe en 2009. Nous rejoignons le comité de pilotage européen, avec engagement de nous ouvrir sur l'Europe. Nous nous proposons comme «chef de file» d'un atelier délibérément transversal : « la participation démocratique et l'ancrage territorial d'une économie plus solidaire».

Ce programme d'action est validé collectivement en juin 2007. La solidité des bases du Collectif, la conscience de sa pertinence et de son utilité lui auront permis de franchir le cap d'un engagement, à partir de son propre programme d'action.

2007-2009: LES RELATIONS PARTENARIALES SONT RENOUÉES SUR UNE CONVERGENCE DES PRIORITÉS

La constitution d'une Plate-Forme pour changer d'échelle retient l'attention de la FPH et plus spécifiquement «Le territoire, brique de base », «Au cours des années 90, la fondation a pris conscience que dans le domaine de la gouvernance, de l'économie et de l'organisation sociale, le territoire était appelé à devenir ou redevenir la brique de base de la société. Cela peut sembler paradoxal au moment où l'on ne parle que d'interdépendances mondiales et de globalisation de l'économie. Mais la réalité est là : c'est à partir de l'échelle locale, du territoire conçu non plus comme une petite portion d'espace ou un échelon administratif et politique, mais comme un lieu de concentration des flux et des relations que l'on peut, à la fois, organiser une économie de la connaissance, réconcilier l'économique et le social, prendre en compte toutes les relations entre l'activité humaine et la biosphère (...). La stratégie dans ce domaine privilégie trois axes en 2006-2007 : la promotion d'une nouvelle approche du territoire, en créant un espace international de débat ; le soutien à la réflexion internationale sur la gestion des espaces fragiles des régions de montagne et des zones littorales ; l'inscription des approches économiques et de la lutte contre l'exclusion sociale dans les territoires ». C'est à cette branche exclusion dans les territoires que nous sommes raccrochés.

« Constatant la convergence de leurs objectifs et de leurs désirs, les parties à la convention ont convenu ce qui suit : Pactes Locaux est membre du comité de pilotage « Lux'09 » ; il est responsable d'un processus engagé à l'échelle française au travers de la création de la Plate Forme « Changer d'échelles du local à l'Europe ». Elle sera représentée et s'exprimera lors de la tenue de LUX'09. Et réciproquement, les organisateurs luxembourgeois sont destinés à devenir membre du comité de pilotage de la Plate Forme. Le partenariat européen constitué est invité à participer aux séances itinérantes, et à rejoindre la Plate Forme ».

Les relations partenariales sont suivies par Matthieu Calame. La première convention, signée en juillet 2007 pour 6 mois est expérimentale: « avec pour modalités d'évaluation conjointe : la constitution effective de la plate forme ; la tenue de la première réunion itinérante en Poitou-Charentes en décembre 2007 ; une réunion de bilan pour évaluer le parcours réalisé en janvier 2008 ».

Matthieu s'associe en partenaire pour la préparation du lancement, en participant à la définition des 5 questions qui constitueront le fil conducteur de la capitalisation. Sur la base des résultats, la convention est reconduite pour l'année 2008.

Pour une première fois, la convention 2009 introduit des attentes de la FPH dans les engagements qu'elle demande au partenaire de respecter, en signant la convention.

- «Identifier les questions (thèmes) et les chaînons manquants du changement d'échelle vers une nouvelle *oeconomie* et des territoires acteurs.
- faire connaître les avancées de réflexion et de méthodes de la FPH au-delà du thème dont il est chargé dans la préparation de Lux09.
- se situer, de façon délibérée, dans une perspective de moyen terme. Si Lux09 est un point d'aboutissement, il est aussi à considérer comme un point de départ pour affirmer de façon crédible, un projet de société.
- intégrer dans la démarche des propositions permettant de se positionner auprès des candidats aux élections européennes ».

Pierre Calame y ajoute le souhait que la Plateforme que nous animons contribue à son Chantier asiatique. La proposition d'accueillir dans l'Aude une délégation internationale, en amont du Forum « Lux'09 » est appréciée pour son aspect concret et son ouverture relationnelle. Elle donne lieu à une convention adjacente pour en couvrir les frais. Cette opportunité nous ouvre un horizon. Pierre intervient lui-aussi en partenaire dans deux des rencontres nationales du parcours de capitalisation.

4 | A PARTIR DE 2010, LA FPH INTRODUIT SYSTÉMATIQUEMENT SES PROPRES UTILITÉS DANS LES ENGAGEMENTS QU'ELLE DEMANDE À SES PARTENAIRES

Certes, mieux coopérer est une nécessité pour surmonter un certain nombre de « prés carrés » et autres déficits. Ces attendus placent les partenaires dans un échange classique de retour sur investissement d'une somme attribuée, ce qui installe un déséquilibre dans les relations partenariales. Dans un contexte qui se dégrade et se durcit, on ne parle plus de désirs, mais de convergence des volontés et d'accord sur des objectifs. Cette inflexion est sensible dans cette étape de transition où Matthieu Calame est appelé à devenir le directeur de la FPH, et où les Pactes Locaux vivent une réorganisation interne pour s'adapter au changement d'échelle qu'ils ont réussi, entre 2008 et novembre 2010, en mettant en place les P'actes Européens à Bruxelles.

La nature des relations se modifie, comme le font ressortir les extraits ci-dessous de deux réunions avec la FPH en janvier et mars 2010.

Janvier 2010 : échange sur le bilan avec Matthieu Calame

France Joubert introduit « Le bilan est positif, sauf sur le plan de l'autonomie financière. Notre collectif est accueillant et modeste, c'est un carrefour. Il ne porte pas la parole d'une organisation. Comment on continue la route ensemble dans l'autonomie de chacun, servant l'un à l'autre et servant l'intérêt général, en prenant du pouvoir sur soi et sur son territoire? ».

Matthieu Calame évoque les Pactes Locaux comme « un partenaire à la conjonction de l'économie alternative et de la gouvernance du territoire à plusieurs échelles ». En matière de fonctionnement, Julien Woessner va prendre plus d'envergure sur la question du territoire. Lui-même va prendre en mains les sujets progressivement, en codécision avec Pierre, avant de prendre les rênes effectivement dans un an et demi. Concernant les financements, la FPH n'a plus de programme exclusion. Il y a une seule enveloppe pour le suivi de Manille 2013, la suite des PL, le RIPESS et ALOE. Les ultimes arbitrages seront faits par Pierre qui veut encourager les transversalités. Les thèmes prioritaires sont l'économie circulaire ; la mobilisation des ressources naturelles avec un faible input monétaire ; être en écho aux préoccupations émergentes (et à la montée en angoisse) ; produire du réseau durable ; comment mobiliser une population ; quel est le rôle des élus ».

Mars 2010 : « Le Conseil de fondation de Janvier 2010 a statué ». Pierre Calame introduit la première réunion de convergence des partenaires de la FPH en Economie Sociale et Solidaire, en présence d'Aurore Lalucg; Ben Quinones; Claude Alphandery; Eric Lavillunière; Françoise Wautiez; Judith Hitchman; Laurent Fraisse; Marc Alphandery; Martine Theveniaut; Matthieu Calame; Pierre Calame; Pierre Johnson; Suzanne Humberset; Tarik Gezhali; Vincent Calame; Yvon Poirier.

Extraits des échanges :

« Nous avons conscience d'avoir travaillé, en partie en parallèle, avec un certain nombre d'initiatives qui sont pour la plupart présentes. Ces initiatives ont leur propre rythme, dynamique, priorités et c'est un fait positif. Premier but : donner à chacun une vision de cette dynamique. Deuxième but : essayer ensemble de dépasser certaines limites et frontières sur lesquelles nous butons. Je citerai trois déficits majeurs et un secondaire : le cloisonnement qui existe entre les différentes branches de cette mouvance de l'ESS ; le déficit théorique : est-ce que réellement l'ESS apporte une alternative d'ensemble ? La faiblesse de la mutualisation des histoires réelles d'ESS. Le déficit secondaire concerne le rapport au territoire, même si les travaux des uns et des autres ont fait faire des progrès. Le territoire est une base de l'ESS avec des économies locales, des monnaies locales.

Au plan administratif, j'évoquerai ce que nous, fondation, avons l'intention de faire et les conditions de mutualisation de la poursuite du soutien.

Martine dans le tour de table des partenaires : « Il faut 20 ans pour qu'une idée pénètre la société. Le « pacte local » fait sens aujourd'hui. Le pacte c'est le contrat, le local c'est le territoire. Cela permet de mettre en commun (rassembler) et de gérer de la conflictualité. Le Forum « Lux'09 » a proposé un schéma structurant pour capitaliser des acquis (illustrer, débattre, proposer). « Lux'09 » a également permis de valider les « voyages apprenants » comme méthode. Ce qui nous manque pour outiller et déployer ce capital social, c'est l'implication des autorités locales. Dans notre décloisonnement, nous espérons que le voyage-apprenant soit introduit comme outil dans la préparation de Manille 2013 ».

Ben Quinones : « il faut impliquer les agences de développement dans les learning-journeys. C'est un moyen d'influencer les politiques. Si vous faites cela en France et dans les pays d'Europe c'est un bon moyen de promouvoir l'ESS et de voir comment elles peuvent créer un programme pour la soutenir ».

Pierre Calame répond à Martine. « Au bout de 15 ans les idées sont généralisées. (Pactes Locaux, Gouvernance multiniveaux...). C'est important que les mots soient repris, mais il faut être rapide pour réinjecter les idées initiales.

Yvon Poirier : « Concernant le document, un point ne lui paraît pas correct. On ne doit pas dire « convaincre les autres réseaux », car cela signifie les amener à nous. Ce serait plus approprié de dire « établir des liens » en construisant sur un pied d'égalité. Car pour développer le projet, il faut établir des liens. Le RIPESS par exemple est présent sur de nombreux continents ».

Pierre Calame retient de la matinée : « L'envie commune de sortir de la niche pour être porteur de renouvellement de la pratique de l'économie. Pour y parvenir : former une équipe et pas une institution. Chaque initiative a sa propre logique. L'idée n'est surtout pas de former un parapluie. Nous avons besoin d'une plate-forme de partage. Ce partage est un partage de documents, d'agenda, d'histoires, de coordonnées, de débats sur les questions majeures (illustrer, débattre, proposer). La mutualisation n'est pas une fin en soi. Pour qu'il y ait plate-forme il faut outils et objectifs communs. Cette plate-forme a besoin d'un volet mutualisation des agendas, des études de cas... »

Matthieu Calame propose « de faire un mapping politique : groupes cibles, actions à mener, type d'information que l'on partage, fonctions à remplir, techniques, normes pour le flux d'information, ressources, annuaires, rôles ».

Eric Lavillunière : « Cette réunion a du sens car ce projet rencontre celui du RIPESS. Je suis plutôt rassuré sur l'adéquation, notamment dans l'optique du groupe de ressources ».

Martine Theveniaut : « Ce centre de ressources peut s'inscrire comme une opportunité politique de faire la preuve par l'exemple et de produire de la mise en mouvement ».

Entre 2010 et 2013 : deux conventions biannuelles sont signées avec la FPH

2010-2011 : « L'ensemble des partenaires de la FPH en Economie Sociale et Solidaire est regroupé dans une seule autorisation de programme pour manifester l'importance de la complémentarité entre les différentes formes de renouvellement et de développement d'une économie responsable, plurielle et solidaire. Chaque action particulière soutenue dans ce cadre doit entrer en synergie avec les autres et, plus largement, en synergie avec tout ce qui concourt, dans l'action de la fondation, à inventer l'oeconomie du 21^{ème} siècle. Dans le cadre de l'action de la FPH, les pactes locaux se situent à la convergence des actions portant sur l'économie sociale et solidaire et la question des territoires (gouvernance, économie circulaire, locale ou territoriale). »

2012-2013 : La fondation soutient les réseaux d'acteurs de l'économie sociale, solidaire ou territoriale qui, en partant de leurs expériences, formulent des propositions de réforme. Ils les portent ensuite aux niveaux local, national et international. Tout en poursuivant parfois leur propre agenda, ils utilisent les agendas politiques, qu'il s'agisse des changements de gouvernements ou des sommets régionaux ou

« Dans le cadre de l'action de la FPH, et dans le contexte actuel de la crise, les collectivités locales se trouvent désormais de plus en plus sollicitées pour pallier aux défaillances des États. Jamais la guestion du territoire acteur n'a été interpellée avec une telle acuité. Les questions économiques rejoignent les questions de réforme de la gouvernance et notamment la décentralisation. La FPH croit plus que jamais à la nécessité de l'échange d'expérience entre territoires pour promouvoir des solutions économiques socialement justes et écologiquement soutenables, pour reconstruire la société à partir des Pactes locaux ».

Matthieu définit les critères d'évaluation des résultats qui s'appliquent aux partenaires

«De manière générale, je demande à tous les référents d'adopter la clé de lecture suivante pour apprécier la dynamique d'une action : les projets de développement du réseau, les propositions portées par l'action, les stratégies de portage.

Concernant spécifiquement l'ESS, j'ai hérité d'une situation marquée par un fort morcellement, mon objectif à terme est que les dynamiques convergent. C'est pourquoi j'apprécie de voir d'une part que vous avancez dans la mise en réseau (constitution de Ripess Europe et Ripess international) et également en matière de clarification des propositions que recouvre le concept général de Pactes locaux. A ce titre envoyez-nous votre cahier d'espérance! Du côté de la fondation nous avons mis en place une base de propositions afin que chaque référent puisse y faire paraître les propositions des partenaires. C'est cette logique et les contraintes financières qui m'amènent à hiérarchiser l'appui que nous pouvons apporter.»

Néanmoins, cette posture gestionnaire de la direction n'empêchera pas la circulation humaine des relations partenariales, sous la forme de rencontres semestrielles entre Matthieu, France

et Martine, préparées par l'envoi d'un bilan d'étape, pour ajuster notre réalité avec les attendus des conventions. Notamment la demande d'avenants aux conventions pour accompagner les ouvertures gu'obtiennent les Pactes Locaux : financements de déplacements internationaux quand ils deviennent Européens fin 2010, en 2011, pour compléter les frais de la délégation qui se rend au FIESS de Montréal, ou le déplacement de Martine à Kuala Lumpur.

22 septembre 2011 : Matthieu réunit les partenaires ESS et leur demande des résultats visibles

Rencontre en présence de Claude Alphandery, Françoise Bernon, Matthieu Calame, Laurent Fraisse, Emmanuel Gagnerot, France Joubert, Martine Theveniaut, Françoise Wautiez.

Extraits

Matthieu : « Une somme de petits partenaires ne masque pas la faiblesse du mouvement social qui est derrière et ne donne pas assez de visibilité à l'ensemble de la thématique. Ce morcellement doit se résorber d'ici à 2013. Il demande qu'ALOE, Les P'ACTES et le Labo (dont la légitimité s'est affirmée avec la réussite des EGESS) trouvent le moyen de fédérer leurs apports dans un tronc commun de propositions, en France et une visibilité renforcée. La forme reste à déterminer ».

Les Pactes Locaux ont correspondu à la période où des territoires sont entrés en déshérence du fait de l'évolution et de la rupture des interconnectivités. Avec deux écoles: les clusters (hypothétique) et la revitalisation des économies locales. La reconnection ne se fera ni automatiquement, ni pour tous ».

France : « En plus de cette question historique, liée à la globalisation économique, il y a aujourd'hui l'effondrement des Etats, la dette, l'Europe qui met les pauvres sur la touche. Ce qui le fait penser à nouveau à l'ADSP (Agence pour le Développement des Services de Proximité) vécue avec Laurent et Martine : recomposer les réponses à la base, c'est imparable et les voyages apprenants (VA) réalisés pour préparer le Forum de Lux'09 l'ont redécouvert ou reconfirmé. Il reste méfiant envers les accords entre structures, si elles ne sont pas engagées dans quelque chose. C'est ce que nous espérons apporter par notre entrée au Comité d'organisation du RIPESS Europe : nous avons des réponses, nous les mutualisons et nous prenons nos responsabilités. Il en a discuté avec Claude la semaine dernière. Ils étaient d'accord que chacun aille au terme de son propre développement, professionnalise ses réponses et vende mieux ses outils ; qu'on se donne des objets communs pour rechercher des financements européens ensemble, avec une gestion collective de la coordination entre les organisations concernées ».

Matthieu : « la fusion n'est pas son objectif. Il tient à ce que, d'ici fin 2013, les modes de faire soient explicités ; que l'affichage ensemble vis-à-vis de l'extérieur soit effectif ; que des points communs soient trouvés avec des réussites à faire connaître et un plaidoyer tourné et vers le local et vers le législateur ».

Martine : « propose de démarrer dès 2012 par le partage d'un VA ou d'une rencontre « in situ » dans les 2 sens : 1 sur invitation des P'ACTES et 1 sur invitation d'un PTCE pour mieux se comprendre et définir les points d'un tronc commun sur lesquels tous auraient avantage à combiner pour progresser. Il n'y a d'ailleurs pas que les nouvelles initiatives qui comptent, il y a les enseignements à tirer de 20 à 30 ans de pratiques. Le changement d'échelles d'un nombre significatif d'entre elles apporte des pistes sur de nouveaux arrangements institutionnels de portée générale (« Faire P'ACTE »)

Claude « voit aussi l'intérêt d'échanges avec les P'ACTES sur le RIPESS Europe. Quid d'ALOE, dans la mesure où Le Labo souhaite relancer son site internet? »

Emmanuel G : « le site a été actif pour les EGESS, la production, avec une fréquentation éparse. Comment ALOE peut-il contribuer à rendre visible ? »

Françoise B : « travaille avec Vincent à la base de données de propositions à partir des cahiers qui doit servir à abonder le même support que la BDIS qu'anime Marc. Le Labo va communiquer sur ce point, sur le mode participatif, réactif pour servir à court-moyen-long terme de plateforme de lobbying. »

Martine : « fait état de l'avancement des collaborations prévues dans la convention 2010-2011: les relations sont installées avec la BDIS et se prolongent dans le cadre du RIPESS Europe ; Alors que les Pactes Locaux sont restés essentiellement français jusqu'en 2007, la réussite de l'Atelier n° 7 préparé pour LUX'09 a donné une dimension plus européenne aux P'ACTES et manifesté l'intérêt des organisateurs asiatiques qui préparent actuellement la prochaine rencontre du RIPESS (en 2013). Dans ce contexte, la collaboration avec Françoise Wautiez et ALOE ont trouvé un excellent support pour des forums-débats accessibles en 3 langues. Ils ont bien marché et permis la mise en ligne de fiches expériences ».

Laurent : « En effet, ALOE avait cette dimension internationale. Celle qui se présente, via JL Laville, c'est avec les chercheurs. Le Labo va lancer un appel SSIG avec l'UNIOPSS ; il a trouvé un écho sur le Forum belge et avec un député italien, un rendez-vous avec M. Barnier. Quelles connections ? »

Matthieu : » s'il existe des acteurs déjà en partenariat avec ALOE, il faut voir à utiliser son savoir-faire avec le Labo ».

France : » 2012 doit nous servir à la bonne utilisation des outils existants des uns et des autres, sans refaire ce qui existe déjà. La réponse à l'intérêt général, c'est devenir performant, bon prestataire. Si nous ne nous adossons pas mutuellement, nous ne passerons pas ; aller voir les entreprises et les valoriser, c'est là que se trouvent les moyens. »

Matthieu : « D'ici décembre 2012, il faut que les complémentarités soient définies dans un tronc commun. La FPH doit veiller à ne pas faire éclater l'existant avec les moyens dont elle dispose, sans rentrer non plus dans les chapelles ».

1er déc 2011 Le COPIL des P'actes Européens réunit à Alet-les-Bains Heike Birkhoelzer, Brigitte Carraz, Judith Hitchman, France Joubert, David Marchiori, Priscila Soarès, Martine Theveniaut, Roger Winterhalter, Peter Wollny. « L'Europe de 2014 nous offre la possibilité d'accéder à des financements pour le développement local. Les acteurs locaux sont inscrits dans les textes d'orientation. Ils seront au cœur du regroupement des fonds structurels. L'économie de proximité aussi. Engagement aussi, car nous nous sommes impliqués dans sa mise en place du RIPESS à Barcelone, dans la foulée du FIESS, qui fut une vraie réussite collective quant à notre participation, dans la foulée des États Généraux du LABO ». Nous travaillons aussi à remplir les conditions d'une nouvelle convention 2012-2013, porteuse de regroupement, d'efficacité et de reconnaissance de notre spécificité. Tout cela a demandé un énorme travail...dont Martine a été la cheville ouvrière, mais qui hélas l'a reconduit, une fois encore, à la case pôle emploi. Elle deviendrait pour moi l'exemple même de la flexisécurité... si nous pouvions assurer son salaire entre deux contrats! »

5 | De 2012 à 2014 : La réussite de la candidature Grundtvig assure l'autonomie de la conduite d'action des Pactes Européens pour trois ans, dans le respect de ses ENGAGEMENTS, 2015, DERNIÈRE CONVENTION ACCOMPAGNE LA SORTIE DU PARTENARIAT.

En 2012-2013, la fondation entre dans une période de capitalisation. Mais son action continue de s'inscrire dans les orientations définies par son conseil en 2003, car le moment n'est pas mûr pour orienter les choix. Ainsi, la convention 2012-2013 (comme les conventions des autres partenaires sont prolongées d'un an, du fait du calendrier européen lui-même retardé).

« Le cadrage stratégique de la convention s'inscrit dans le contexte actuel de la crise. Les collectivités locales se trouvent désormais de plus en plus sollicitées pour pallier aux défaillances des États. Jamais la question du territoire acteur n'a été interpellée avec une telle acuité. Les questions économiques rejoignent les questions de réforme de la gouvernance et notamment la décentralisation. La FPH croit plus que jamais à la nécessité de l'échange d'expérience entre territoires pour promouvoir des solutions économiques socialement justes et écologiquement soutenables, pour reconstruire la société à partir des Pactes locaux (...). Constatant la convergence de leurs objectifs, les parties à la convention ont convenu que la fph apporte son soutien au projet présenté par les Pactes locaux et qui se déclinent selon trois axes :

Renforcement du réseau : Faire la place des partenaires dans les activités elles-mêmes pour construire les convergences d'objectifs et les rapprochements entre organisations.

France: Recherche des convergences, prioritairement avec les partenaires français de la FPH et notamment Le Labo, dans le cadre de la convention FPH, ainsi que Régions, futurs conseillers territoriaux, Pays, bassins

Europe : Membre fondateur du RIPESS Europe, administrateur du COPIL, ainsi qu'animateur d'un groupe de travail permanent : « développement local, économie solidaire, souveraineté alimentaire, pacte local : quelles convergences existent pour produire collectivement?»

Intercontinental : Poursuite de la coaction sur le thème de l'approche territoriale de l'économie solidaire, dans la préparation de la 5^{ème} rencontre du RIPESS « en route vers Manille 2013 » et qui prend maintenant place dans le programme d'action en 10 points du RIPESS international ».

La décision de déposer le projet PACTES (Plateforme d'Apprentissage et de Coopération vers des Territoires Européens Solidaires) répond à son besoin de fonds propres, notamment pour une animation et une capitalisation constructive et porteuse d'avenir pour des activités autonomes. Quel que soit l'intérêt de son contenu et la qualité de son Partenariat, cela n'aurait probablement pas suffi à sa réussite. Le partage et le transfert de l'expertise de Priscila Soares, de l'Association In Loco, a été un facteur déterminant de la réussite de la candidature Grundtvig. Ceci permet aussi de faire une place à l'engagement pris à Barcelone par l'atelier 3 : celle de rechercher des financements pour les 3 Voyages apprenants validés entre membres du RIPESS Europe. La réponse au programme européen « Partenariats éducatifs » Grundtvig avait été la solution trouvée. La réalisation devient possible. Aucun des 3 VA proposés par des participants de l'atelier à Barcelone ne sera réalisé (Maroc, Midi-Pyrénées, Castille-Léon, Catalogne ou Roumanie), pour diverses raisons. La principale est que les partenaires ne se connaissaient pas encore assez pour s'engager sur cette voie impliquante. Une fois acquis les moyens Grundtvig, nous proposons aussi d'inviter un membre du RIPESS Europe à chacun des Voyages apprenants, prioritairement un participant à l'atelier 3. Aucun

ne saisit l'occasion. Enfin, la proposition d'organiser un VA, réunissant des membres actifs du RIPESS Europe sur un terrain d'action, proposé par une organisation européenne volontaire, ne voit pas le jour non plus. Dans l'ensemble, bien que reconnu comme l'un de ses pairs par les partenaires ESS de la FPH, les convergences ne fonctionnent pas. Il en va de même avec Le Labo.

Juin 2014 : Sur proposition de Matthieu Calame, Martine propose un sommaire structuré d'une capitalisation des enseignements tirés des P'actes Européens, sous la forme d'un dossier CITEGO, (Cités, Territoires, Gouvernance). Remanié pour mieux répondre à ses attentes, la proposition ne voit pas le jour.

2015 : Cette dernière convention accompagne la sortie du partenariat après vingt ans d'un parcours constructif.

Ce bilan en a reconstitué les origines, les étapes et les réalisations.

Les partenaires ont retenu comme mode d'évaluation les éléments ci-dessous :

- 1 : L'évaluation quantitative, qualitative de la capacité d'un collectif citoyen à franchir le cap de
- 2 : L'inscription dans la durée de ses pratiques et de ses propositions sociales
- 3 : Le rôle de l'appui échelonné sur 20 ans (une génération) de la FPH dans ce processus
- 4 : La réalisation de la transition / transmission
- **5**: Une rencontre pour en tirer des enseignements (forme à définir)

Il nous reste donc à présenter les points 4 et 5 de cette reconstitution.

Chapitre 3

COMMENT LE PARTENAIRE S'EST ORGANISÉ POUR RÉALISER CETTE TRANSITION TRANSMISSION.

1 | En 2014, la candidature ERASMUS ne nous permet PAS D'INSCRIRE NOS AVANCÉES ET NOS PROPOSITIONS SOCIALES DANS LE PROLONGEMENT DE NOS ACQUIS

Le projet Grundtvig a été fédérateur et il a fait progresser le Collectif

La composition multiculturelle et multithématiques du Partenariat a traduit, à sa façon, le changement d'échelles auguel nous nous consacrons depuis près de dix ans. Il a obtenu une évaluation très stimulante : « Le projet a permis la consolidation d'un réseau d'acteurs professionnels à l'échelle européenne. Le nombre important de visites de terrain (...) associé à l'accès des participants à la diversité culturelle et linguistique, constitue un élément important de la valeur ajoutée de votre projet. Vous avez également assuré une large diffusion du projet et de vos activités, au sein des réseaux spécialisés (...) ». C'est un potentiel que l'Agence française nous encourage à développer. Nous décidons de réinvestir notre capital social dans une candidature ERASMUS+ K2 « coopération en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques ». L'objectif est de consolider notre approche de la mutualisation des savoirs comme une stratégie pédagogique pour deux ans : approfondissement des voies de progrès identifiées dans le bilan Grundtvig, transition vers une reconnaissance de ces apprentissages dans le champ de la formation professionnelle et poursuite de l'auto-organisation du collectif. Son acronyme est PACTES2 (Plateforme d'Apprentissage et de Coopération vers des Territoires Européens Solidaires n°2).

Le Partenariat est en partie renouvelé, mais conserve une forte continuité. L'engagement des uns et des autres va au-delà de ce qui est prescrit, et combine la rémunération attendue avec une dimension d'engagement volontaire. Chaque partenaire a validé sa feuille de route sous la forme d'une lettre d'intention et d'un budget récapitulatif. Toutes sont réunies dans une même feuille de route collective, diffusée à tous dans un calendrier de réalisation de deux ans. Du fait de l'importance des rencontres transnationales du Partenariat au complet (3 fois en deux ans) il a été convenu de les tenir sur 5 jours, ce que les partenaires acceptent en connaissance du fait que le coût supplémentaire par rapport au barème établi de 575 € restera à leur charge. Tous acceptent de partager le coût d'un interprétariat professionnel pour la bonne compréhension de tous.

Des cahiers des charges précisent les missions des chargés de l'évaluation (les mêmes) ; celles, nouvelles, d'une mission **d'appui à la réflexion**, confiée à Josiane Stoessel, universitaire, qui a installé le Voyage Apprenant, dans le cursus du Master 2 ingénierie de Projet en ESS de l'UHA de Mulhouse, dans un format de 5 jours ; celles d'une coordination de la dissémination des résultats confiée à Martine, dans un esprit de transmission du capital de relations développées par le réseau.

L'accessibilité des contenus numériques sera assurée par l'administration du site web, une plateforme e-learning et des liens publiés systématiquement sur les sites web des partenaires participants et associés ; la publication d'un manuel pédagogique numérique en fin de projet pour synthétiser les ressources éducatives produites sous forme de e-book. Une édition imprimée en tirage limité ajoutera une plus-value aux résultats du projet PACTES 2 pour les organisations participantes.

La coordination européenne de PACTES 2 est envisagée comme une étape clé de la transmission. Elle donnera lieu au recrutement de Martina Wollny pour deux ans si la candidature est acceptée, financée pour l'essentiel sur les fonds propres des P'actes Européens. Les compétences linguistiques sont devenues nécessaires pour des P'actes devenus Européens. Martina parle 3 langues et elle est titulaire d'un Master 2 en Ingénierie de la formation (Université de Toulouse1). Martina et Martine sont voisines et se connaissent de longue date. Le temps qu'elles consacrent à la préparation est bénévole, ce qui permet une première étape de transmission entre elles deux. Une réponse favorable sécuriserait la transition, en donnant du temps au temps pour redéfinir les fonctions d'animation du réseau. Les résultats ne sont pas au rendez-vous. Le projet reçoit 59 points sur les 60/100 requis pour être financé.

2 | Fin 2014 : Etat des lieux du réseau pour dégager les VOIES DE LA TRANSITION

Le rejet Erasmus et la fin programmée de notre partenariat avec la FPH, nous déterminent à faire un audit, réalisé par Martina Wollny. Les résultats soulignent :

Un contexte marqué par la précarité qui menace leurs organisations de fermeture et met en danger les parcours professionnels individuels ; provoque une hausse de l'activité bénévole subie, freine un développement créatif (R&D) malgré une forte volonté. La transition générationnelle est très présente dans les organisations. La course aux fonds publics est chronophage, épuisante et de moins en moins fructueuse. Généralement, l'ingéniosité du « autrement » de leurs résultats est peu reconnue. L'outil informatique est ressenti comme vecteur de nouvelles formes de collaboration, mais sa maîtrise assez hétérogène.

L'originalité du réseau, c'est sa culture horizontale, multiculturelle et professionnelle permettant d'échanger, apprendre et développer entre pairs-experts dans un cadre convivial, gagnant-gagnant. L'interculturalité des outils, méthodes et démarches du réseau, à l'échelle européenne, est une motivation de leur adhésion, ainsi que la connaissance et le partage des valeurs de l'ESS et l'approche territoriale du montage de projet de développement local. Ce vivier d'expertise a trouvé son vecteur de développement plus particulièrement dans le Voyage Apprenant.

Ses faiblesses sont la compréhension de l'autre : langue parlée, diversité des concepts culturels et des cadres de référence, manque de clarté dans les objectifs et les thématiques. L'approche est trop ancrée dans le contexte français, la dépendance à la FPH est un obstacle pour le développement.

Conclusion : Pour construire l'avenir et financer les activités, il faut évoluer d'une logique de partage vers une logique de produit, et pour cela faire évoluer la gouvernance interne par une coordination plus proactive et mieux appropriée au travail en réseau, la clarification des objectifs, des thèmes de travail plus clairs et plus pratiques pour pouvoir les réinjecter dans son quotidien professionnel; disposer d'un financement pour ne pas faire que du bénévolat.

Ce résultat confirme la nécessité, déjà exprimée à Edinburgh, en septembre 2013, que pour rebondir après Grundtvig, pour être écoutés par les autorités locales, et pour nous faire entendre sur ce que nous faisons, comme société civile, il faut entre autres « clarifier les relations entre PACTES communauté de pratiques associées dans un projet (Grundtvig) et P'actes Européens, association européenne dont beaucoup d'entre eux sont également membres ».

3 | Novembre 2014 : Quelles prestations, quelles cibles POUR QUELS OBJECTIFS VISÉS?

L'AG 2013 a lieu à Toulouse en novembre 2014. Elle consacre une ½ journée à un « Séminaire de travail », à partir des résultats de l'audit, pour définir orientations et activités 2015. Décisions :

- « On laisse Erasmus et on garde l'esprit Grundtvig ».
- La recherche des moyens de financer les membres et une coordination est l'objectif n° 1
- Le travail des chantiers est à la base de la vie du réseau. Leurs résultats permettront de définir : coordonner quoi, comment, pour déboucher sur un outil finalisé de prestations fin 2015.
- Une arborescence serait utile pour savoir que font les uns et les autres et qui prend le relais de quoi.
- La R&D est le coeur de métier des P'Actes. Elle peut servir à éclairer l'économique en enrichissant les expériences par leurs transferts, leur visibilité et faire avancer le réseau collectivement.
- Une équipe réunit France, Catherine, Martina et Martine pour traiter les questions de la transition.
- Martine assure la coordination politique ; Martina le proactif européen. Heike Birkhoelzer accepte d'être trésorière.
- Production d'une Newsletter interne mensuelle sur les activités des membres, réalisée en binôme par Martina et Martine (bientôt la 6ème!)

Comment assembler au mieux les éléments d'un projet collectif. Il est proposé de préfigurer des chantiers d'approfondissement, compatibles avec des centres d'intérêts complémentaires et les disponibilités de chacun, pour s'articuler dans un programme d'activités 2015-2017.

Comment? Les conditions à réunir pour ouvrir un chantier sont une validation collective ; une personne qui accepte de coordonner les travaux pour 6 mois ; au moins 3 organisations pour s'y associer. Un mode de fonctionnement réaliste pour atteindre un objectif de résultats dans une vision prospective de réalisation validée pour 1 à 2 ans ; des pistes de financement pour 2015-2016 ; une première date fixée pour la réunion n° 1 du chantier, ouvert à d'autres avant de se séparer.

Trois chantiers sont ouverts

Ressourcerie : Mise en valeur des ressources constituées à nous tous : expertises des uns et des autres, exemples, thèmes, travaux réalisés, réseaux sociaux ; communication interne/ externe etc. Comment : définir la fonction ressources d'une plate-forme virtuelle. Coordinateur : Peter Wollny Réalisation d'un répertoire des ressources documentaires depuis 1994 dans le cadre du chantier Ressourcerie, par Martine.

Labo des méthodes « FAAME » « Faciliter, Amplifier, Adapter nos Méthodes au sein des P'Actes et à travers l'Europe »Coordinateur : Oliver Moore pour mieux se comprendre (interculturel, multilinguisme) ; monter en compétences en interne et ouvrir sur l'externe (apprentissages à partager) ; produire et diffuser nos outils pédagogiques et collaboratifs de prise de décision et de nouveaux savoirs dans la transition etc.

Inventaire des compétences et savoir-faire des membres, vers un catalogue de prestations propre aux P'actes, réalisé par Martina, dans le cadre de ce Labo.

<u>Le Labo du Voyage apprenant</u> traite les enjeux sociétaux et comment les relier entre eux (« pactes locaux », « communautés », alternatives concrètes, partenariats locaux et régionaux...) en proposant le VA comme pédagogie dans les systèmes d'apprentissage et de formation ; modulable (thèmes, durée, publics, formats). Vers une offre commune, structurée par quelques principes communs et une variété d'applications. Coordinatrice : Amélie Demonchy.

4 | L'AG 2014 EN JUIN À PARIS FAIT LE BILAN ET TIENT UN $2^{\text{ème}}$ SÉMINAIRE DE TRAVAIL

La dimension européenne des P'actes fléchit : Leur nombre a diminué en 2014 : fermetures, éloignement d'organisations, vieillissement des membres. Comment des Européens peuvent-ils avoir envie de nous rejoindre et trouver une plus-value à leur participation, est un point clé de la stratégie 2015-2016.

Gouvernance de l'association : Elle passe actuellement par un président, un trésorier et un Conseil d'administration composé de tous les membres. Nous n'avons pas de candidat pour remplacer ni le président, ni Martine à la coordination. Martina clarifie sa position : en 2014 elle se proposait comme coordinatrice du projet Erasmus qui n'a pas été retenu. Elle a besoin de gagner sa vie, ce que les moyens des P'actes ne permettent pas. Elle ne souhaite pas devenir la coordinatrice.

Bilan des chantiers et pistes d'actions pour la suite

Labo des Méthodes FAAME : Martina Wollny a pris la relève d'Ollie (Irlande). Les contacts ont été entretenus, mais le groupe n'a pas fonctionné collectivement.

Le bilan de l'enquête : « Vers une offre de prestations communes » montre que les ressources et les compétences des membres sont nombreuses. Pour construire une offre commune, et stimuler une dynamique favorable à la coopération, la proposition est de mener un travail sur « le nous » du collectif pour faire ensemble, développer et diffuser nos prestations ».

« Le Labo des Méthodes » pourrait exploiter l'inventaire des savoir-faire pour amorcer la mise en place d'un catalogue : Quelle prestation, par qui, pour quel public?.

Tandis que « Le Labo du VA» pourrait finaliser la formalisation de la méthode P'actes, les fichesorganisation de ceux qui le pratiquent et réfléchir à sa commercialisation « façon Pactes ».

Labo du Voyage Apprenant : Trois pistes concrètes à travailler ont été identifiées par le chantier

La première : les VA entre membres au sein de nos structures

Elle a donné lieu à 3 rencontres en 2015, à l'invitation de Via Brachy

Avril 2015 : suite à la candidature réussie de Via Brachy au projet européen « Erasmus+ - Action Clé 1 – Jeunesse », un premier partage d'expérience a lieu dans le cadre d'un séminaire européen de 5 jours sur le thème : « Du singulier au Pluriel ». Caroline a proposé aux P'actes l'animation de la première journée de travail: Martine y présente la démarche fondatrice et la grille pacte local ; et produit un compte-rendu d'OBC « Observatrice Bienveillante et Critique » a posteriori.

Août, Via Brachy organise de 3èmeVoyage en Hétérotopie sur le thème « Ecosufficiency ». Martine participe à une semaine (sur les 3) et produit un compte-rendu d'OBC.

Novembre : L'équipe des Pactes Européens qui explore la possibilité d'un projet ERASMUS (Martina, Nicole et Amélie) est invitée à participer au séminaire intitulé « Learning by travelling », dédié au voyage apprenant, sa méthodologie et ses voies d'apprentissage. En retour elle contribue au séminaire en prenant en charge l'évaluation de la rencontre « Ce travail nous a permis de nous familiariser avec notre boîte à outils « Pactes », tester et promouvoir les outils d'évaluation réalisés lors du projet Gruntvig, de les adapter en s'inspirant de la méthodologie et des attentes de Via Brachy. Cet échange de pratiques permet une montée en compétence pour les deux parties ».

La deuxième : les VA tournés vers l'extérieur (institutions, universités)

Les Voyages Apprenants mis en place pour des Master2 de Mulhouse à partir de 2013 ouvrent des opportunités de maillage pour les membres des P'actes.

En juin 2012, Amélie et Nicole, fondatrices du Café associatif « La Ruche » à Mamers, participaient au « Dialogue citoyen » des P'actes en juin 2012, dans le cadre de RIO+20. Recontactées par Martine, elles acceptent d'accueillir le premier ce ces VA universitaires, en janvier 2013. De ce fait, La Ruche est invitée à s'associer au VA Grundtvig en Irlande comme « apprenante ». Un partenariat croisé s'engage par une adhésion mutuelle.En décembre 2013, La Ruche participe, comme membre des P'actes, au VA de Mulhouse, à la Maison de la Citovenneté mondiale qui incorpore l'AG annuelle.

En janvier 2014, l'ADEPES avec qui des relations de partenariat par adhésion croisée existent déjà, accueille le 2ème VA, l'année suivante et présente son Réseau régional des Relais-Locaux en Midi-Pyrénées. Sa préparation crée l'occasion de faire connaissance avec l'association Via Brachy, qui s'y est associée. Dans son retour d'évaluation, Caroline écrit : « Nous sommes très satisfaits de ce Voyage. Bien que bref, il a fédéré les acteurs et il nous permettra certainement de franchir une nouvelle étape. Le dispositif d'apprentissage mis en place par les P'Actes Européens nous intéresse tout particulièrement et nous nous inspirerons de cette expérience pour nos propres projets. Nous aurions aimé rencontrer davantage les étudiants. C'est une superbe initiative, dont bien des universités devraient s'inspirer, car elle est riche d'enseignements pour tous et particulièrement agréable à vivre. Le jeu en valait la chandelle!».

La troisième catégorie de VA est celle qui invite des membres des P'actes Européens.

Les relations établies entre Caroline et Priscila Soares d'In Loco dans le cadre des P'actes s'inscrivent dans cette rubrique comme opportunité de partage. Une délégation portugaise, bien préparée en amont, s'associe au Voyage en Hétérotopie » pendant les 3 semaines.

En 2015-2016, objectivement, la dimension européenne est apportée aux P'actes par Via Brachy. C'est un vecteur très encourageant dans le contexte où eux-mêmes peinent à se renouveler.

La Ressourcerie: Peter Wollny: Bonne dynamique avec 2 réunions Skype/Framapad

L'enquête sur les usages du numérique auprès des membres montre que le e-mail reste l'Outil passepartout. Une moitié reste très basique et l'autre utilise déjà des outils diversifiés. C'est un groupe normal, donc hétérogène. Un gros travail sur la collaboration est à mener en acceptant une certaine complexité et une ouverture vers l'apprentissage des nouvelles formes de communication et de travail en ligne.

Pistes concrètes pour une communication interne : Dans l'immédiat, continuer à utiliser le mail et un wiki collaboratif pour permettre à tout le monde d'ajouter du contenu ; prendre l'habitude d'utiliser Framapad pour mémoriser et communiquer.

En prévision: Construire en parallèle un site nouvelle génération en collaboratif: plateforme visible où centraliser les informations pour travailler; installer les liens vers les personnes; les fiches expériences et les newsletters.

Les ressources documentaires sont inventoriées (4000 fichiers environ): résultat d'une mission permanente de Martine : tenir à jour « la mémoire vivante d'une histoire qui s'écrit tous les jours ». Leur valorisation est mise en attente.

Décisions

Le Voyage Apprenant est la principale avancée concrète pour partager des acquis, s'ouvrir sur la dimension européenne et aller vers une autonomie de fonctionnement en 2016.

Un grand travail de rassemblement des acquis a été réalisé en 6 mois, la base est plus solide.

Stratégie : Repartir vers Erasmus K2 avec de nouvelles propositions, car le projet vient cette fois ci avant le programme. Il est européen. On ira plus vite en besogne en se connaissant en situation.

Le fonctionnement interne est reprécisé pour la période de Juillet 2015 à avril 2016

- Nous sommes un groupement d'organisations et de personnes. Priscila Alan, Patrick, Martine, retraités restent dans le réseau à titre personnel comme des membres actifs
- France reste président jusqu'au dépôt du dossier et Catherine pour la comptabilité 2016.
- Le suivi des activités du Labo du Voyage Apprenant est coordonné par La Ruche et Via Brachy. Il reste ouvert à Brigitte Carraz, Patrick Boase, ainsi qu'à de nouveaux membres (Geneviève Fontaine d'Evaleco, qui accueillera le 4ème VA universitaire en 2016, après l'APES de Lille).
- Le Labo des Méthodes, principalement Martina, développe les suites du recensement et s'associe au Labo du VA pour appuyer et formaliser le projet Erasmus. Les autres membres du Labo des Méthodes: Heike, Priscila, Alan, Patrick, Oliver, ... restent les bienvenus
- La Ressourcerie : Peter apportera ses compétences, le temps de mettre en place un site «nouvelle génération». « C'est son cadeau »... pour un avenir...
- Martine apportera sa disponibilité sur le mode bénévole comme membre du Labo du Voyage Apprenant ; le suivi de la mise à disposition des ressources documentaires ; le suivi des relations FPH jusqu'au rendu du bilan de 20 ans de relations partenariales.

Finalement, l'enclenchement d'un projet collectif concret ne se produira pas. En mars 2016, le projet Erasmus est abandonné faute d'une utilité suffisante pour mobiliser activement les membres actuels autour d'un même projet et d'une assise financière suffisante des Pactes.

Le bilan de l'équipe qui s'est proposée pour renouveler une candidature Erasmus en 2016 fait état des difficultés qui ont rendu la chose impossible :

« Les Pactes sont en panne de dimension européenne, de véritable lien entre les membres et d'une cause commune à défendre ».

Ce n'est pas faute d'attentes ou de potentiels. Une difficulté supplémentaire s'y ajoute pour les membres plus récents des Pactes qui se sont proposés : comment communiquer sur le projet associatif des Pactes, ses fondements historiques, ses actions, son organisation...

Suite à l'ensemble de ces constats et pour rester dans une démarche de construction collective, l'idée émise est d'organiser un Voyage Apprenant/séminaire de trois jours entre nous, afin de construire assez rapidement un projet concret fédérateur pour les Pactes. Des empêchements divers, notamment de date, font que le projet n'aboutit pas.

5 L'Assemblée générale valide la clôture de l'association DES P'ACTES EUROPÉENS

Chers toutes et tous,

Tout d'abord je remercie ceux et celles qui ont donné leur opinion et leur position sur l'avenir des P'Actes Européens.

Mon départ de la Présidence, après celui de Martine, a été programmé. Le fonctionnement de l'association ne reposait plus depuis longtemps sur un Conseil d'Administration et sur un collectif qui auraient pris en charge non seulement la gestion financière, administrative des P'Actes mais aussi le développement, la recherche de moyens pour le fonctionnement, la prospective. J'ai donc plutôt, ces deux dernières années avec Catherine, encadré l'activité et donné la légitimité pour les appels à projets ou les financements FPH. De nouvelles responsabilités et de grosses incertitudes sur la gestion de la recomposition des territoires en France ainsi que les mutations qui s'accélèrent m'éloignent progressivement de la responsabilité des P'Actes Européens.

La proximité, pour la « survie » de nos structures, mais aussi de nos idées et de nos valeurs redevient fondamentale. Retour aux sources.

Mais la raison essentielle est que nous sommes à la fin d'un cycle. Ce que nous avons vécu de manière collective, engagés les uns au service des autres, travaillant de manière le plus souvent désintéressée et solidaire, s'estimant et se respectant, nous a fait faire de grandes choses. Notre dernier programme européen PACTE, restera pour moi, le projet le plus abouti. La recherche de projet Erasmus et la réorganisation des P'Actes Européens, ont été faites sérieusement. L'échec nous a aussi montré que la marche était trop haute... Nous savons en quoi le système marchand est responsable de cette situation.

Le Voyage Apprenant est une « racine » qui peut certainement encore relancer un réseau. Les liens d'amitiés qui se sont tissés autour de la planète et localement sont trop forts pour que nous retournions chacun dans notre coquille.

En fait nous avons donc accompagné et vécu la fin « d'une époque ». Que nous avons vécu intensément et qui se révèle aujourd'hui être le présent! La vie s'organise de plus en plus en réseau, horizontalement, localement, sur des projets limités dans le temps. Les collectifs naissent et disparaissent. La jeunesse agit autrement.

L'engagement ne se fait plus dicté par des impératifs idéologiques. La parole des anciens tombe dans le vide, comme si ils récitaient un vieux catéchisme. La multiplicité des actions, leurs spontanéités (tout le monde veut agir) ne mettent pas en cause le pouvoir décisionnaire qui tend à devenir sécuritaire, protectionniste et conservateur. C'est là le problème. Nous passons du tout idéologique au tout unique, dans un contexte où la qualité du local peut sauver le mondial.

Nous allons nous donner les moyens de conclure! Nous avons encore un bilan à donner à la FPH mais plus fondamentalement nous avons besoin de nous enrichir et d'organiser collectivement la fin des P'Actes Européens....et, travailler, avec nos acquis, à préserver un réseau d'échanges, de savoirs et d'amitiés partagées.

« Le futur ça sert à cela : à construire le présent avec de vrais projets de vivants »

<EN> EUROPEAN PACTS FINAL GENERAL ASSEMBLY

Dear all,

I would like to start by thanking all of you who shared your opinions and positions on the future of European Pacts.

My departure as president, following Martine's departure, was programmed. It has been quite some time since the association operated on the basis of a Board of Governors and a collective to take charge of the financial and administrative management of Pacts as well as its development, the search for operational funding and its future directions. Over the last two years, working with Catherine, I have therefore looked after these activities and provided legitimacy for calls for projects and FPH funding. New responsibilities and the major uncertainty hanging over the management of the reconfiguration of France's regions as well as the fast-moving changes we are seeing are gradually taking me away from my duties at Pacts. Proximity is crucial once again to the survival of our organizations as well as our ideas and values. We need to get back to our roots.

But the main reason for my departure is that we are at the end of a cycle. The journey we have been on together, helping each other, our work marked by selflessness and solidarity in a context of mutual esteem and respect, has produced great things. Our last European Pacts programme will always be, for me, our most fully-realized project. The research for

the Erasmus project and reorganization of Pacts were undertaken meticulously. Our failure also showed us that it was beyond our reach...and we are well aware of the market system's responsibility for this situation.

The Learning Journey has put down roots that can certainly be the basis for relaunching a network. The ties of friendship we have built up internationally and locally are too strong to allow us to each withdraw into our separate shells.

The fact is that we have experienced and participated in the end of an era. An era that provided us with an intense experience – and that has become today's reality! Life is increasingly being organized in the form of networks, horizontally, locally, involving projects with a limited time span. Collectives emerge then disappear. Young people have a different way of doing things.

Participation is no longer dictated by ideological imperatives. The words of the older generation fall on deaf ears, as though they were reciting an old catechism. The multiplicity of actions and their spontaneous nature (everyone wants to take action) are not factors that challenge the decision-making power, which is tending towards a focus on law and order and becoming increasingly protectionist and conservative. Here lies the problem. We are moving from the emphasis on ideology to the emphasis on individuality, in a context where the local is capable of saving the global.

We will provide ourselves with the means to conclude our journey! We still have to provide the FPH with an audit, but more critically, we need to work together to enrich and organize the end of European Pacts...and put the lessons learned to use in maintaining a network where we can share ideas, knowledge and friendship.

'That's what the future is for: to build the present with real plans made by living people.'

Chapitre 4

Dès les années 90, la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH) s'engage pour contribuer à des changements systémiques. En ouvrant un débat public national en 1995 pour « une loi cadre contre l'exclusion qui n'oublie personne et que personne n'oublie », elle ouvre un espace d'expression à des praticiens qui se reconnaissent dans une approche territoriale des enjeux de la cohésion sociale et de l'emploi. La constitution du Collectif des Pactes Locaux en 1998 en est une résultante. En admettant les temporalités longues des mutations, elle permet d'installer un partenariat au bénéfice mutuel des désirs et des objectifs de résultats qui mettent d'accord les parties contractantes. Ce bilan a reconstitué les étapes et les enseignements de cette coopération.

Sur cette base, les Pactes Locaux ont réussi à installer la confiance entre une diversité d'organisations et de personnes, mettant en évidence les potentiels d'une citoyenneté active, ancrée territorialement. La mutualisation de ces expériences par le voyage, un dialogue ouvert et sans jugement, ont permis de formaliser des références partagées. Si les contextes et les cultures diffèrent, ces nouvelles formes de coopérations à partenaires multiples répondent à des besoins concrets de la vie au quotidien et de la gestion des ressources communes. Elles rencontrent des problèmes similaires pour obtenir la reconnaissance et l'appui nécessaires à leur développement. Le partage d'une réflexion fondée sur une observation par soi-même a augmenté, chemin faisant, le sentiment de participer à une même communauté de projet et le désir de suites concrètes. C'est ce qui a conduit progressivement les Pactes Locaux à se faire« catalyseurs d'une méthode pour apprendre ». Les échanges lors de Voyages apprenants permettent de prendre la mesure des différences de signification pour les uns et les autres de notions essentielles telles que «community», «territoire», «économie sociale», «économie solidaire», «transition», «résilience», diversement comprises selon les langues et les contextes. Or, il faut accepter de prendre le temps de s'écouter et de se comprendre, que ce soit pour progresser soi-même, démultiplier des solutions qui existent déjà, les transposer dans d'autres contextes ou à de nouvelles échelles territoriales. Porter des propositions ensemble, ce n'est pas si facile.

Sans vocation à devenir une structure, l'espace public ouvert par ce collectif a trouvé sa pertinence dans l'expérimentation de processus de convergence au service des initiatives, pour les rapprocher et les renforcer. Sa taille modeste a favorisé le développement de ses potentiels avec des effets démultiplicateurs qui ont fait levier. En chemin vers la production de nouveaux acteurs collectifs citoyens, ses caractéristiques sont la qualité des relations et de l'engagement de ses membres, la continuité de l'animation du groupe, le partage de références, une rigueur et un professionnalisme. C'est ainsi que leur cheminement, de l'informel au formel, du local à l'international en passant par l'Europe, a contribué à mettre en évidence les potentiels d'une expertise acquise à l'usage, mais aussi la persistance des obstacles qu'elle rencontre. Du fait même de ces orientations, Il n'est guère étonnant que son point faible ait été l'inscription de ses avancées dans le cadre des fonctionnements institués, marqués par une gestion des moyens dans le cadre de procédures qui menacent en permanence de dénaturer ou enfermer l'inventivité. Tant d'énergie absorbée pour maintenir un existant en place, quand bien même il est obsolète, plutôt que partir à un bilan lucide pour faire face aux évolutions que le contexte rend nécessaire!

La réponse systémique tarde à se dessiner

Dans le préambule de stratégie générale de la dernière Convention signée en 2015 entre la FPH et les P'actes Européens, celle-ci «reconnaît que vingt-cinq ans après avoir fait sien le constat du Club de Rome de 1974 d'une triple crise des relations et de l'échange entre les sociétés, entre les hommes, entre les hommes et leur milieu de vie, cette analyse reste d'actualité. La situation a continué à se dégrader (...). Pour autant, malgré la multiplication de publications, de mobilisations et d'expériences nouvelles, la réponse systémique tarde à se dessiner.»

En effet, la globalisation économique augmente et accélère ses pressions pour tenter de s'imposer comme référence unique, du plus grand au plus petit des échelons. Sans vouloir faire l'éloge de la petitesse comme LA solution, notre expérience nous a appris que si le local et le global sont interdépendants, c'est dans un ancrage territorial donné que des solutions viables peuvent être mises en place : car ces solutions qui sont tout à la fois très complexes et très concrètes.

La méthode est un choix éthique

Prendre l'initiative de faire libère les individus concrets. En reprenant leur vie en mains, ils créent les espaces nécessaires à leur organisation ; ils anticipent des modes d'organisation appropriés aux finalités d'un changement de cap radical, cherchant comment intégrer les interdépendances nécessaires dans des coexistences possibles. En réussissant à intégrer la solidarité dans des systèmes d'action composites, leurs trouvailles produisent des règles acceptables, parce qu'appropriées à des situations concrètes. Dans leur diversité et leurs ressemblances, elles entretiennent le réservoir des ressources communes d'ingéniosité dont dispose l'humanité pour se penser elle-même et changer de cap sur le mode de l'autoconstitution active.

L'expérience forme, prend forme ... et transforme. Se comprendre demande du temps et de la bienveillance, mais se priver du temps de ce partage, c'est s'appauvrir. Des solutions éprouvées par le fait de les vivre dans un contexte donné de ressources constituent une possible référence pouvant servir à d'autres, car elle n'impose pas sur « un mode d'emploi type » du transfert, mais cherche le comment d'une adaptation / appropriation par des processus ouverts. Mutualiser, c'est partager pour se former, s'inspirer, s'organiser, diffuser des formes d'organisation et des méthodes qui renouvellent des guestions anciennes en cheminant de l'individuel au collectif. Mettre en pratique une réflexion non académique au service de l'action entre des « acteurs en recherche » permet de repérer des processus actifs, des dispositifs apprenants et d'en tirer des enseignements.

Le partage d'expérience et la production d'une intelligence collective dans le cadre de relations volontaires en réseau, caractérisent la contribution générationnelle du Collectif des Pactes. En cela, promoteur de la voie citoyenne, à sa mesure modeste et tangible de laboratoire souhaitant contribuer avec d'autres à refonder un contrat social viable dans la mondialité. La route sera encore longue pour installer les conditions nécessaires aux changements de cap. Encore faut-il en avoir la volonté. Tel est le chantier ouvert pour une mondialisation à visage humain.

Arrivés au moment de tourner la page - qui est aussi celle d'une époque - reste à constater la difficulté de la transmission directe de ces acquis aux jeunes adultes qui nous suivent. Le remplacement des membres fondateurs qui ont animé la vie des Pactes n'a pas été possible. Les membres plus jeunes ne se sentent pas suffisamment « chez eux » pour réinvestir cet espace. Nous avons atteint nos limites. Dont acte! La génération suivante ne nous a d'ailleurs pas attendu pour développer ses propres approches et c'est tant mieux.

Cela ne nous dispense en rien de nous poser la question de la continuité d'une transmission de nos apprentissages et de ses acquis pour servir à la génération qui nous suit. Notre époque nous fait, en effet, courir le risque majeur de transformations conduites avec une mémoire courte. Les alternances politiques s'accélèrent ainsi que la volatilité des consensus, entraînant des ruptures de continuité dont personne ne semble se préoccuper à la mesure des dangers d'une dérégulation qui sape les fondations même de l'humain dans les inter-relations.

<u>Transmettre « entre vifs »</u> répond à une autre exigence que le devoir de mémoire qui honore celles et ceux qui ont payé, au prix fort, la liberté dont notre génération a disposée. Transmettre c'est relier:

Relier c'est relater, témoigner d'une expérience individuelle et collective. Oui, ménager et aménager des territoires vivants, vivables, ouverts et reliés, est un choix de vie et un engagement qui peut accomplir la dimension sociale d'une vie humaine. De ce point de vue, la fin de l'histoire n'est pas écrite, car la vie continue.

Relier c'est passer le relais en créant des opportunités de partage avec la génération qui nous suit:

- en poursuivant des participations croisées dans des activités pour créer l'occasion de se rencontrer « en situation ». Certains membres en ont exprimé le souhait, pour l'après-dissolution de la structure associative.
- ou bien en mettant à disposition une documentation, constituée et organisée sur trente ans, pour apporter du grain à moudre au tri dans l'héritage que chaque génération est amenée à faire à son tour. C'est dans cette intention qu'après la dissolution, intervenue en décembre 2016, la mise à disposition des archives sera rendue possible pour une consultation papier, informatisée, ou orale pour les 4 ans à venir.

Relier, c'est réarticuler ce qui a été disjoint pour recomposer la vue d'ensemble. C'est dans cette intention que nous souhaitons que ce bilan puisse servir d'opportunité pour un débat ouvert et élargi, au service de la reconnaissance de la citoyenneté active comme une ressource-clé pour des solutions viables d'une part, et celle de la voie citoyenne comme un choix éthique, politique et méthodologique pour pacifier le monde de demain. Car le déficit démocratique règne à toutes les échelles territoriales des solutions. Trop de chaînons manquent pour des partenariats beaucoup plus coopératifs, tenant compte des engagements sociaux de chacun.

Relier, enfin, c'est faire nombre car à toutes les échelles des solutions, coopérer, c'est réaliser que l'union fait la force, que le partage fait grandir et que l'organisation fait l'efficacité.

Martine Theveniaut et France Joubert, 29 décembre 2016



Caravan'Art

Gues 199 - Argelia

Pueblos Aliados Para un Mundo Responsable y Solidario

ANNEXES

Annexe n°1 « P'actes Européens : résultat de l'évaluation par les pairs : 5 contributions décembre 2016 »

Annexe n°2: « Grille du pacte local - 2001»

ANNEXE N°3: « CAPITALISATION LUX'09 »

Annexe n^4 : « Synthèse prépapartion Manilla'13 »

Annexe n°1 « P'actes Européens : résultat de l'évaluation par les pairs : 5 contributions décembre 2016 »

Raisons de l'adhésion

France Joubert, membre fondateur : Ce Collectif Je/Nous, y avons été présents et acteurs tout au long de son histoire. C'est une histoire d'alliance, de reconnaissance mutuelle, d'engagement individuel et collectif. Une « œuvre » dont la ligne d'horizon est la recherche permanente pour la cohésion sociale et l'emploi dans des territoires innovants et solidaires

Pas de meilleures réponses que dans nos statuts que nous avons fait évoluer au fur et à mesure de notre longue marche. « Un processus construit dans la durée, permettant à tous les acteurs concernés, unis par des valeurs humanistes, de construire de façon contractuelle des réponses adaptées aux spécificités de chaque société locale, en particulier ses spécificités culturelles »

Cela me concernait personnellement mais aussi concernait l'organisation des Groupements d'Employeurs. La constitution d'une offre d'intervention locale, nationale et européenne pour construire un outil d'intérêt général, économiquement performant et socialement en lutte contre la précarité.

Caroline Ferrafiat, Via Brachy: membre depuis 2014. Depuis sa création en 1998, Via Brachy travaille sur le Voyage Apprenant, comme outil d'émancipation personnelle et vecteur de transformation sociale/sociétale.

Nous avons rencontré Martine THEVENIAUT dans le cadre de la préparation du Voyage Apprenant des étudiants de l'Université de Haute-Alsace en Midi-Pyrénées (Janvier 2014). Nous avons rapidement compris que nous partagions des valeurs communes et que nous parlions le même langage. Compte tenu des bonnes relations qui s'étaient tissés dans le cadre de ce voyage universitaire, nous avons rejoint les PACTES. Au-delà des questions de personnes, l'ancienneté de l'organisation, la qualité de ses productions intellectuelles, la rigueur de ses outils et la dimension européenne du collectif ont très largement contribué à notre choix d'adhérer au Collectif. Nous souhaitions bénéficier de son expérience et partager notre approche en son sein, pour améliorer la qualité de notre action (Voyage Apprenant, Recherche-action sur l'innovation sociale), étendre notre champ de vision, développer et diffuser ensemble des outils utiles aux acteurs de terrain.

Alan Kay et Patrick Boase CBS Network: CBS Network was a member of Grundtvig programme of learning exchanges/journeys - Interested in social enterprise and community enterprise across the EU

Priscila Soares: Judith Hitchman m'a parlé des P'Actes avec enthousiasme et selon elle In loco s'encaisserait très bien dans l'esprit et la dynamique du réseau. J'ai été invitée par les P'Actes à un premier VA, qui a démarré au moment où j'ai rencontré Martine à la gare, à Paris.

Le positionnement théorique, l'approche méthodologique, le compromis et la volonté d'action, l'ouverture, l'amitié, la convivialité de la part du réseau et de ses participants m'ont conquis.

Roger: Membre depuis la fondation

Günther Lorenz : In a personal capacity: Heike Birkhölzer, Günther Lorenz Representing an organisation: specify: Board member TechNet...

QUESTION 1 : PERTINENCE DES FONDAMENTAUX DU PACTE LOCAL POUR VOS ACTIVITÉS

France: La référence Pacte en P'actes est au cœur du fonctionnement des groupements d'employeurs. Ils sont solidaires financièrement et s'engagent à procurer un emploi à temps plein surtout dans les milieux de travail les plus défavorisés par l'emploi lui-même (de service) ou de territoire (rural). La mutualisation se fait à deux niveaux. Au niveau du GE puis du CRGE. Composé des partenaires sociaux et des représentants des GE (50/50), le CRGE est un outil solidaire apportant le soutien nécessaire à l'engagement que représente cette mutualisation. Il développe la notion de « dialogue social territorial ». Une note CRGE/PACTE, réalisée par Martine devrait être jointe à ce développement. Elle correspond tout à fait au maillage que les deux organisations ont vraiment réussi.

Caroline: Nous partageons les fondamentaux du Pacte Local, et notamment:

- l'idée qu'un ancrage local est nécessaire pour nourrir une réflexion globale, proche des réalités de terrain et respectueuses des contextes de chacun ;
- l'idée selon laquelle nous évoluons dans un environnement en perpétuelle évolution, et qu'il nous faut être capable d'embrasser ces évolutions pour répondre aux besoins des personnes et des territoires. Nous croyons dans les capacités d'adaptation et de créativité des acteurs de l'innovation sociale :
- l'intérêt porté au processus, la conscience que la démarche est aussi importante que le résultat, en particulier lorsqu'il est question de transformation personnelle et sociale/sociétale ;
- l'idée selon laquelle 1+1 = 3, que nous sommes plus forts lorsque nous partageons nos idées, nos expériences, nos ressources, dans le respect de nos différences et de nos complémentarités.

Alan et Patrick: We share principles of solidarity and local community development We share principles of solidarity and local community development

Priscila: Je peux dire qu'il existe une grande proximité entre les principes qui orientent l'action d'In Loco et ceux qu'ont présidé au réseau P'Actes.

Roger : Oui, sans problème

Günther Lorenz: Our interest in local partnerships promoting the development of the Social Solidarity Economy and of social enterprises was the motivation for our membership. In particular, we have been interested in participating at transnational projects in this field.

QUESTION N°2: PERTINENCE DE « L'APPROCHE ENTRE PAIRS » POUR DÉVELOPPER DES CAPACITÉS COLLECTIVES DE DIFFUSION ET DE DÉMULTIPLICATION DES ACQUIS

France : Notre constitution dans l'organisation des GE (employeurs, syndicats, utilisateurs) nous a permis de rentrer de plain pied dans la démarche P'actes Européens. L'histoire du syndicalisme (prud'hommes en particulier, mais aussi Comité d'entreprise..) est une histoire d'entre pairs. Il y avait donc dès le départ un risque et un parti pris, celui de partir du terrain, dans un milieu de l'économie sociale et solidaire pas toujours solidaire, et de construire, entre pairs, sur le territoire, des réponses pour tous.

Caroline: Via Brachy a une approche expérientielle de l'innovation sociale. Nous sommes très attachés au partage d'expérience entre pairs, qui nous semble mieux correspondre aux réalités de terrain et un bon moyen d'éviter les généralisations abusives. Elle permet un échange plus franc, plus direct, parfois limité parce que subjectif, mais la diversité du collectif et la qualité de la préparation des rencontres (tant dans la forme que dans les contenus) permettent de pallier en bonne partie à ce problème. Cela nécessite toutefois de parler le même langage (lexique commun) et de veiller à ne pas accorder trop d'importance à des éléments contextuels (législation spécifique à un pays / un territoire...), pour concentrer nos efforts sur ce qui nous rassemblent (problématiques communes, méthodes et outils transférables...).

Alan et Patrick : We believe in learning together and sharing experiences in relevant areas of work We share the same set of values as PACT's

Priscila: L'apprentissage entre pairs est un choix méthodologique fondamental parce qu'il s'avère efficace du point de vue opérationnel et politiquement correct. L'horizontalité entre pairs dans les échanges favorise le partage et l'appropriation, créant les conditions de départ pour un possible transfert.

Roger: peut-on parler de "pairs" si nous voulons FAIRE avec celles et ceux qui nous entourent.

Günther Lorenz: Without common evaluation within the PACTES it was not possible to disseminate and to multiply positive experiences in a way that the public in Germany would well understand or could even adapt. Good practice examples from other countries as such cannot be copied in other contexts. Rather it would be sensible to extract common tools which can be transferred.

QUESTION N°3: CAPACITÉ DES P'ACTES EUROPÉENS À INSCRIRE DES PROPOSITIONS DANS LE DÉBAT PUBLIC, LES CADRES INSTITUTIONNELS ETC.

France:

C'est le point faible des P'actes Européens. Si on repasse le film de notre histoire, nous verrons que nous avons été « de la base au sommet ». Du local à l'international. En passant par l'Europe où nous avons été reconnus. Je mets la moyenne parce que les programmes européens que nous avons construits, et en particulier le dernier, ont montré que notre démarche, en particulier «ancrage territorial et participation démocratique », et son lien avec « le voyage apprenant », était pertinente et « productive ». Elle est bien reprise un peu partout maintenant. Sans être élitiste, quoiqu'il faudrait analyser un peu plus finement notre isolement, nous n'étions pas nombreux. Trop dur, trop dur ? Nous avions tous les éléments en main, sauf celui de prendre en marche le nouveau cadre dans leguel évolue l'économie sociale et solidaire. Cela a été certainement un choix que nous n'avons pas fait, consciemment (au sens où nous ne l'avons pas opposé à un autre: ex Agence de Voyage), mais nous sommes restés sur nos valeurs de base. Une crainte du marché ? D'une gestion facilitée par la subvention. On n'agit pas de la même manière, même s'il faut produire une réponse de qualité comme nous l'avons fait, devant un donneur d'ordre qui subventionne et un financeur qu'il faut aller chercher. L'appel a projets et les concurrents. Et c'est cela qui est entrain de se généraliser. Sans prestations...c'est le problème que nous rencontrons au CRGE, que nous allons fiscaliser au 1er janvier, puisque les rentrées se font maintenant à 40% par les prestations. Les résultats des P'Actes sont utiles pour définir une association type qui serait 50/50 ; 50 intérêt général/public 50 prestations/privé.

Caroline:

Nous sommes arrivés trop tard dans l'histoire des PACTES pour pouvoir nous prononcer sur ce sujet. D'après ce que nous avons pu voir, il y a eu un réel apport des PACTES dans le débat public et politique dans le passé (en particulier entre 2009 et 2013). Peu (de ce que nous avons cru percevoir) depuis notre arrivée dans le collectif.

Priscila:

En me reportant à la durée de ma permanence dans les P'Actes, le réseau a introduit des thèmes et des propositions dans des espaces de débat et de prise de décision importants, à Bruxelles (structure européenne), à Toulouse (forum d'organisations régionales), et Martine a travaille selon la méthodologie des VA avec des groupes universitaires.

Alan et Patrick: We feel that this is an area in the UK that was lacking. There is not much understanding of SSE in the UK at the moment and it is often ignored in debates around social and community enterprise

Roger: dans le débat public, certainement

Günther Lorenz: We cannot really estimate which effect internationally was created. Therewere too few debates and evaluation of the effects which the good practice examples can provide in other local / regional contexts. The presentation of PACTES at the international FIESS forum in Montreal may have made an impact internationally.

Question n°4 : Pour finir, que retiendrez-vous de votre participation aux P'actes Européens

Souhaitez-vous conserver des relations à l'avenir: Si oui, pour partager ou faire quoi ?

France: Globalement, très heureux d'avoir pu rencontrer des personnes si différentes, si riches, pour construire ce parcours à la fois de dépassement individuel et d'enrichissement collectif. Saluer aussi la FPH qui elle aussi n'a pas fait que financer le projet. Nous avons eu des échanges profonds avec Pierre et Matthieu. Même si je pense que le décrochage n'a pas été réussi, dans le sens où nous le souhaitions. Il y là matière à débat. C'est un débat « local » que l'on retrouvera bientôt au niveau national, lorsque l'on fera le constat qu'une loi, fût-elle de l'économie sociale, ne peut donner que ce qu'elle peut.

Comme nous l'avons défini à notre dernière assemblée générale. Garder des liens, réactiver le réseau aux besoins, rester dans l'esprit des origines. Faire fonctionner le Voyage Apprenant.

Caroline: Pour nous, les PACTES auront d'abord été une expérience humaine, au sens où nous n'avons pas eu la chance de participer au cycle de rencontres GRUNDTVIG, et donc de découvrir les projets et d'interroger les manières de faire des praticiens de l'économie solidaire dans les différents pays partenaires. Nous sommes arrivés à une période de transition, puis de crise pour les PACTES, et pourtant nous avons pu apprécier la richesse du collectif, la bienveillance de chacun de ses membres à l'égard des autres, la compétence de chacun et son désir de partager son expérience et ses résultats, au service du collectif et du bien commun. C'est une belle leçon de vie.

Les PACTES nous ont également aidé à prendre du recul sur certaines de nos pratiques, à mieux concevoir nos limites, nos marges de progression, nos points d'efforts. Ces membres nous ont conforté dans certains de nos choix stratégiques et nous ont permis d'accéder à de nouveaux outils méthodologiques (grille d'évaluation, Observation Bienveillante et Critique). Ces outils, nous continuons à les utiliser et nous aurons à cœur de les partager avec d'autres.

C'est enfin grâce aux PACTES que nous sommes arrivés en Algarve et dans l'Aude. Deux espaces dans lesquels nous allons continuer à bâtir. Nous développerons également très vraisemblablement des voyages communs en Europe avec La Ruche. Finalement, l'histoire ne fait que commencer...

Nous retiendrons également qu'un projet commun est absolument nécessaire pour faire vivre un collectif, et qu'il ne faut pas trop attendre pour agir. A défaut de quoi, il s'épuise, se fragilise, puis se dissout par la force des choses.

Oui, nous souhaitons conserver des relations à l'avenir: Pour partager.faire quoi?

1/ Développement de Voyages Apprenants, en France et en Europe

Nous développons actuellement notre offre de Voyages Apprenants dans la Haute-Vallée de l'Aude (France), en Algarve (Portugal), en Grèce et en Sicile (Italie), à destination de différents publics (jeunes, étudiants, personnes « en transition », seniors...). Ces Voyages permettront d'alimenter le travail de recherche-action sur les questions d'innovation sociale et de coopération mené par les PACTES. Nous travaillons également à la création d'un «guide méthodologique» qui permettrait à d'autres structures en France et en Europe de se saisir de l'outil « Voyage en Hétérotopie » pour développer à leur tour des voyages apprenants de qualité, à des fins de transformation sociale.

Nous partagerons volontiers avec les membres des PACTES nos nouvelles relations et l'ensemble des résultats de nos travaux.

2/ Organisation de séminaires européens sur des questions transversales

Nous continuerons d'organiser des rencontres européennes dans le but de partager de bonnes

pratiques (approches, outils, méthodologies) et de trouver des solutions à des problèmes communs. En 2017/2018, nous nous concentrerons vraisemblablement sur 2 thèmes :

- la Coopération (comment travailler en groupe / en réseau / avec des acteurs d'autres champs disciplinaires, entreprendre collectivement, faire du groupe une force et non une contrainte...);
- la promotion du dialogue social et interculturel.

Nous convierons avec plaisir d'anciens membres des PACTES à ces rencontres, en tant qu'intervenants ou que participants, selon les cas. Nous partagerons également le résultat de nos travaux.

3/ Voyages Apprenants à destination des Etudiants

Nous serions très intéressés de poursuivre l'action engagée auprès des étudiants de l'UHA, et de développer ce type d'action auprès d'autres universités et centres de formation universitaires / d'enseignement supérieur.

4/ Recherche-action sur l'innovation sociale

Considérant enfin que le patrimoine des PACTES est très peu mis en valeur au regard de son potentiel, nous souhaiterions contribuer à sa diffusion à une échelle locale et européenne, à travers notamment notre site (espace Médiathèque), la Plateforme des Initiatives Citoyennes (en cours de création) et notre réseau de partenaires en Europe.

Alan et Patrick: Meeting other people; visiting and learning from other projects; sharing experiences and approaches. Would you like to maintain contact in the future? If so, what would you like to share/do? Yes. If an appropriate project or programme starts and develops we would like to be part of it if we are in a position to contribute and forge links between EU country based projects and similar ones in the UK.We feel the most useful role for us in the future is facilitating links with PACT's members and similar organisations in the UK

Priscila : J'ai découvert un groupe de personnes qui essayaient d'écouter en toute ouverture, de mettre à disposition leurs acquis et d'aider à leur appropriation, de réfléchir et de produire des réponses en collectif, de chercher les moyens pour faire (et refaire) chemin ensemble.

Would you like to maintain contact in the future? If so, what would you like to share/do?: J'aimerais bien, même si parfois cela s'avère difficile.

Roger : cette démarche est intéressante à développer dans la mesure où elle relie en permanence réflexion et expérimentation

Souhaitez-vous conserver des relations à l'avenir: OUI. Si oui, pour s'appuyer sur des principes, des méthodes de communication qu'il s'agira d'affiner.

Günther Lorenz: No special highlight but interesting meetings with interesting people. The contacts with FIESS and GSEF and RIPESS were of high interest for us.

Would you like to maintain contact in the future? If so, what would you like to share/do? If there are people in the PACT'S Network who want to develop projects on the SSE and social enterprises, we are ready to cooperate.

Annexe n°2: « Grille du pacte local - 2001»

Pactes Locaux

Un Pacte Local est une dynamique, un processus avec un système de relations qui porte une action

A – LES COMPOSANTES

Les composantes sont les éléments structurels du Pacte Local.

Elles sont la réponse à la question : Qu'y a-t il dans un Pacte Local?

Métaphore culinaire : Les composantes sont les ingrédients d'une recette.

1 - L'origine concertée

Toute personne peut s'autoriser à initier un Pacte Local.

Le *Pacte Local* existe à partir du moment où il y a concertation et engagement contractualisé. Le *contrat* peut revêtir plusieurs formes et contenir plusieurs éléments : les objectifs, la mise en œuvre et les modalités d'évaluation. On parle par exemple de "diagnostic partagé constamment ré-apprécié".

2 -La nature de l'enjeu

Le *Pacte Local* recherche davantage de cohésion sociale, de solidarité, de participation démocratique et d'échanges entre les sphères économiques, sociales, culturelles, politiques et environnementales.

Il se fonde sur des valeurs partagées : la solidarité, la convivialité, le lien social.

Il accorde une importance essentielle à l'action concrète. On parle d'" expérimentations probantes ".

3 - Un ancrage sur un territoire

Un Pacte Local est ouvert, relié et connu.

Le territoire peut se définir par la capacité à faire des choses ensemble à partir des ressources disponibles.

En référence à ses valeurs, le *Pacte Local* répond aux besoins et aux ambitions du territoire dans une volonté de cohérence entre les acteurs, les actions et les échelons territoriaux.

4 - La présence de capacités à...

Tout au long de son existence, le Pacte Local repose sur la présence de capacités à :

- Se saisir des opportunités
- Communiquer
- Mettre en synergie des compétences
- Faire passer d'une prise de conscience individuelle à une prise de conscience collective
- Prendre le risque de lancer la dynamique
- Mailler
- Prendre des initiatives.

5 - Une démarche participative et concertée

Un Pacte Local

- Privilégie les solutions qui s'appuient sur des coopérations autant qu'elles les permettent
- Accepte le conflit en positivant les divergences pour qu'elles servent le bien commun
- S'articule avec les politiques locales
- Articule l'interne avec l'externe
- Installe une parité de parole et d'écoute entre tous les acteurs
- Produit de l'estime mutuelle.

B - LA METHODE

La méthode est l'aspect fonctionnel. Elle répond à la question : Comment les composantes se relient-elles ? Métaphore culinaire : c'est la réalisation de la recette.

Le Pacte Local aborde la situation sous tous les angles avec :

- Une attention à la qualité des relations interpersonnelles
- Un esprit de recherche-action
- Un diagnostic de l'existant et des énergies disponibles
- Des niveaux d'implication clairement identifiés.

Le Pacte Local construit une stratégie évolutive garantissant la pérennité du processus

Le Pacte Local est une démarche visant à associer :

- À minima les personnes concernées

- D'autres catégories d'acteurs du territoire : les élus, les institutions, le secteur économique (particulièrement PME et PMI), le secteur associatif, des personnes ressources dont les compétences sont complémentaires
- Et de façon optimale, le plus grand nombre.

Le *Pacte Local* se soucie de produire son auto-évaluation permanente.

C - LES EFFETS

Les effets du Pacte Local dépassent les résultats recherchés.

Métaphore culinaire : La recette est bonne, elle donne envie d'être partagée, utilisée, adaptée. Chacun développe son propre tour de main.

La mise en œuvre du Pacte Local produit :

- Une capacité à faire évoluer les acteurs
- Une remise en question, à travers des actions significatives :
 - Des systèmes relationnels,
 - Du fonctionnement des institutions,
 - Du sens commun (culture locale...), du consensus...
 - Un développement des ressources de chacun
 - Une volonté de capitaliser, de transmettre les expériences, les apprentissages et la culture.

Le Pacte Local est à la recherche de ...

(Capitalisation collective 2001)

ANNEXE N°3: « CAPITALISATION LUX'09 »

fph | Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme



...L'expérience forme et prend forme, du local à l'Europe en passant par Luxembourg

Document élaboré et présenté par les Pactes Locaux pour LUX'09















L'EXPÉRIENCE FORME ET PREND FORME

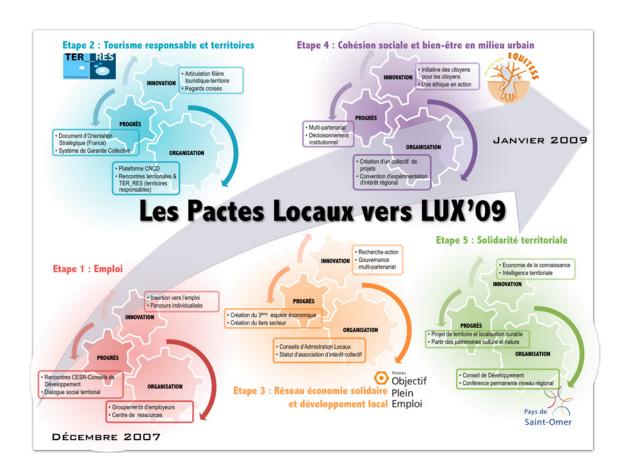
Ce document est issu du projet collectif de préparation de la 4ème rencontre sur la Globalisation de la Solidarité à travers la tenue d'un atelier sur le thème « **Participation démocratique et ancrage territorial** ». Le projet s'intitule LUX'09, du 22 au 25 avril 2009 au Luxembourg. L'Institut Européen de l'Economie Sociale et Solidaire (INESS) est en charge de l'organisation. Un groupe de travail, conduit par les Pactes Locaux, a animé le relais national en France et au Luxembourg, avec une ouverture sur le restant de l'Europe et le monde.

Cinq rencontres, dites « Etapes Régionales », ont eu lieu pour préparer le forum :

- 1. Etape Régionale 1 : Le projet collectif, déclinaison en Poitou-Chartentes du thème Participation démocratique et ancrage territorial pour le travail et l'emploi, Poitiers, 13 et 14 décembre 2007
- 2. Étape Régionale 2 : Le tourisme responsable, laboratoire d'une économie territoriale plus solidaire, coopérative et culturelle, Auvergne, Clermont-Ferrand, Lempdes, 27 et 28 Mai 2008
- 3. Etape Régionale 3 : Le modèle luxembourgeois : « Objectif Plein Emploi » un réseau de développement local et d'économie solidaire, Luxembourg, 18 et 19 juin 2008
- 4. Etape Régionale 4 : Comment les habitants s'organisent-ils collectivement pour initier de nouvelles pratiques socio-économiques répondant à leurs besoins et contribuant au mieux vivre ensemble? Île-de-France, Fontenay-sous-bois, 18 et 19 novembre 2008
- Etape Régionale 5 : Métropolisation et territoires adjacents solidarité et économies associées -, Nord-Pas-De-Calais, Saint-Omer, 09 et 10 janvier 2009

Une trame de capitalisation de ces cinq étapes régionales, élaborée à partir du texte de cadrage de LUX'09, a été préparée :

- 1. Quelle économie l'action a-t-elle ou peut-elle générer ?
- 2. Comment l'action a t-elle augmenté la prise de pouvoir et la responsabilité dans les solutions mises en oeuvre?
- 3. Quelles articulations l'action a-t-elle utilisées ou produites pour réussir des percées ?
- 4. Qu'est ce qui a permis à certaines dynamiques d'obtenir une pérennité et d'engendrer sur un territoire des modes de faire durables ? Quelles leçons pour les multiplier à l'avenir ?



PARTIE 1 : LE PROCESSUS

Faire plateforme pour changer d'échelles - Martine Théveniaut

La plateforme de travail européenne animée par les Pactes Locaux est associée à la préparation du Forum Lux'09. Elle a souhaité apporter une contribution en adoptant un point de vue transversal : <u>la participation démocratique et l'ancrage territorial pour une autre économie</u>. Entre l'automne 2007 et avril 2009, la plateforme a conduit une démarche de capitalisation en se rendant dans cinq régions, en France et au Luxembourg, pour alimenter un débat public avec les personnes et les structures organisatrices. Chaque étape a identifié les réponses apportées, ou à imaginer, à quelques grandes problématiques territoriales : emploi et territoire, tourisme et territoire, tiers secteur, revitalisation d'un quartier urbain, solidarités entre rural/urbain. Avec une même grille de lecture (partie 2) et un même format d'animation - j'illustre, je débats, je propose -, l'objectif était de tirer des enseignements des démarches collectives présentées et puis de les mettre dans la perspective de stratégies de changement possibles, depuis le Local et le Territorial jusqu'au National, l'Europe et l'International.

Le fonctionnement en plateforme a été conçu comme une expérimentation de pertinence et d'efficacité dans un objectif d'essaimage ultérieur. Les principales caractéristiques de cette expérimentation sont :

- La définition préalable de règles de fonctionnement et d'ouverture à toute personne volontaire sous condition d'engagement à contribuer activement ;
- Un programme d'activité et un calendrier pour tenir le cap, du lancement jusqu'à Lux'09;
- Une alternance entre rencontres régionales (les cinq étapes) et des rencontres intermédiaires, nationales, pour faire le point sur les acquis, accueillir de nouvelles initiatives et aborder des questions de fond comme les finalités et les conditions des stratégies de changement ;
- La perspective d'un « après Lux'09 », annoncée dès le lancement, pour nourrir un double mouvement : une proposition européenne d'une part et, d'autre part, un retour au terrain remettant en jeu les avancées.

L'émergence collective de « territoires acteurs » est engagée. La plateforme de travail européenne s'y trouve associée, forte d'une conviction forgée lors des étapes régionales : pour transformer l'action publique et concilier économie endogène et exogène, mieux vaut partir des réalités et des ressources des territoires que des institutions. Comment ?

L'origine : ce sont souvent des échanges fondés sur la confiance et l'expérience des promoteurs d'expériences territoriales.

L'entrée : partir des réalités permet de comparer et consolider des enseignements intelligibles, sans gommer les singularités, mais, tout au contraire, en les valorisant.

La durée : tous les obstacles ne sont pas abolis par la réussite des cycles d'innovation territoriale, d'une échelle de temps de l'ordre d'une génération.

Les échelles : pour passer du prototype à la petite série, le dialogue entre acteurs et théoriciens est indispensable pour imaginer un avenir désirable et inscrire les avancées dans une prospective et une stratégie de changement systémique.

L'acteur collectif: la mise en commun de « portefeuilles de relations » a permis la combinaison de participations de personnalités de niveaux de responsabilité, de sensibilités, et de centres d'intérêt fort différents : citoyens innovateurs, chercheurs, élus, entrepreneurs, responsables publics. Sans renoncer à leur éthique, leur volonté tenace d'accompagner les mutations les met aujourd'hui en situation de s'accorder pour proposer des voies de progrès.

La condition : pour passer d'un système de compétences séparées à un système de responsabilités partagées et transposer des acquis singuliers dans des modes de faire durables, il faut concrétiser une subsidiarité active, c'est-à-dire une approche qui « autorise » plus qu'elle n'étouffe l'ingéniosité par une logique gestionnaire.

Les outils : ce sont par exemple l'organisation du débat public pour inscrire une question nouvelle dans l'espace public, la négociation, la loi quand elle facilite l'émergence, la généralisation quand elle préserve l'innovation des procédures d'application, des mandats clairs et transparents et, enfin, une expérimentation sociale à des échelles permettant la comparaison et le passage au *mainstreaming*.

La taille modeste de la plateforme a favorisé son pouvoir de convocation, ainsi que l'appui constant de la FPH. Elle a expérimenté des processus de convergence en se rendant utile et parce qu'elle faisait sens pour chacun. Comme pour les nouveaux acteurs sociaux collectifs, ses caractéristiques sont la qualité de la participation de ses membres, la continuité de l'animation du groupe, le partage de références, une rigueur et un professionnalisme. Elle n'a pas vocation à devenir une structure, mais plutôt à construire des conditions de rapprochements sur un socle de valeurs à traduire le plus largement possible dans les faits. Ces formes sont à préciser après Lux'00, puis à réunir.

PARTIE 2: LE CONTENU

L'apport des cinq étapes régionales : des faits et des analyses qui fondent les propositions - Alain Laurent

LES RÉSULTATS, LES EFFETS, LES EFFORTS : Quelle économie l'action a-t-elle ou peut-elle générer ?

Une démarche qui produit bien au-delà de l'économie marchande et de l'économie publique

La « nouvelle économie » est un projet politique, celui des « affaires de la cité ». Il est fondé sur un socle de valeurs (la personne, une finalité autre que le lucre, les générations futures, une vision politique de la démocratie etc.) et concerne l'économie marchande, l'économie publique et une économie mixte, ou plurielle, dite « tiers secteur ». Ses produits concrets sont réels - emplois, chiffres d'affaire, produits et biens de consommation etc. -, à dominante de services plus que de production l. Mais sa vraie valeur ajoutée se traduit davantage dans des démarches d'intelligence collective et de renforcement des compétences dans des projets communs et partagés.

Elle est plurielle - pluralité des individus, des logiques d'action, des intérêts et des problèmes - car elle part des réalités multidimensionnelles des personnes et des territoires. De ce fait, elle décloisonne les approches pour recomposer des réponses viables qui, de plus, peuvent faire levier, créer de l'organisation et différencier les échelles spatiales et temporelles. Sans oublier les problématiques lourdes du développement durable et du maintien de la diversité culturelle, sociale et biologique.

Une démarche qui produit du sens par le décloisonnement et une mise en cohérence

L'investigation et l'approche transversale des besoins permettent d'articuler les problèmes, les causes et les actions, qu'elles soient individuelles, de projet ou collectives. Le décloisonnement, facteur de transversalité et de polyvalence des réponses, est au cœur du projet de la nouvelle économie. Il découle de questions de société majeures qu'elle intègre dans son propos, telles que la parité Homme/Femme, le dialogue social territorial, la justice sociale, la gestion équitable et durable des ressources (l'eau, l'énergie etc.), l'équité des rapports commerciaux à toutes les échelles, le dialogue des cultures etc. A travers des outils importants comme les Pays (le projet) et les Conseils de Développement (les acteurs) elle donne du sens à tout un chacun. Ce sens partagé génère de la pertinence, de la cohérence, de l'efficacité.

LA MANIÈRE DE FAIRE : Comment a t-elle augmenté le pouvoir d'action et la responsabilité des différents acteurs dans les solutions mises en œuvre ?

Une démarche plus responsable fondée sur les compétences

Le pouvoir d'agir procède d'une capacité à dégager et investir des marges de progrès multiples dans les rôles, les fonctions, les pratiques et les métiers mais aussi dans les agencements, les règles du jeu, la coordination. Pour cela, il faut produire des compétences individuelles qui s'étoffent, une compétence collective qui progresse, et des dispositifs qui transfèrent et essaiment. La priorité est d'acquérir le savoir-faire nécessaire au passage vers le « plus » et le « mieux » collectif, c'est à dire apprendre à faire ensemble dans une approche territoriale.

Une démarche plus endogène grâce à la logique remontante et la prise en compte des temporalités

Un triple mouvement caractérise des cycles d'innovation dont le pas de temps est au moins la décennie, voire la génération.

- Un mouvement « du bas vers le haut » part des réalités du terrain et s'initie dans la création d'espaces publics autonomes et la mise en débat. L'apport de compétences accompagne l'analyse et la prise en compte des rythmes, des calendriers et des jalons de réalisation.
- Un mouvement jumeau « du haut vers le bas » territorialise, décentralise et recycle des politiques publiques, des régulations mais aussi des externalités choisies ou subies. Les acteurs de la nouvelle économie se saisissent de ces moments (un Livre Vert par exemple) pour ajuster et augmenter leurs capacités.
- Un dernier mouvement articule les temps longs et courts, ceux de l'investissement immatériel, des relations, de la co-construction et de l'organisation à ceux des urgences, des besoins ou des procédures.

L'ORGANISATION : Sur quelles coopérations entre acteurs, quelles articulations entre échelles de gouvernance, la dynamique territoriale s'est-elle appuyée pour obtenir des succès ?

¹ L'ÉVALUATION ET LES RÉSULTATS, EN TERME D'EMPLOIS, DE DÉVELOPPEMENT LOCAL, D'ÉCONOMIE ERC.,RECEUILLIS PENDANT LES RENCONTRES RÉGIONALES, SONT REGROUPÉS DANS UN DOCUMENT TIRÉ À PART ET DISPONIBLE. ILS SERONT EXPOSÉS, PAR LES ACTEURS EUX-MÊMES DANS L'ATELIER « PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE ET ANCRAGE TERRITORIAL »

Une démarche qui organise des articulations verticales (le millefeuille) et horizontales (la mosaïque)

La nouvelle économie, cas par cas, pense et traite toutes les articulations verticales nécessaires, depuis les personnes et les systèmes d'action locaux jusqu'à l'échelle internationale. Ce sont autant de segments de coopérations à raccorder pour organiser des réponses rapidement opérationnelles - un projet, une organisation - mais également qui construisent les conditions d'une participation réelle au monde. Pour le changer. Mais elle cherche aussi, et surtout, à infléchir les modes de décision et de régulation verticaux par l'horizontalité territoriale. Cette approche spécifique recompose un tissu social, articule filières et territoire, invente la co-responsabilité, augmente la pertinence et fait de la solidarité autre chose qu'une incantation : une pratique naturelle, une évidence.

LES ENSEIGNEMENTS : Qu'est ce qui a permis à certaines dynamiques d'obtenir une pérennité et d'engendrer sur un territoire des modes de faire durables ? Quelles leçons pour les multiplier à l'avenir ?

Un potentiel de clarification, mobilisation, articulation et organisation des coopérations et des partenariats

La nouvelle économie, d'une manière générale, s'attache à clarifier les problématiques et donc le sens de l'action. Car les situations de départ, à l'analyse, se révèlent à chaque fois complexes. Sur la base des besoins et des problèmes, l'analyse déconstruit la complexité pour dégager des lignes de force.

Une participation ouverte permet la concertation et les processus d'apprentissage collectif. Le point de départ est la demande, les besoins, les attentes. Ils s'inscrivent dans un contexte institutionnel, social, culturel, économique et environnemental qu'il faut connaître et comprendre. Les actions sont donc à articuler, tout comme les partenaires à travers leurs engagements dans un jeu commun de réciprocité, et leurs statuts et mandats, qui doivent évoluer en conséquence (exemple : un mandat municipal « habitat et développement durable des quartiers »). L'action générique d'animation est fondamentale pour garantir les espaces de dialogue et de participation active.

Les échéances immédiates n'occultent pas les horizons lointains exigés par les temps d'investissements immatériels qui installent confiance et conditions d'évolution. C'est pourquoi les dispositifs outillés et auto- et co-financés dans la durée - réseaux, collectifs, plateforme, conseils etc. - sont aussi indispensables que les politiques publiques, qui régulent et soutiennent, et que les projets, qui réparent, concrétisent et préviennent.

En fin de compte, la nouvelle économie est une économie de la connaissance. La pédagogie et des stratégies de communication et de diffusion adaptées aux différentes cultures des partenaires en permettent l'appropriation. En découlent une créativité, de l'innovation, mais aussi une plus grande capacité à évaluer pour se rendre compte, rendre compte et se (re)motiver. L'évaluation, de ce point de vue, est non seulement l'outil d'une politique de la preuve mais aussi le point de départ de nouvelles organisations et de nouveaux partages. Le triptyque connaître-comprendre-agir (j'illustre, je débats, je propose) est donc le carburant d'une machine à gagner de la crédibilité et donc des moyens d'action. L'espace public et le débat citoyen en sont le moteur.

Mais une difficulté à maintenir une éthique, concilier complexité et simplicité, accompagner, partager les efforts, organiser de nouvelles responsabilités.

Les capacités de « l'entreprendre autrement » sont avérées, prouvées. Mais elles sont encore isolées, marginales, faiblement synergiques entre projets, parfois sous-utilisées et souvent pas assez reconnues.

La nouvelle économie assume la production et la gestion de biens ou de capitaux communs - pratiques, connaissances, compétences, cultures etc. -. Mais le partage de son socle de valeurs est insuffisant : tous les acteurs partenaires ne jouent pas leur partition d'une manière éthique et responsable.

Elle est aussi en capacité d'envisager la complexité, notamment territoriale. Mais cette compétence systémique est encore insuffisante en théorie et en pratique. C'est aussi le cas pour la co-production de la nouvelle gouvernance multi-acteurs et de la construction de solutions « les casquettes au vestiaire » : cette fonction spécifique d'animation est au cœur du multipartenariat et du multibord et fait la richesse d'un débat et des solutions. C'est la force de la nouvelle économie. Mais c'est aussi sa faiblesse. Car elle n'est ni suffisamment reconnue ni suffisamment financée ni suffisamment outillée pour « impacter » les systèmes globaux.

De la même manière que pour l'éthique, l'effort monétaire et non monétaire (le bénévolat, le temps concédé) n'est pas homogène. Les autorités publiques, en premier lieu territoriales, doivent s'impliquer mais aussi soutenir, valoriser, respecter et garantir des espaces et des temps de débat public et d'élaboration de projets co-construits et portés collectivement.

Les partenariats, notamment territoriaux, impliquent décloisonnements, échanges, mutualisation, dialogue (civil, social, social territorial), vision croisée, partage, coopération et contractualisation. Ils réclament des moyens, une méthodologie, des temps spécifiques. Bref une accréditation, qui manque. Ce déficit se retrouve aussi pour trois autres habiletés majeures : une « science des interfaces et des statuts », à construire, une « culture de l'évaluation », à renforcer, et « une aptitude à communiquer simplement », à développer impérativement !

PARTIE 3: LES PROPOSITIONS

Les actions impératives à mener pour décloisonner et amplifier le potentiel de la nouvelle économie

Les propositions sont issues d'un travail de capitalisation d'une année et demi mené mené par l'association des Pactes Locaux sur la base d'expériences, projets et situations présentées à analysées en France et à Luxembourg. 5 rencontres régionales ont permis d'analyser 5 thématiques - emploi, tourisme, développement local, développement urbain, coopération inter-terriroriale - sous l'angle terrirorial, à travers la participation de plus de 200 personnes, une quinzaine de contributions et les actions et réalisations de 30 structures, entités ou organismes associatifs, institutionnels ou privés.

REMETTRE L'ECONOMIE DANS LE <u>BON SENS</u>

- 1. Partir des acteurs de terrain et de la réalité concrète, des besoins, des aspirations et des ressources humaines d'inventivité plutôt que de partir des institutions, des logiques de pouvoir et des visions fragmentées et orientées.
- 2. Déclarer que l'autre économie est une économie de la coresponsabilité : quelle est ma responsabilité dans l'économie, la société, la culture et la nature ? et comment je peux relier ces grands domaines entre eux et avec ma vie personnelle ?

...EN APPLIQUANT DES PRINCIPES FORTS

- 1. Construire à partir d'un socle de valeurs respect, écoute, partage, justice, diversité et placer l'humain et la société au cœur du projet (la politique) et des projets (l'action).
- 2. Faire le pari, sans risque, de l'intelligence collective, dont la valeur ajoutée est l'émancipation des personnes, la créativité et l'innovation, garanties anti-exclusion. Ce sont aussi des ressources renouvelables.
- 3. Adopter une approche globale pour relier, inclure et valoriser la diversité, grâce aux valeurs sociales et culturelles du « faire ensemble » et à une approche territoriale qui croise filières de consommation et de production, transversalités (équité sociale, patrimoines, capacités etc.) et dynamiques générales.
- 4. **Donner vie au principe de subsidiarité active**, fondé sur un processus de mobilisation, l'adhésion à un projet, une coopération et une organisation qui mettent en discussion les règles du jeu et donc les statuts et les mandats.
- 5. **Voir large et loin et agir ici et maintenant** car satisfaire les besoins matériels et immatériels vitaux n'exempte pas de penser aux racines d'un développement humain endogène, maîtrisé et partagé.
- 6. **Mener une politique de la preuve**, par l'analyse rigoureuse d'une part des conditions d'émergence, d'existence, d'extension et d'essaimage des projets singuliers et d'autre part des résultats et effets de toutes natures.
- 7. Accompagner l'ensemble d'une politique de communication, de vulgarisation, de pédagogie, en trouvant les codes de communication d'une information juste, plurielle, non réductrice, mais adaptée et accessible à tous publics. Il est essentiel que les enjeux soient valablement considérés sur le long terme pour que les curseurs évoluent.

...ET POUR CELA, EN CREER LES CONDITIONS INDISPENSABLES

- 1. Construire des réseaux efficaces en développant des portefeuilles d'alliances pour créer et investir des espaces publics autonomes révélateurs de sens, source de recomposition et de conditionnalité démocratique.
- 2. **Construire une nouvelle richesse sociale** à travers des connaissances et des valeurs partagées, un renforcement des compétences et l'usage de tous les mécanismes d'action possibles (leviers fiscaux et économiques, règles, pratiques, lois, stratégies de communication, formation etc.).
 - Développer une compétence de diagnostic partagé sur une base territoriale a/ de négociation d'accords entre acteurs du territoire puis à d'autres échelles, b/ de conduite de projet, c/ de compréhension des cycles évaluation-capitalisation-augmentation de compétences-changement d'échelles.
 - Développer des « écoles de l'organisation hors les murs», sur le terrain, en fertilisant la formation académique disciplinaire par une formation-action en immersion dans les projets de la nouvelle économie.
- 3. **Promouvoir une science des interfaces et des statuts** pour penser les complémentarités et changer la nature des relations partenariales.
 - Rendre compte de la réalité du passage essentiel « d'un collectif d'acteurs à l'acteur collectif » par la création d'un observatoire des engagements et de leurs conditions de réalisation.
 - Développer les outils de connaissance, d'expérimentation, de capacitation et de diffusion des inventions organisationnelles (le multi-partenariat) issues d'une approche globale de la responsabilité
- 4. **Dégager des moyens pour une animation et une capacitation pérennes** car les partenariats réclament des ressources, une méthodologie, des temps spécifiques, une adaptation aux contextes et aux objectifs et une reconnaissance *de facto* et *de jure*.
 - Pour la puissance publique : s'impliquer mais aussi soutenir, valoriser, respecter et garantir une fonction, des espaces et des temps d'animation, qui vont du débat public à l'élaboration de projets co-construits et portés collectivement.
- 5. Créer une culture de l'évaluation qui rétablisse l'équilibre entre le qualitatif-immatériel et le quantitatif-matériel et qui permette à la fois une politique de la preuve et des trajectoires de participation, d'apprentissage et de co-construction.
 - Faire progresser, de manière spécifique et à travers des évènements communs (un séminaire un colloque), une fonction d'évaluation pour créer des outils et des modes d'emplois nouveaux (les indicateurs, les « bonnes pratiques », les conditionalités évoquées précedemment) également utiles pour jauger et juger, dans les faits, des évolutions de l'économie marchande à travers ses outils type RSE, ses nouveaux modèles organisationnels et économiques et ses relations avec les territoires où elle est localisée.
- **6.** Considérer Lux'09 comme un tremplin, c'est à dire une opportunité d'exprimer, mais aussi d'installer des relations formelles et informelles d'entraide.
 - Pour les Pactes Locaux : remise en débat public des conclusions, retour aux territoires, premiers pas concrets dans des jumelages solidaires et poursuite de la construction des convergences autour de la vision de la nouvelle économie et des démarches apprenantes qui la caractérise.

Annexe n°4: « Synthèse prépapartion Manilla'13 »

<FR > Synthèse générale des débats préparatoires Manila'13 Thème n°2 « Les expériences de l'ESS dans les territoires »

Constat : La globalisation économique et la mondialisation des échanges sociaux posent des problèmes inédits :

Au quotidien, les individus ont perdu la maîtrise des choix qui déterminent leurs existences. Par choix et par nécessité, ils redécouvrent l'entraide directe et la coopération dans un monde dont les ressources sont limitées.

À l'échelle mondiale,les dégâts de la globalisation économique s'accumulent, menacent l'avenir des générations futures et la planète elle-même. Ni les Etats, ni les multinationales ne sont à même de définir des régulations appropriées et encore moins de les faire respecter.

Et il n'existe pas encore de force indépendante dans la société pour mettre en place et contrôler le respect de règles communes, démocratiquement validées.

1. Combiner deux exigences pour réussir à changer de cap

Réaliser la justice sociale et économique pour tous reste la finalité ultime et la première exigence. Comprendre les interdépendances globales est devenu indispensable pour atteindre cette finalité. Car plus personne, où qu'il habite, n'est à l'abri des impacts des décisions ou de l'inaction d'autrui dans le monde globalisé. Pour changer de cap, il faut donc s'inscrire délibérément dans la transformation des grands enjeux planétaires. La prise du pouvoir d'état n'est pas la recette miracle. Le tandem Etat - Marché fait partie du problème à résoudre.

L'expérience apprend que Local et le Global sont interdépendants, mais c'est dans leur ancrage territorial que des réponses deviennent opérationnelles, à la fois très complexes et très concrètes.

2. Pour accélérer le changement d'échelles des solutions, mieux vaut partir de l'inventivité, de la réalité et des ressources plutôt que tout attendre des institutions.

En prenant leur vie en mains, des individus concrets ont créé les espaces collectifs nécessaires à leur organisation. Ancrées dans les réalités, leurs démarches pour « faire pacte » sont locales. Des exemples en témoignent dans le monde entier. Mais que l'on ne s'y trompe pas, leurs intentions ne sont pas seulement réparatrices, elles sont dynamiques, reliées et transformatrices. Ces démarches citoyennes anticipent des modes d'organisation et des dispositifs institutionnels et s'inscrivent de plain pied dans le projet d'un développement soutenable.

Mutualiser et communiquer les enseignements des pratiques renouvelle peu à peu les fondamentaux de l'action collective. Ensemble, ces démarches accréditent la pertinence de formes économiques alternatives aux modèles étatique et capitaliste.

Oui, à côté de la gestion, soit par des droits de propriété individuels, soit par l'état, il peut exister un troisième cadre institutionnel efficace dans lequel des communautés ou des collectivités organisées peuvent gérer collectivement des biens communs.

Oui, ces réalisations renouvellent l'imaginaire collectif de ce qui est désirable - notamment pour la jeunesse - exemples à l'appui.

Oui, le dire et le faire sont indispensables l'un à l'autre pour changer de cap. La route sera longue...

3. Penser territorial-relié prépare la gouvernance démocratique du social, de l'économique et de l'écologique

Le territoire : base géographique de l'organisationdes relations

L'« économie-monde » ne porte pas le souci des territoires dans ses stratégies de développement exogène. Lorsque le profit n'est plus là, elle s'en va, laissant terres en friches et usines polluantes. Les territoires administratifs et politiques restent globalement inscrits dans une géographie des pouvoirs hiérarchiques et sectoriels. Ceci explique les fortes résistances que rencontre l'approche territoriale des solutions. Nos sociétés n'y sont pas préparées. C'est un changement culturel.

Définition partagée du territoire dans la mondialité : un acquis commun de 4 ans d'échanges amorcés en 2007 pour préparer Lux'09 (4° rencontre du RIPESS) et poursuivis jusqu'à Manila'13, au sujet de « la participation démocratique et l'ancrage territorial de l'économie solidaire ».

« Le terme a des significations différentes, selon les cultures et les langues. Pour nous le territoire est un système d'action, à base géographique, où s'organisent des relations sociales, culturelles, économiques :

- À la base, entre des habitants qui partagent des patrimoines, un vécu et les destinées d'un même espace hérité et en devenir (natifs, adoptifs, migrants, visiteurs...);
- À différentes échelles, entre des organisations aux fonctionnalités multiples (entreprises, collectivités, états, réseaux, d'entraide, filières etc.);
- Entre ces personnes et ces organisations avec un environnement biogéographique donné,
- Et enfin entre toutes ces composantes et des ensembles plus vastes (macro) ou plus petits (micro).

Ces relations territoriales (dont les bases "locales" peuvent être différentes selon la nature de la relation interpersonnelle considérée) sont nécessairement ouvertes sur l'extérieur. Car, dans le monde d'aujourd'hui, les interdépendances se sont multipliées. La résolution de problèmes aussi concrets que l'habitat, l'alimentation, l'aménagement, les infrastructures, les services, l'emploi, l'usage raisonné des ressources naturelles, la répartition des moyens disponibles, etc. doivent tenir compte :

- des contraintes et des atouts d'une production et d'une distribution des biens et des services mondialisées :
- des insuffisances actuelles de la gouvernance internationale pour gérer, de façon équitable et efficace, les ressources naturelles et culturelles (biens communs planétaires, valeurs partagées) et les flux de toute nature de façon appropriée à la diversité des situations (écosystèmes, métropoles surpeuplées, territoires fragilisés, etc.);
- et des nouvelles articulations et formes d'organisation (institutionnelles, économiques, sociales mais aussi transversales, financières, fiscales, techniques etc.) que la gouvernance territoriale doit créer ».

L'ancrage territorial : une base concrète pour apprendre à gérer des biens communs et pour définir des responsabilités sociales partagées

La conception classique de la propriété comme droit de l'individu acquiert une tout autre dimension si l'on prend conscience de l'existence d'un droit collectif sur les biens communs. Quelles sont les conséquences d'une redéfinition des terres comme biens communs? Qu'advient-il de l'espace public s'il n'est plus possible de le privatiser à volonté? Comment garantir l'accès aux biens communs, patrimoine de l'humanité? Les répartir équitablement, alors que les territoires sont inégalement dotés de ressources? Ces questions sont à la base des principes et des conditions d'exercice de responsabilités sociales partagées, à construire.

Oui, le débat de fond concernant les biens communs, tant au plan théorique, démocratique que territorialement opérationnel est le chantier sur lequel s'expérimente, dans les faits, l'ancrage de la citoyenneté mondiale.

L'appui institutionnel : un facteur externe déterminant

Les gouvernements régionaux et nationaux ont un rôle à jouer pour pérenniser des solutions installées à l'usage. La tendance à imposer des règles uniformes ne stimule pas un développement en temps réel. Trop souvent, des localisations économiques s'imposent avec leur aval sans tenir compte des conditions de santé ou de sécurité des populations résidentes.

Dans des régimes corrompus, les problèmes de mise en place d'institutions sont encore plus difficiles car les espaces publics de discussion sont inexistants ou fragiles.

La gouvernance à multiples niveaux est loin d'être entrée dans les usages. Elle n'intègre pas la société civile au-delà de la concertation et la traite comme un acteur faible.

La légitimité citoyenne, obtenue par des habitants organisés sur une base territoriale, entre parfois en collision avec la légitimité institutionnelle des autorités publiques. Il y a là un chaînon manquant pour des partenariats beaucoup plus coopératifs, tenant compte des engagements sociaux de chacun.

Oui, le rôle des représentants des autorités publiques est à redéfinir avec des mandats clairs et des retours aux électeurs. Les débats sur le fond sur des choix qui engagent l'avenir sont à inscrire dans les processus décisionnels. Les formes de représentation doivent inclure les démarches citoyennes car elles contribuent de fait à l'économie réelle et à la gouvernance territoriale. S'en priver, c'est s'appauvrir.

4. Partir de l'économie réelle restructure l'activité et crée les emplois de demain

Une économie remise à sa place est au service de l'intérêt général, c'est à dire à la fois du bien-être, de l'autonomie et de la liberté des êtres humains, ainsi que de la restauration des écosystèmes.

Développer les entreprises du 21° siècle

Des « sociétés qui coopèrent » produisent des formes d'organisations entrepreneuriales appropriées à leurs finalités. Elles contribuent à la reconstruction de cycles économiques locaux au bénéfice des communautés concernées. Comme le forum en témoigne amplement, on assiste aujourd'hui à une démultiplication des combinaisons de ressources, monétaires, publiques ou privées, et non monétaires par l'engagement social, l'investissement immatériel volontaire, le troc, l'entraide réciproque avec ou sans argent, etc. Les buts poursuivis sont d'obtenir des réponses plus complètes et durables aux besoins essentiels, ou bien d'expérimenter une transition résolument alternative aux modèles étatique et capitaliste. Pour desserrer l'étreinte du développement exogène, ces démarches se développent à grande vitesse, en volume d'activité, en chiffres d'affaires, en nombre d'exemples recensés. 5 000 monnaies complémentaires et régionales recensées dans le monde par exemple!

L'influence conjuguée de ces inventions socioéconomiques se mesure déjà dans une érosion de l'ensemble complexe de la macroéconomie.

Oui, même mises à rude épreuve par le durcissement des impacts d'une évolution de plus en plus irresponsable, ces démarches collectives, projets, outils, organisations de marchés alternatifs débouchent aujourd'hui sur de réelles opportunités de « **faire système** » au service d'une transformation radicale et nécessaire des fondamentaux.

Prendre le chemin d'une prospérité fondée sur un développement en qualité c'est possible ...

... dès lors que l'on admet que les grands gisements d'emplois se trouveront à l'avenir dans la capacité de répondre aux besoins essentiels de la vie quotidienne avec qualité, durabilité, solidarité et proximité. Répondre à ces besoins c'est restructurer l'emploi en fonction de ces opportunités et la volonté politique de marcher dans cette direction.

Concrètement, l'activité humaine mobilise des valeurs personnelles et professionnelles dans un ancrage territorial et une histoire sociale préexistante. Penser systémique et relié à partir des situations concrètes de créations d'activités, accompagne l'adaptation des rapports au travail, freine l'érosion des emplois, aide à la constitution de nouveaux marchés, de filières territorialisées de qualité, organise des circuits courts, crée des emplois sécurisés en temps partagé, consolide l'ancrage de coordinations internationales pour promouvoir ces nouvelles solutions, etc.

Oui, une partie de l'activité humaine est d'ores et déjà «démarchandisée»

Oui, le projet collectif de soutenir, créer et relier des activités utiles à nos sociétés, sur les plans écologique, économique et social, est en train de prendre forme. Il construit, chemin faisant, les modèles économiques viables et innovants de demain.

5. S'associer pour faire sens, faire nombre et faire reculer l'arbitraire

Faire sens : Se faire les catalyseurs d'une méthode pour apprendre

Dans un contexte inédit, il faut comprendre ce que l'on a appris pour porter des propositions ensemble. Échanger et agir solidairement entre organisations qui partagent des vues similaires est devenue une priorité. Croiser les intelligences pratiques et théoriques est un processus autotransformant qui accroît le pouvoir d'action et de réplique concrète.

Mieux comprendre et mieux définir l'ancrage territorial des solidarités économiques locales et reliées est une stratégie pour réussir le basculement de prototypes confinés vers les conditions de la démocratisation en profondeur de l'économie et pour obtenir la reconnaissance politique, des moyens d'action à toutes les échelles des solutions, et transformer le cadre d'action lui-même.

Faire nombre : c'est réunir les conditions d'un consensus robuste et fédérateur pour agir ensemble entre le plus grand nombre des courants de pensée et d'action qui se reconnaissent du coopérativisme, de l'économie sociale, de l'économie solidaire, avec ceux du développement local ou communautaire durable, les mouvements de la transition et plus généralement ceux qui considèrent les coopérations comme la concrétisation de valeurs de solidarité et de citoyenneté pour faire évoluer les systèmes et sortir de la crise actuelle par le haut.

Oui, « faire pacte » c'est apprendre à devenir partenaire, se conforter mutuellement dans la légitimité et produire ensemble.

Faire reculer l'arbitraire : c'est tirer les enseignements de la mobilisation citoyenne dans la vie sociale des territoires, car elle est au fondement de tous les paliers d'une démocratie « complexe » : la gestion des problèmes du quotidien aussi bien que les conditions auxquelles se relier, de façon dynamique et différenciée, à l'économie mondialisée

Oui, à toutes les échelles des solutions, « faire pacte », c'est réaliser que l'union fait la force, que le partage fait grandir et que l'organisation fait l'efficacité.

Trois questions servent de fil conducteur aux interventions et aux débats de l'atelierComment avancer?

- 1. Renforcer l'organisation de « sociétés qui coopèrent au niveau local » ; les relier entre elles pour s'entraider ; atteindre une masse critique capable d'influencer les cadres d'action et les décisions régionales, nationales et globales.
- 2. S'organiser aux différents paliers, articuler l'horizontal avec le vertical pour préparer les conditions d'une gouvernance territoriale démocratique du social, de l'économique et de l'écologique ; affirmer et augmenter la portée des solutions ; mutualiser et partager des outils et des méthodes transférables.
- 3. Progresser dans les 4 ans à venir pour inscrire le projet intercontinental du RIPESS dans l'agenda mondial et « bâtir l'économie sociale solidaire comme un modèle alternatif ».

Rappelons que la finalité de l'atelier est de déboucher sur des propositions à traduire concrètement dans un programme de travail entre des organisations volontaires des divers continents, dans un agenda de 4 ans.

Texte introductif préparé par Martine Theveniaut -P'actes Européens, RIPESS Europe, 4 octobre 2013

Équipe d'animation

Yvon Poirier (RIPESS Amérique du nord), Martine Theveniaut (RIPESS Europe), Françoise Wautiez (Socioeco.org). Les autres continents (Amérique latine, Afrique, Asie) n'ont pas désigné de représentants pour s'associer aux débats préparatoires du Thème n°2. Leurs points de vue sont moins donc moins bien renseignés, mais pas absents.

60 contributions au total : 15 en 3 langues (EN/ESP/FR) ; 13 en 2 langues (EN/FR) ; 20 (FR seulement) ; 7 (EN seulement) ; 1 ESP seulement et 3 associés EN ou FR.

Un résumé de tous les posts est proposé en annexe, indiquant la ou les langues disponibles.